

APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES

MALI

CYCLE DE
PROGRAMME HUMANITAIRE
2023
PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2022



À propos

Ce document est consolidé par OCHA pour le compte de l'Équipe humanitaire pays et des partenaires. Il présente une compréhension commune de la crise, notamment les besoins humanitaires les plus pressants et le nombre estimé de personnes ayant besoin d'assistance. Il constitue une base factuelle aidant à informer la planification stratégique conjointe de la réponse.

PHOTO DE COUVERTURE

Site de PDI de Senou, près de Bamako, septembre 2022 : Une jeune femme déplacée étale un pagne pour créer de l'ombre sur un hangar servant d'abri. Crédit : Abdoulaye Boubacar Hamani/OCHA

Les désignations employées et la présentation des éléments dans le présent rapport ne signifient pas l'expression de quelque opinion que ce soit de la Partie du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de leurs autorités ou concernant la délimitation de ses frontières ou de ses limites.

Get the latest updates



OCHA coordonne l'action humanitaire pour garantir que les personnes affectées par une crise reçoivent l'assistance et la protection dont elles ont besoin. OCHA s'efforce de surmonter les obstacles empêchant l'assistance humanitaire de rejoindre les personnes affectées par des crises et est chef de file dans la mobilisation de l'assistance et des ressources pour le compte du système humanitaire.

www.unocha.org/mali
twitter.com/OCHA_Mali



La réponse humanitaire est destinée à être le site Web central des outils et des services de Gestion de l'information permettant l'échange d'informations entre les clusters et les membres de l'IASC intervenant dans une crise.

<https://response.reliefweb.int/mali>

Humanitarian action

Humanitarian action aide les décideurs en leur donnant accès à des données humanitaires essentielles. Il donne les dernières informations vérifiées les plus récentes sur les besoins et la dispense de la réponse humanitaire ainsi que les contributions financières.

www.humanitarianaction.info



Le Service de suivi financier (FTS) est le principal fournisseur de données continuellement mises à jour sur le financement humanitaire mondial et contribue grandement à la prise de décisions stratégiques en mettant en évidence les lacunes et les priorités, contribuant ainsi à une aide humanitaire efficace, efficiente et fondée sur des principes.


<http://fts.unocha.org>

Table des matières

| | |
|-----------|--|
| 04 | Résumé des besoins humanitaires et des principales conclusions |
| 09 | Partie 1 : Impact de la crise |
| 10 | 1.1 Contexte de la crise |
| 15 | 1.2 Chocs et impact de la crise |
| 19 | 1.3 Portée de l'analyse |
| 20 | 1.4 Conditions humanitaires et gravité des besoins |
| | 1.4.1 Analyse intersectorielle du groupe de population 1 : Les personnes déplacées internes et les retournés |
| | 1.4.2 Analyse intersectorielle du groupe de population 2 : Les populations non déplacées |
| | 1.4.3 Analyse intersectorielle du groupe de population 3 : Les réfugiés, requérants d'asile et les rapatriés |
| | 1.4.4 Analyse intersectorielle groupe 4: Les Personnes à besoins spécifiques |
| 41 | 1.5 Nombre de personnes dans le besoin |
| 42 | 1.6 L'impact de la crise perçu par les populations affectées |
| | 1.6.1 Les perceptions des populations affectées révélées par une enquête par sondage de proximité |
| | 1.6.2 Problématique de la gestion des rumeurs et la communication avec les populations affectées |
| 47 | Partie 2 : Analyse des risques et suivi de la situation et des besoins |
| 48 | 2.1 Analyse des risques |
| 50 | 2.2 Suivi de la situation et des besoins |
| 53 | Partie 3 : Analyse sectorielle |
| 60 | 3.1 Abris et Biens non alimentaires |
| 62 | 3.2 Eau, hygiène et assainissement |
| 64 | 3.3 Éducation |
| 66 | 3.4 Nutrition |
| 68 | 3.5 Protection |
| 74 | 3.6 Santé |
| 76 | 3.7 Sécurité alimentaire |
| 78 | 3.8 Réfugiés |
| 80 | Partie 4 Annexes |
| 81 | 4.1 Sources de données |
| 84 | 4.2 Methodologie |
| 89 | 4.3 Lacunes et limitations des informations |
| 91 | 4.4 Acronymes |

Résumé des besoins humanitaires et des principales conclusions

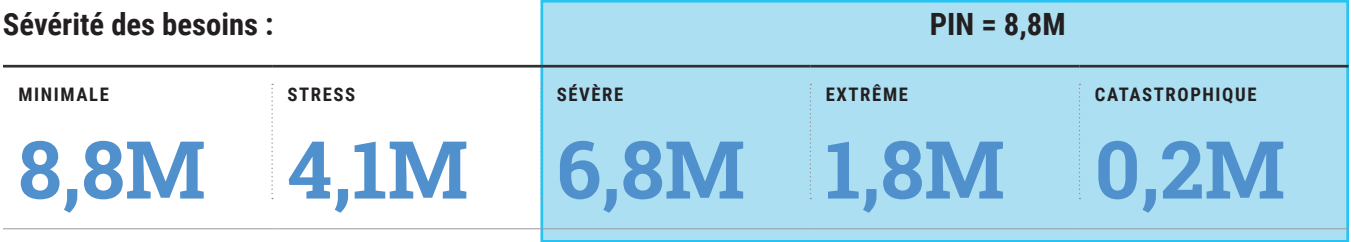
Chiffres clés

| PERS. DANS LE BESOIN | TENDANCE (2015-2023) | FEMMES | ENFANTS | AVEC UN HANDICAP |
|----------------------|---|------------|------------|------------------|
| 8,8M |  | 51% | 54% | 15% |



SOALA/DJENNE, MALI

Une famille victime de l'inondation. Photo : OMS



Besoins par catégorie de population

| CATEGORIE | PERS. DANS LE BESOIN |
|-----------|----------------------|
| Autres | 8,1M |
| PDI | 423k |
| Retournés | 143k |
| Rapatriés | 68k |
| Réfugiés | 57k |

Par groupes de population

| GRUPE DE POPULATION | PERS. DANS LE BESOIN |
|-------------------------------|----------------------|
| Enfants de moins de 5 ans | 1,7M |
| Personnes avec un handicap | 1,3M |
| Communautés-hôtes | 878k |
| Personnes déplacées internes | 423k |
| Chefs de famille célibataires | 290k |

Par région

| RÉGION | PERS. DANS LE BESOIN | % PIN |
|------------|----------------------|-------|
| Mopti | 1,6M | 19% |
| Sikasso | 1,5M | 17% |
| Ségou | 1,5M | 17% |
| Kayes | 965K | 11% |
| Bamako | 921K | 10% |
| Koulikoro | 875K | 10% |
| Tombouctou | 718K | 8% |
| Gao | 536K | 6% |
| Kidal | 83K | 1% |
| Ménaka | 77K | 1% |

Par âge

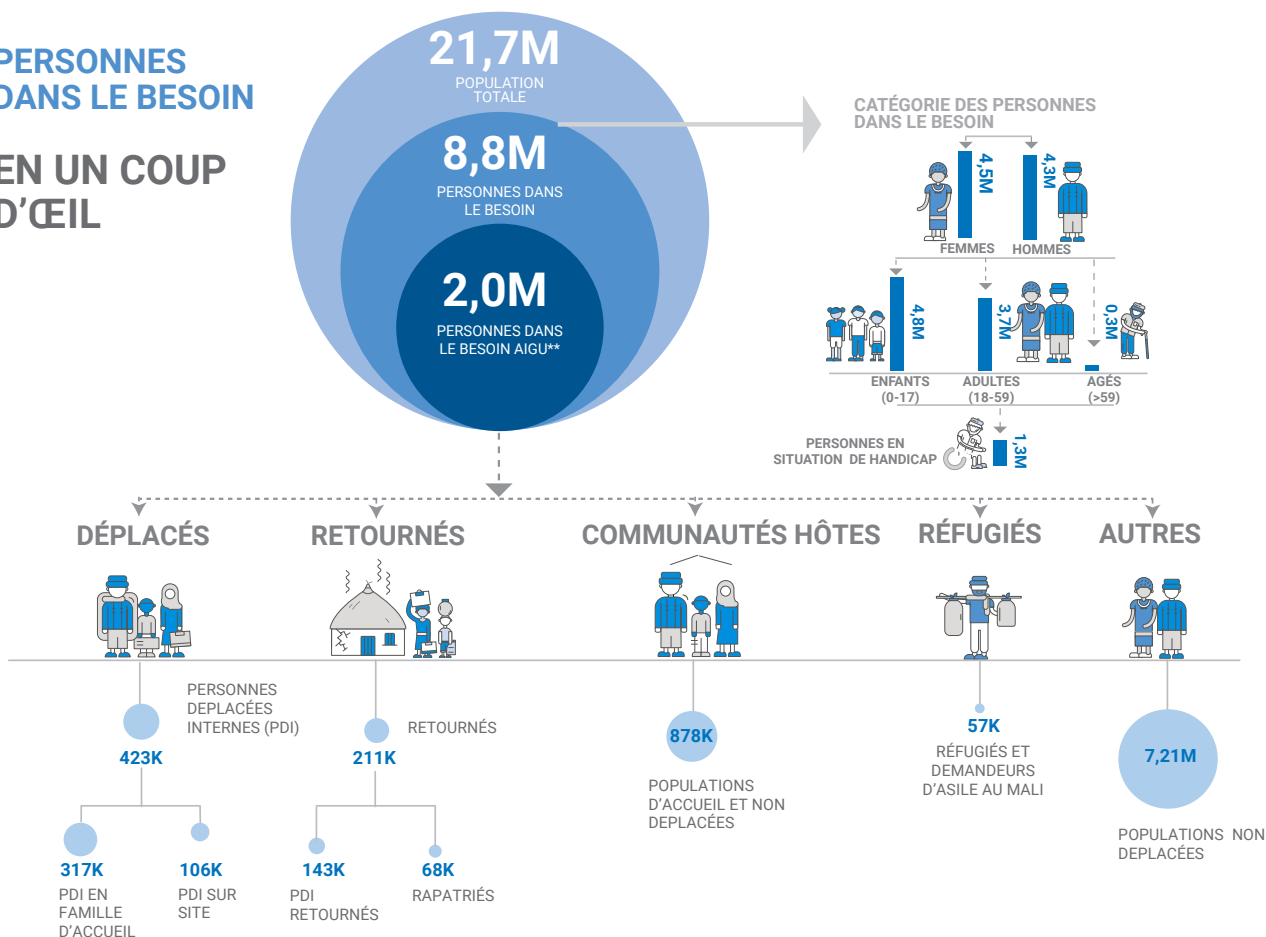
| ÂGE | PERS. DANS LE BESOIN | % PIN |
|-----------------------|----------------------|-------|
| Enfants (0 - 17) | 4,7M | 63% |
| Adultes (18 - 59) | 3,7M | 26% |
| Personnes âgées (60+) | 304k | 11% |

Avec un handicap

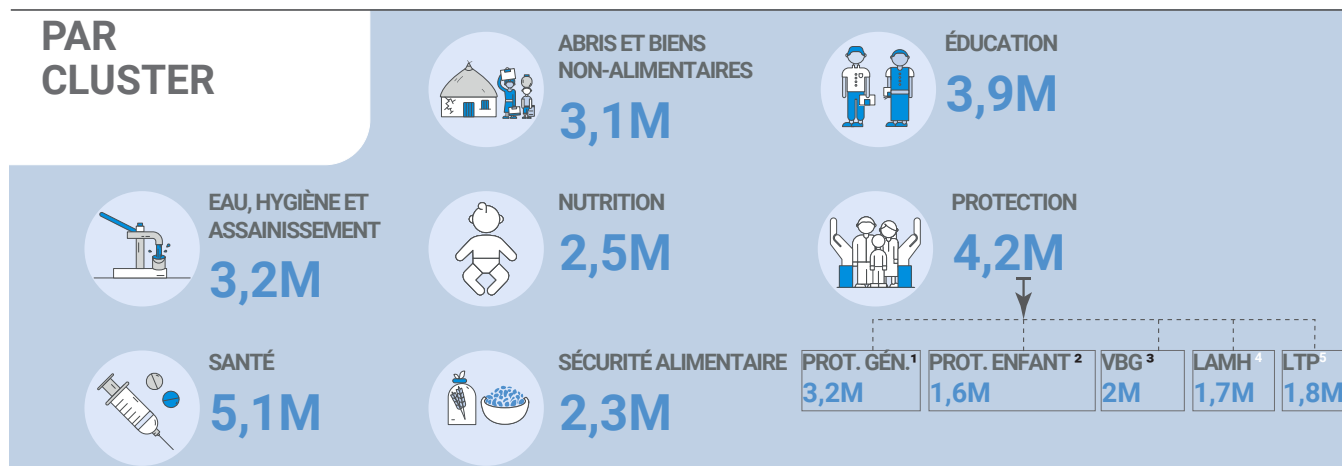
| ÂGE | PERS. DANS LE BESOIN | % PIN |
|------------------------------------|----------------------|-------|
| Personnes en situation de handicap | 1,3M | 15% |

PERSONNES DANS LE BESOIN

EN UN COUP D'ŒIL

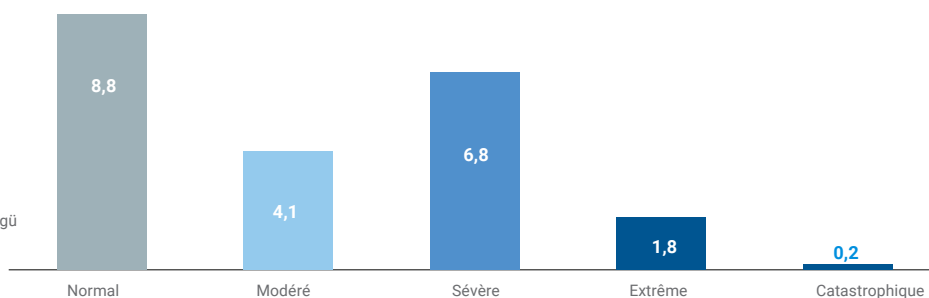


PAR CLUSTER



PAR NIVEAU DE SÉVÉRITÉ

■ Personnes dans le besoin
■ Personnes dans le besoin aigu
(en millions)



* Les clusters ont préparé leurs chiffres clés sur la base des données du 30 août 2022 (DTM, août 2022, <https://bit.ly/3Jqe2ou>). Ce sont donc ces données qui ont été utilisées tout au long de ce document. ** Personnes dans les sévérités 4 et 5.

1. PROT. GÉN. : Protection générale ; 2. PROT. ENFANT : Protection de l'enfant ; 3. VBG : Violences basées sur le genre ; 4. LAMH : Lutte anti-mines humanitaires ; LTP : Logement, Terres et Propriétés

Estimation du nombre de personnes dans le besoin

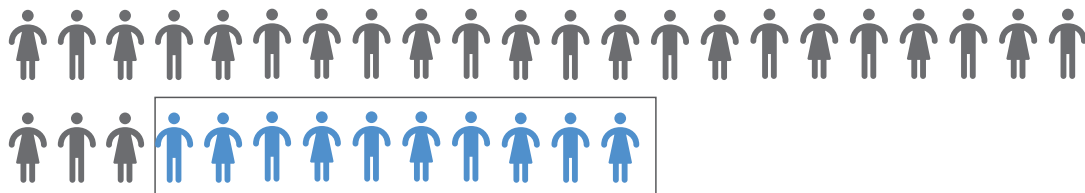
POPULATION TOTALE

21,7M



PERSONNES DANS LE BESOIN

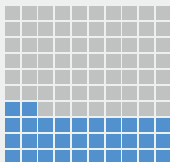
8,8M



PAR CLUSTER

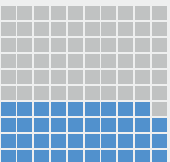
ABRIS

3,1M



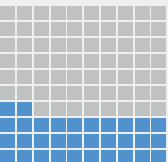
ÉDUCATION

3,9M



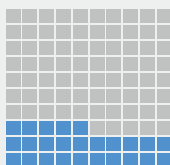
EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

3,2M



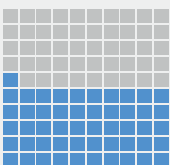
NUTRITION

2,5M



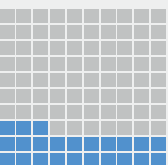
SANTÉ

5,1M



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

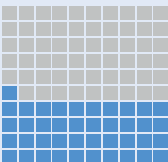
2,3M



PAR ÂGE & GENRE

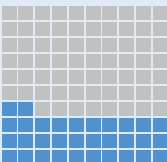
ENFANTS
<18 ANS

4,8M



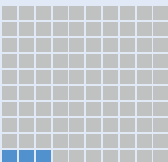
ADULTES
18-59 ANS

3,7M



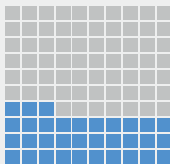
PERS. ÂGÉES
>60 ANS

304K



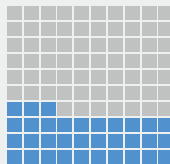
PROTECTION

4,2M



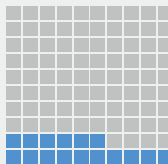
PROTECTION GÉNÉRALE

3,2M



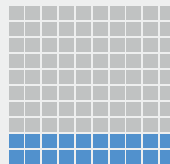
PROTECTION DE L'ENFANT

1,6M



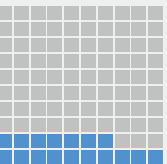
VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

2,0M



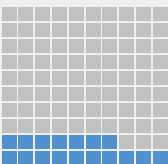
LUTTE ANTI MINES HUMANITAIRES

1,7M



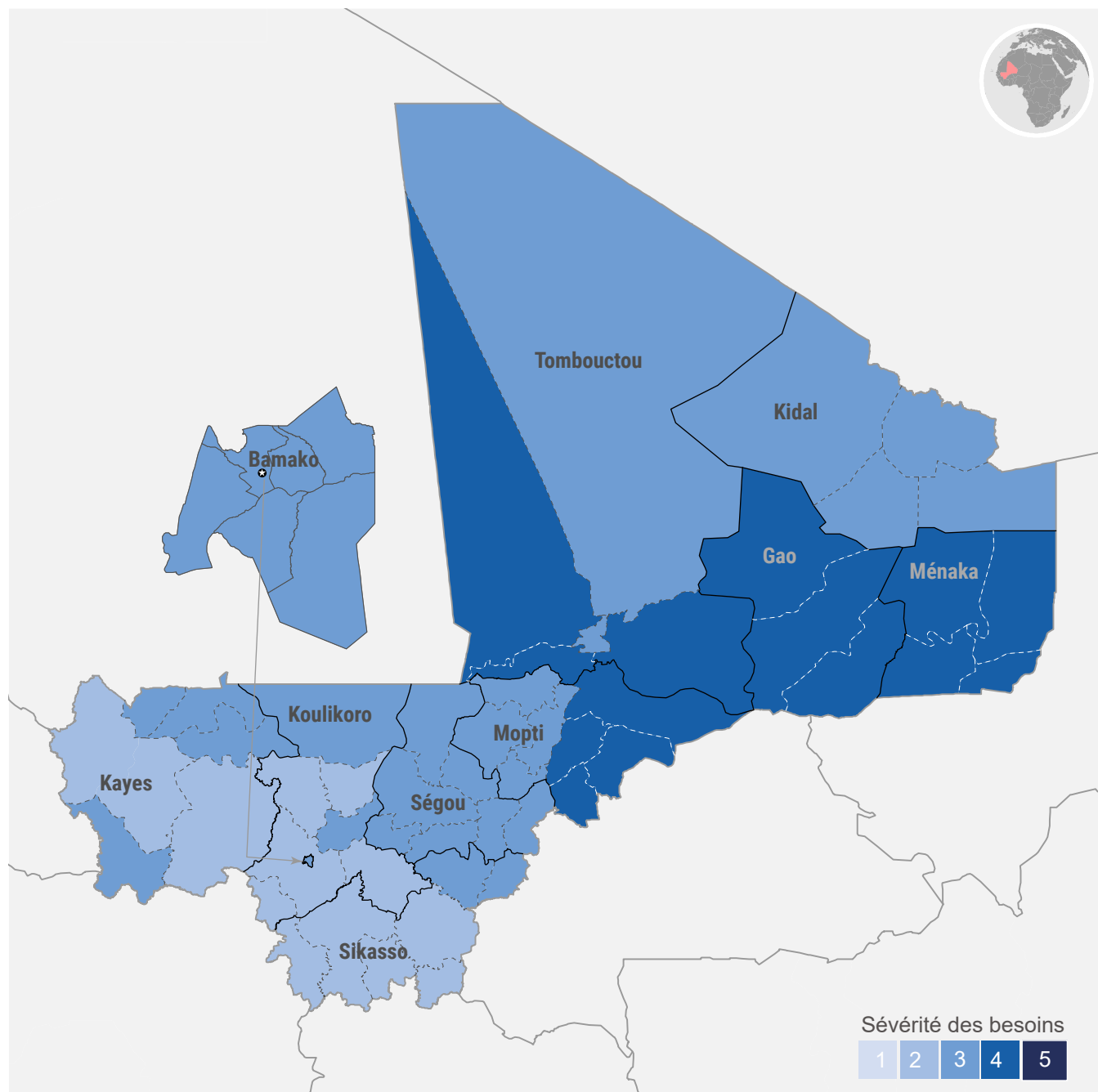
LOGEMENT, TERRES, PROPRIÉTÉS ET RESSOURCES NATURELLES

1,7M



Source : Clusters

Sévérité des conditions humanitaires et nombre de personnes dans le besoin



Source : Need Comparison Tool (NCT)

Partie 1 : Impact de la crise

SOCOURA/MOPTI, MALI

Enfants dans l'espace d'apprentissage du site de PDI de Socoura (Mopti), 30 mai 2022. Crédit : Alassane Sarr/OCHA



1.1

Contexte de la crise

Les analyses conduites par des experts ont mis en évidence la persistance des conflits, de l'insécurité multiforme, des aléas climatiques (les inondations et sécheresses), les urgences épidémiologiques et environnementales. La vulnérabilité structurelle grandissante, la gouvernance politique et économique, la pauvreté chronique, les inégalités sociales, la pression démographique, sont autant de facteurs qui exacerbent la crise et augmentent les besoins humanitaires. Selon l'indice de développement humain de 2022, le Mali occupe la 186^{ème} place sur 191 pays. La situation humanitaire est dominée par des mouvements de populations à tendance croissante, l'exacerbation des besoins humanitaires, le sous financement, le rétrécissement de l'espace humanitaire dans un contexte où les populations aspirent à un accès adéquat aux services sociaux de base.

Profils politique, socio-culturel, démographique et économique

En 2022, la situation politique a été principalement dominée, d'un côté par une multitude de crises diplomatiques notamment avec la France et certains partenaires européens ainsi qu'avec des pays voisins tels que la Côte d'Ivoire et le Niger, et de l'autre, par des sanctions économiques de l'[Union Economique et Monétaire Ouest Africaine-Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest](#) (UEMOA-CEDEAO). Aussi, la reconfiguration de la présence militaire internationale, traduite par la fin des opérations de Barkhane et Takuba, le retrait du Mali du dispositif du G5 Sahel ainsi que la coopération bilatérale accrue avec la Russie, ont eu un impact sur l'environnement sécuritaire. Ainsi, les autorités de la transition ont redéfini la politique de défense et de sécurité du pays notamment en matière de recrutement, de formation, d'équipement et de

partenariats. Le 6 juin 2022, par décret présidentiel, la durée de la transition politique en cours au Mali a été fixée à 24 mois à partir du 26 mars 2022. Par un autre décret du 10 juin 2022, le Président de la transition a créé une commission chargée d'élaborer un avant-projet de Constitution dans un délai maximal de deux mois. En juin, le Conseil national de transition (CNT) a adopté le projet de la nouvelle loi électorale, promulguée par le Président de la transition le 24 juin 2022. Cette nouvelle loi électorale institue l'Autorité indépendante de gestion des élections (AIGE) et fixe le régime du référendum, de l'élection du Président de la République et des conseillers des collectivités territoriales. S'agissant du processus de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation d'Alger, on observe une issue positive à la suite de la réunion de haut niveau qui devrait permettre entre autres l'achèvement de l'intégration des 1 235 ex-combattants restants, sur un total de 3 000, dans le cadre du processus accéléré de désarmement, démobilisation et réintégration.

Profils Socio-culturel et démographique

La population du Mali est estimée à 21 726 000¹ habitants en 2022 dont 50,4% de femmes et plus de 60% âgés de moins de 25 ans. Le taux de croissance² de la population est de 2,9%, se classant au 10^{ème} rang mondial. Selon les résultats des projections³ de la Direction Nationale de la Population (DNP), les moins de 15 ans représentent 45,4% de la population totale en 2022. Les 15 - 64 ans et les plus de 65 ans représentent respectivement 52,4% et 2%. Par son histoire et sa situation géographique, le Mali est devenu au fil des siècles une terre de rencontres où cohabitent une multiplicité d'ethnies, d'organisations socio-politiques et de religions. Cette diversité ethnique, culturelle et religieuse qui a longtemps constituée une particularité

1 <https://countrymeters.info/fr/Mali>

2 <https://countrymeters.info/fr/Mali>

3 Ces résultats ont été obtenus à travers les analyses de l'Institut national de la statistique (INSTAT) du Mali



SOALA/DJENNE, MALI

Inondation de l'école fondamentale de Soala. Photo : OMS

et une richesse pour le Mali, est fortement fragilisée par différents facteurs à la fois endogènes et exogènes. Ces diversités sont également instrumentalisées à des fins économiques ou politiques par certains acteurs. Ce qui débouche sur de nombreuses situations conflictuelles : catégorisation des populations, ethnocentrisme, les stéréotypes et la stigmatisation de certaines composantes de la société, voire parfois même leur opposition, mettant ainsi à mal la confiance, la cohabitation et la cohésion sociale constituées au fil du temps et de l'histoire.

Économie

L'économie du Mali repose en grande partie sur l'agriculture pluviale et les activités pastorales, avec une population essentiellement rurale (environ 68% de la population totale) pratiquant une agriculture de subsistance. Le contexte économique et social du pays reste impacté par les effets combinés de la crise sécuritaire et politico-institutionnelle. Selon la Banque Africaine de Développement (BAD), la croissance du

PIB⁴ réel est ressortie à 3,1% en 2021 contre -1,2% en 2020 et 4,8% en 2019. La COVID-19 a déjoué les perspectives positives de l'économie du pays. En effet, malgré la tendance positive observée, la croissance économique de 2021 reste inférieure aux prévisions du Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD) 2019-2023 (6,3%). Selon le rapport sur les ODD⁵ référencés et soutenus par la Banque Mondiale⁶, cette évolution est imputable essentiellement à la hausse enregistrée au niveau du secteur primaire (3,0% en 2021 contre -4,3% en 2020). La structure de l'économie malienne reste dominée par les secteurs primaire (35,9%) et tertiaire (35,2%). Cependant, le taux de chômage est élevé, surtout chez les jeunes. Entre avril et juin 2021, le taux d'emploi des personnes âgées de 15 ans ou plus est de 60,2%. Les différents rapports de l'enquête modulaire et permanente auprès des ménages (EMOP) corroborent le fait que les femmes sont moins actives dans l'économie formelle que les hommes (45,3% contre 77,2% respectivement). La proportion d'individus pauvres dans la population est estimée

4 Perspectives économiques au Mali | Banque africaine de développement - Bâtir aujourd'hui, une meilleure Afrique demain <https://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/mali>

5 Rapport national volontaire 2022 sur la mise en oeuvre des objectifs de développement durable (ODD), Forum politique de haut niveau sur le développement durable prévu à New York en juillet 2022, <https://mali.unfpa.org/fr/publications/rapport-national-volontaire-sur-la-mise-en-oeuvre-des-objectifsde-developpement>

6 L'économie malienne est résiliente face à la crise <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2013/03/14/the-malianeconomy-holds-steady-in-the-face-of-crisis>

à 44,6% au niveau national en 2021 contre 41,9% en 2020, soit une variation de 2,7%. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), l'économie malienne est structurellement concentrée, insuffisamment diversifiée, fortement dépendante de l'extérieur et très exposée aux aléas climatiques. En 2022, en dépit des effets cumulés des sanctions mises en œuvre par l'UEMOA et la CEDEAO depuis le 09 janvier 2022, et ceux de la crise ukrainienne, les perspectives macroéconomiques restent bonnes selon le FMI.

Genre et autonomisation de la femme

La dynamique de genre entre les hommes et les femmes, les rôles ainsi que les normes socioculturelles en matière de genre sont inéquitables et se reflètent dans les relations de pouvoir entre les sexes au sein du ménage mais aussi par la faible participation des femmes aux prises de décisions tant dans la sphère privée que publique⁷. Cependant ces dernières années, la participation effective des femmes aux fonctions de direction et dans la vie politique, économique et publique a enregistré des avancées. Selon le rapport de mise en œuvre du CREDD 2021, la proportion de femmes dans le Parlement national (actuel Conseil National de la Transition) se rapproche nettement des 30%, seuil minimum réglementaire conformément à la Loi n° 2015- 052 sur le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives. En 2020, ce taux était de 28,57%, contre 9,52% en 2013. En ce qui concerne, la représentativité aux fonctions nominatives des services publics de l'Etat, 16,4% en moyenne des hautes fonctions nominatives sont occupées par les femmes. Sur cette moyenne, les ministres présentent les plus fortes proportions avec 33,3%, taux supérieur au taux cibles dans la Loi n°2015-052. Aussi, près d'un quart des postes de présidents et vice-présidents de services et de chargés de mission sont occupés par les femmes (25%). A ce niveau, des efforts importants restent à faire afin de favoriser la promotion des femmes aux postes de gouverneurs (0% de femmes), de préfet, de chef de cabinet ou encore d'ambassadeur (2,3%, 9,5% et 11,1%). Outre les réformes institutionnelles et politiques en cours, le 15 juin 2022, le Gouvernement

a adopté le Cadre stratégique de la Refondation de l'État pour la période 2022-2031 et de son Plan d'action connexe pour 2022-2026 ainsi que le Plan d'actions prioritaires du Gouvernement de la Transition (2022-2024)⁸. L'axe stratégique n°4 Capital humain, Genre et Inclusion sociale dénote de la volonté des autorités de la Transition de considérer le genre et le capital humain comme des facteurs essentiels au changement social⁹.

Cadres juridique et politique existants

Le Mali est signataire des principales conventions et traités internationaux en matière de droits de la personne et des peuples, du droit international humanitaire et du droit des réfugiés. La Constitution de février 1992 réaffirme le principe de primauté des traités ratifiés par rapport aux lois internes en son article 116 et son attachement aux droits humains en édictant que l'État souscrit à la déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes du 10 septembre 1985, ratifiée sans aucune réserve, et son protocole additionnel du 5 décembre 2000, la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples du 27 juin 1981 et son Protocole relatif aux droits de la femme en Afrique (Protocole de Maputo) du 11 juillet 2003 ainsi que la Charte Africaine des droits et du bien-être de l'enfant du 1^{er} juillet 1990. Par ailleurs, le Mali a ratifié le 16 mai 2002, le Protocole facultatif sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et le Protocole facultatif sur l'implication d'enfants dans les conflits armés. Le Mali a signé le 28 février 2012 le Protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de communication. Ces protocoles facultatifs renforcent et complètent la CDE 1989. Après la ratification de la Convention de l'Union l'Africaine pour la Protection et l'Assistance aux Personnes Déplacées à l'intérieur de leurs pays, le Mali travaille sur sa domestication. Notons que le Mali est Etat partie au Traité de Rome sur la Cour Pénale International (CPI), du 16 Aout 2000.

7 OCHA Mali, 2021, Aperçu des besoins humanitaires, p.16

8 Union Interparlementaire. Les femmes au parlement en 2020 : Regard sur l'année écoulée. Union Interparlementaire. pp. 3-4 et 9.

9 MALI - Cadre Stratégique de La Refondation de L'État 2022-2031 - Version Numérique1 | PDF | Gouvernance | Mali <https://www.scribd.com/document/601753950/MALI-Cadre-Strate-gique-de-la-Refondation-de-l-E-tat-2022-2031-Version-Nume-rique1>

Environnement sécuritaire

La situation sécuritaire reste précaire et se propage vers les régions du nord, centre et sud. La tendance au durcissement du conflit se poursuit, marquée par un contexte socio-économique de plus en plus dégradée, comme le montrent les tensions politiques et la hausse de la criminalité. Les attaques de groupes présumés radicaux contre les civils et les forces de sécurité nationales et internationales persistent. Jusqu'au mois d'octobre de l'année en cours, INSO a documenté 4 339 incidents sécuritaires sur l'ensemble du territoire national, notamment dans les régions du centre (615 incidents pour la région de Mopti, 426 incidents pour la région de Ségou), Gao (424), Ménaka (329) et Tombouctou (446). Par ailleurs, on observe, une forte détérioration dans la zone des trois frontières de la région du Liptako-Gourma, ce qui a une incidence sur les régions de Ménaka et de Gao, en contraste avec un calme relatif dans d'autres zones, comme la région de Tombouctou. Selon la MINUSMA, dans le cadre de l'intensification des opérations des Forces Armées Maliennes dans le centre du pays, les civils ont été exposés à de violentes attaques et à des violations croissantes des droits de l'homme, qui ont occasionné le plus grand nombre de victimes civiles enregistrées au Mali. Depuis le début de 2022, les cercles d'Anderamboukane et d'Ansongo, respectivement dans les régions de Ménaka et Gao, continue d'être le théâtre d'affrontements armés entre le Mouvement pour le salut de l'Azawad-Daoussahak/Groupe d'auto-défense Touareg Imghad et alliés (MSA-D/GATIA) et l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) aggravés par des violences intercommunautaires. De très nombreux civils ont été tués et blessés dans ces affrontements tandis que plusieurs centaines d'autres ont été contraints de se déplacer pour fuir les hostilités. Des magasins, véhicules et autres biens à caractère civil ont été incendiés, détruits et pillés. Ces affrontements ont, accentué la détérioration des relations intercommunautaires entre les communautés Arabe, Daoussahak et Peule avec pour conséquences des actes de représailles de part et d'autre. Par ailleurs, une bonne partie du centre, dans plusieurs cercles des régions de Mopti et de Ségou ont été, soit déguerpies

de leur populations, soit devenues inaccessibles à cause des opérations militaires, des conflits intercommunautaires ou des opérations militaires. Suite au regain d'attaques des sites touristiques ou d'installations d'hôtellerie dans la ville de Bamako en 2016 et en juin 2021, plusieurs sites stratégiques, dont le camp militaire de Kati qui hébergent les plus hautes autorités militaires du pays, ont été la cible d'attaques armées par les GANE. Ces faits, en plus de ceux observés dans les zones autour de Koutiala et de Sikasso, sont la preuve de l'élargissement des zones instables vers le sud du pays, reconnues comme ayant la densité démographique plus forte.

Profil environmental

Avec un score de 34,7, le Mali avait été classé le pays 178^{ème} parmi les 182 pour l'indice de pays ND-GAIN¹⁰. En effet, le Mali est confronté à de nombreux défis environnementaux dont les principaux sont dus aux effets du changement climatique, à la forte croissance démographique, la pauvreté, l'inadéquation entre la consommation des ressources naturelles et leur rythme de renouvellement et la faible prise en compte de la dimension environnementale dans les politiques, stratégies, plans et programmes de développement. Les deux tiers du territoire national sont en région désertique ou semi-désertique et les données climatiques montrent une progression de la zone affectée par cette aridité sur l'ensemble du territoire avec une tendance à la baisse des pluies de l'ordre de 10 à 28% sur les 30 dernières années. Les manifestations les plus visibles sont le recul du couvert forestier, la dégradation des terres et l'extension de l'érosion sous toutes ses formes, la sédimentation des lits des cours d'eau qui pose un problème de disponibilité des ressources en eau et la salinisation de la nappe continentale terminale du bassin sédimentaire. Face à ces défis existentiels dans un monde aux prises avec les effets adverses du dérèglement climatique, le projet de la grande muraille verte¹¹, tarde à engranger des résultats tangibles en dépit des bonnes intentions à son lancement¹² en 2010.

10 <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/>

11 Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte <http://www.grandemuraillevrte.org/index.php/component/content/>

12 Convention sur la grande muraille verte africaine http://www.grandemuraillevrte.org/images/accord%20de%20si%C3%A8ge_Tchad.pdf et Accord de siège_Tchad.pdf http://www.grandemuraillevrte.org/images/accord%20de%20si%C3%A8ge_Tchad.pdf

Notons que les pratiques d'élevage extensive et les effets du changement climatique résultent de facteurs perturbateurs sur le pastoralisme dont le non respect des couloirs de transhumance et des

trajectoires inhabituelles, germes potentiels de tensions entre agriculteurs et éleveurs dans certaines régions, impactant ainsi les conditions de vie et de reproduction du cheptel.

L'impact de la crise dans le secteur EHA

Dans les régions du Nord, les conséquences du conflit et de la faible présence de l'Etat ont causé le dysfonctionnement de beaucoup d'infrastructures publiques. L'impact défavorable du changement climatique a également réduit la disponibilité des ressources et mis en compétition les communautés hôtes et déplacés, ainsi que les éleveurs et leurs bétails. Dans les zones de conflit, les femmes, filles et garçons parcourent des distances toujours plus longues à la recherche de l'eau et sont davantage exposés aux violences des groupes armés et aux VBG. Ces heures sont investies dans la corvée de l'eau au détriment de la scolarisation des filles ou d'Activités Génératrices de Revenus.

Aussi, les acteurs des autres secteurs (santé, éducation, protection, nutrition) verront leurs efforts diminués car l'amélioration de l'accès à l'eau, l'hygiène et à l'assainissement est un facteur essentiel pour maximiser l'impact de leurs interventions.



KOULIKORO, MALI

Séance de dépistage dans le programme de lutte contre la malnutrition aigüe modérée (MAM) au Centre de Santé Communautaire (CSCOM) de Nossombougou. Photo : PAM

1.2 Chocs et impact de la crise

Le contexte du Mali reste dominé par une combinaison de chocs dont certains sont interpénétrables avec des impacts multiples sur les modes de vie des personnes et communautés, les systèmes, les services et l'accès humanitaire.

Les principaux chocs, moteurs de la crise demeurent :

- les conflits et l'insécurité multiforme, des aléas climatiques incluant (les inondations et sécheresses) ainsi que les urgences sanitaires et épidémiologiques.

Impact sur les personnes et leurs biens

L'impact de la crise sur les populations civiles et leurs biens suit une tendance aggravante en 2022.

Face à la recurrence des conflits et l'insécurité multiforme, le nombre de PDI augmente sans cesse pour atteindre 422 620 personnes dont 54% de femmes et 46% d'hommes, consacrant ainsi une augmentation de 72 510 personnes par rapport à l'année passée. Les enfants représentent plus de la moitié des personnes déplacées (63%) âgés de 0 à 17 ans. La population active représente 35 pour cent des déplacées et le reste (2%) des personnes âgées de 59 ans et plus. Cette

tendance croissante s'expliquerait par la persistance des violences dans les régions de Ménaka, Gao, Tombouctou, Ségou et Mopti.

Aussi, le Mali reste confronté à une crise de protection sur fond de violations et d'abus en matière de droits de l'homme par les groupes armés non-étatiques dans un contexte d'insécurité généralisée aux dépens des normes du droit international. La crise est caractérisée par l'absence actuelle de protection efficace pour un nombre important de civils au nord, au centre et récemment dans les régions du sud. Les civils, toutes communautés confondues, ont continué d'être la cible d'attaques, en particulier au centre, au nord et au sud du Mali. Le monitoring de protection de l'UNHCR, a enregistré 6 852 incidents de protection entre janvier et septembre 2022, contre 5 124 incidents pour toute la même période 2021. Ces incidents de protection concernent : les atteintes au droit à la vie (meurtres), les atteintes à l'intégrité physique et psychique (violences basées sur le genre, menaces, mutilations, coups et blessures), les atteintes à la liberté et à la sécurité des personnes (liberté de mouvement, enlèvement, enrôlement forcé, arrestation et détention arbitraire), les atteintes au droit à la propriété (banditisme, extorsions de biens, vols, braquages, incendies, menaces), ainsi que des attaques directes contre la population civile, contre les écoles et centres de santé et leur personnel, et la prolifération des armes et des engins explosifs. En outre, la crise - qui a eu un impact négatif sur l'efficacité des mécanismes de protection existants, et a accru la vulnérabilité de groupes spécifiques. Notamment, les hommes qui sont de plus en plus la cible d'arrestations arbitraires en particulier ceux qui ne possèdent pas de documents d'état civil, les enfants et les adolescents, les femmes et les filles, les personnes âgées, les personnes handicapées, les réfugiés et les migrants. Cette crise de protection – dont les moteurs sont la violence, les conflits, le déplacement forcé, et l'absence de services sociaux de base – a des conséquences graves sur les autres secteurs, notamment l'éducation dont la fermeture des écoles accentue les risques de protection de l'enfant et les pratiques néfastes comme les mariages précoces, les mariages forcés, le recrutement par les forces et groupes armés les séparations familiales ou l'exposition aux pires formes de travail, l'exploitation sexuelle qui est en augmentation

en particulier à Mopti et à Gao ; l'insécurité alimentaire, encore accentuée par les changements climatiques et l'absence de travaux champêtres et de récoltes due aux conflits, ainsi que la crise sanitaire.

Avec la dégradation de la situation de protection, le nombre de violations graves des droits de l'enfant perpétrées par les parties au conflit a continué de s'accroître entre janvier et juin 2022 avec 816 incidents enregistrés contre 787 en 2021.

De janvier à septembre 2022, 9 908 cas de VBG ont été rapportés par le (GBVIMS) : 98% des survivants(es) sont des femmes dont 38% de filles de moins de 18 ans. Les violences sexuelles demeurent prédominantes avec 56% des cas dont 37% de viols, suivies des agressions physiques et psychologiques (16% et 13%), des cas de déni de ressources (10%) et des mariages précoces (5%). Enfin, il est important de noter que ce nombre d'incidents rapportés qui est en augmentation ne représentent pas l'ensemble des incidents qui se sont produits notamment en raison des défis liés aux normes socio-culturelles et des tabous qui entourent les questions de violences basées sur le genre mais également en raison des difficultés d'accès des humanitaires à de nombreuses zones ou d'accès des personnes affectées aux services.

L'accès des survivantes aux services de prise en charge holistique demeure problématique, à cause de la présence de plusieurs groupes armés, auteurs de la grande partie des cas de viols collectifs et des enlèvements de femmes et de filles, commis lorsqu'elles se rendent à la recherche de bois de chauffe ou de l'eau.

Impact sur les systèmes et services

L'isolement des villages par les groupes armés, parfois en usant d'engins explosifs comme facteur dissuasif, les restrictions à la liberté de mouvement des civils et le refus d'accès aux services sociaux de base et aux moyens de subsistance sont devenus de plus en plus courants. L'économie du pays repose principalement sur les secteurs primaire et tertiaire, ce qui est synonyme d'une faible transformation des produits nationaux et reste dominée par le secteur informel. Cette économie

à faible revenu est peu diversifiée et exposée aux fluctuations des prix des matières premières. Le Mali perd chaque année environ 265 milliards de FCFA (450 millions de dollars américains), soit 4,06% de son produit intérieur brut (PIB), du fait des effets cumulés de la sous-nutrition des enfants en termes de dépenses en santé, de dépenses scolaires et de perte de productivité sur le marché de l'emploi selon le Coût de la Faim en Afrique (COHA). Les prix des principales denrées en 2022 sont largement supérieurs à ceux de l'an dernier.

Selon les acteurs spécialisés, cette hausse est particulièrement importante pour les principales céréales, notamment le mil, le sorgho et le maïs avec des hausses de prix de 71 à 100%. Tous les marchés sont concernés par ces hausses de prix avec des niveaux jamais atteints. Cette hausse des prix a des conséquences sur les ménages qui commencent à réduire les quantités de nourriture achetées ou à s'endetter. L'ensemble des acteurs considère que les achats institutionnels en perspective vont contribuer à augmenter les prix ; les marchés à bétail sont bien fournis à cause des besoins d'approvisionnement des pasteurs en céréales avant la dégradation des prix surtout que la soudure serait difficile dans certaines zones agropastorales. Dans les zones d'insécurité du centre et du nord du pays, en dépit de l'amélioration calme observée pendant l'hivernage de la situation sécuritaire, la prudence reste de mise et limite l'accès des grossistes sur lesdits marchés. La baisse des flux de bétail vers les pays voisins à la suite de la décision d'interdiction de mouvements du bétail vers les pays de la CEDEAO des exportateurs de bétail, a contribué à l'amélioration de l'offre interne. Quant aux prix des animaux, grâce à leur embonpoint satisfaisant et de la disponibilité fourragère, ils restent globalement similaires à supérieurs à la moyenne.

Par ailleurs, l'année scolaire 2022 a été fortement perturbée à cause de l'insécurité grandissante.

En août 2022, 587 400 enfants sont affectés par la fermeture des écoles du fait de l'insécurité et risquent une déscolarisation définitive, les privant de la protection habituellement offerte par le milieu scolaire. Par ailleurs, l'impact socioéconomique de la crise a exacerbé la pression sur les familles, qui ont recours

à des mécanismes d'adaptations négatifs, tels que le mariage précoce, l'exploitation sexuelle et d'autres formes de violences basées sur le genre (en particulier des filles), le travail des enfants, incluant l'envoi et l'exploitation sur les sites d'orpillage traditionnels présents dans le nord du pays, ainsi que le recrutement et l'utilisation par les forces et groupes armés, les jeunes hommes qui en l'absence de perspectives pour leur futur et de leur incapacité à couvrir leurs besoins sont une proie idéale pour la radicalisation et le recrutement par les groupes armés non étatiques.

Enfin, dans les régions du nord, les conséquences du conflit et de la faible présence de l'Etat ont laissé beaucoup d'infrastructures dysfonctionnelles. L'impact défavorable du changement climatique a également réduit la disponibilité de la ressource et mis en compétition les communautés hôtes et leurs déplacés, ainsi que les éleveurs et leurs bétails, notamment dans les régions du Nord et du Centre du pays. Dans les zones de conflit, les femmes, filles et garçons parcourent des distances toujours plus longues à la recherche d'eau et sont davantage exposés aux violences des groupes armés et aux explosifs de guerre abandonnés. Ces heures investies dans la corvée de l'eau et de recherche des bois de chauffe pourraient être orientées vers d'autres activités, comme la scolarisation des filles ou vers des activités génératrices de revenus.

Impact sur l'accès humanitaire

En 2022, il y a eu une reconfiguration des forces militaires présentes au Mali. En effet, l'annonce du Mali de se retirer de la Force Conjointe G5 Sahel en mai 2022 puis le retrait définitif de la force Barkhane et de Takuba du Mali le 15 août 2022, ceci dans un contexte où depuis fin 2021, le Mali se trouve dans un nouveau partenariat militaire avec la Russie, marquent une reconfiguration des forces armées présentes au Mali. Face à cela se dressent des Groupes Armés Non Etatiques (GANE). Ceux-ci sont de plus en plus actifs par des affrontements armés qui les opposent entre eux, à des mouvements signataires et aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM) au nord, mais également ils combattent des groupes armés d'auto-défense et les FDSM au centre et au sud du Mali.

Ainsi l'environnement opérationnel de mise en œuvre des activités humanitaires au Mali est marqué en 2022 par des opérations militaires des Forces Armées Maliennes (FAMa) pour la sécurisation des zones concernées par l'activisme des GANE au centre du Mali, des affrontements entre GANE avec pour ambition de consolider leur influence dans des zones du nord Mali, des attaques de GANE ciblant les FDSM dans le dessein d'étendre leur influence dans des zones du centre et du sud. Ces confrontations entre acteurs armés se sont particulièrement accrues en 2022 avec 80 opérations militaires au premier semestre 2022 contre 106 sur toute l'année 2021. Ces confrontations armées se font selon des modalités qui impactent négativement sur l'espace humanitaire et engendrent de nombreuses contraintes d'accès humanitaires.

La multiplicité des opérations militaires et la recrudescence des hostilités entre acteurs armés en 2022 ont entraîné un rétrécissement de l'espace humanitaire au cours de ces 12 derniers mois et constituent des risques de violences contre le personnel humanitaire de même que pour la population civile. Enfin elles impactent sur l'accès des humanitaires. Certaines décisions concrètes aggravent le rétrécissement de l'espace propice aux opérations humanitaires. En effet, des missions humanitaires par hélicoptères n'ont pas été autorisées au premier trimestre 2022 dans les régions de Mopti et de Ségou pour des raisons liées aux opérations militaires. Pour les mêmes raisons, l'accès a été refusé à des organisations humanitaires pour une longue période dans les localités Diabaly, Sokolo, Dogofri et Nampalari, dans le Cercle de Niono. Les restrictions de mouvements imposés par des GANE sur la route nationale 16 (RN16) au niveau de Boni, région de Douentza et les attaques d'un GANE dans la région de Ménaka depuis mars 2022 ont eu pour conséquence la relocalisation des équipes humanitaires, notamment de Anderamboukane vers la ville de Ménaka et de Boni vers la ville de Douentza. L'approvisionnement des régions du nord a été perturbé pendant trois (3) mois depuis fin mai 2022 (fin mai à août 2022), par les restrictions de mouvements des GANE sur la RN16. L'accès des acteurs humanitaires dans la région de Ménaka se limite essentiellement à la ville de Ménaka depuis mai 2022. Cette situation témoigne de l'impact négatif des affrontements entre

groupes armés sur l'accès humanitaire. Les populations civiles continuent de fuir les attaques et les violences des groupes armés.

Les acteurs humanitaires ne sont pas particulièrement ciblés au Mali mais ils continuent de subir les conséquences de la militarisation de leur environnement opérationnel. En 2022 les acteurs humanitaires ont été victimes de 99 incidents entre le 2 et le 30 septembre 2022 contre 110 incidents sur la même période en 2021. Les activités et les acteurs humanitaires subissent de la violence liée à la criminalité et des restrictions de mouvements à l'intérieur du pays. Des cas de difficultés à des checkpoints, des refus d'accès, des détentions temporaires, des enlèvements, des braquages, des intimidations ont été rapportés tout au long de l'année avec pour conséquence le report ou l'annulation de missions et d'opérations humanitaires.

L'utilisation des engins explosifs improvisés/mines (EEI/Mines) par les GANE continue d'impacter négativement l'accès humanitaire. Le nombre d'EEI/Mines enregistrés entre janvier et octobre 2022 est estimé à 163 contre 245 en 2021 (pour toute l'année). Ces incidents obligent les acteurs humanitaires à utiliser des mesures d'adaptation y compris des routes secondaires pour avoir accès à la population, ce qui les expose à des incidents d'ordre criminel.

Dans le mode opératoire des affrontements entre les acteurs armés, l'on assiste également au sabotage d'infrastructures de communication et des ponts par les GANE. A cela s'ajoute l'impraticabilité de plusieurs axes routiers secondaires en période d'hivernage entraînant des contraintes d'accès humanitaire liées à l'environnement physique et au manque d'infrastructures. Dans ce même contexte, les populations ont subi des restrictions de mouvements de la part des GANE notamment à Boni dans région de Douentza et des menaces pour déplacements forcés dans les régions de Ménaka et de Gao, le ciblage des écoles, le pillage des ressources de populations civiles, entravant l'accès des populations à l'assistance humanitaire.

La réponse humanitaire se poursuit cependant à travers diverses mesures de mitigations adoptées par les organisations humanitaires, de plaidoyer et de négociations pour l'accès auprès des FAMA et autres acteurs armés à travers les mécanismes de coordination civilo-militaire (UN-CMCoord). La poursuite des sensibilisations des différentes parties prenantes sur les principes humanitaires et l'action humanitaire ainsi que les formations sur la négociation humanitaire contribuent à assurer l'acceptance de la

réponse humanitaire. La mise en place d'un cadre de coordination et d'analyse sur l'accès humanitaire à Bamako et en région, le renforcement des mécanismes de coordination civilo-militaire et enfin les outils et méthodologies proposées pour comprendre l'environnement opérationnel des activités humanitaires permettront de limiter l'impact des défis sécuritaires sur les activités humanitaires et de préserver l'accès humanitaire.

Tableau de l'impact de la crise sur les PDI

Milliers de personnes

| ANNÉE | NBR. PDI | | % ENFANTS |
|-------|----------|-------------|-----------|
| 2019 | 199k | <div></div> | 54% |
| 2020 | 311k | <div></div> | 62% |
| 2021 | 350k | <div></div> | 64% |
| 2022 | 423k | <div></div> | 63% |

Tableau de l'impact de la crise sur les PDI retournées

Milliers de personnes

| ANNÉE | NBR. RET | | % ENFANTS |
|-------|----------|-------------|-----------|
| 2019 | 562k | <div></div> | 53% |
| 2020 | 582k | <div></div> | 54% |
| 2021 | 606k | <div></div> | 64% |
| 2022 | 696k | <div></div> | 56% |

1.3

Portée de l'analyse

Cette analyse couvre l'ensemble du territoire national y compris les régions du Nord, du Centre et du Sud-Ouest. Les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou, Taoudéni, Gao, Ménaka, Kidal, Koulikoro, Sikasso et Kayes restent prioritaires. L'analyse se base sur les principaux moteurs de la crise notamment : les conflits et l'insécurité multiforme, les inondations, les sécheresses, les épidémies et les urgences sanitaires. Elle se concentre particulièrement sur les personnes en besoin d'assistance notamment les déplacées, les

communautés hôtes, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les rapatriés. Onze années de crise ont exacerbé leur vulnérabilité et les ont exposées à des risques d'exclusion, limitant leur accès au service sociaux de base ou à l'assistance humanitaire. Les indicateurs de besoins issus de l'évaluation et d'autres sources d'informations, sont utilisés pour quantifier la sévérité de chacune de ces dimensions, et soutiennent une estimation des besoins intersectoriels et leur de la gravité.



FALADIÉ/BAMAKO, MALI

Une vue du marché à bétails de Faladié qui abrite des personnes déplacées internes. Février 2022.

Crédit : OCHA/Ibrahima Koné

1.4

Conditions humanitaires et sévérité des besoins

Au regard de la persistance et du caractère multidimensionnel de la crise, les analyses établissent que 8,8 millions de personnes seront dans le besoin d'assistance au cours de l'année 2023 dont 52% de femmes et de filles et 54% d'enfants. On estime à 2,5 millions le nombre de personnes ayant des besoins relevant des conditions de vie tandis que 6,3 millions de personnes auront besoin d'accès aux services sociaux de base. La tendance haussière persistante des différentes formes d'insécurité et de violence, les perturbations climatiques avec des inondations et les épisodes de sécheresse, et la superposition de ces chocs ont entraîné des préjudices importants qui engendrent une augmentation des besoins vitaux, une détérioration des conditions de vie et l'adoption

de mécanismes négatifs d'adaptation ou de survie. Ces aléas conjoncturels se juxtaposent à d'autres situations, notamment les sanctions économiques qui ont davantage contribué à accentuer la sévérité des besoins. Ces effets adverses viennent se greffer à des facteurs structurels ou chroniques avec leurs effets multiplicateurs, qui font augmenter les chiffres de personnes dans le besoin PIN sectoriels et intersectoriels.

L'analyse intersectorielle révèle que l'impact des différents chocs est un déterminant central des problèmes liés aux différentes conditions humanitaires. Les facteurs contributifs demeurent l'âge, le genre, le statut, le type de milieu, l'occupation ou l'activité, les

capacités individuelles ou collectives, la présence ou non des services sociaux de base et la présence ou non d'une forme de handicap.

Ces variables ont permis de mieux cerner les différents besoins relatifs aux différentes conditions humanitaires.

Ainsi, dans le contexte de la crise malienne, une double approche est utilisée pour le HPC 2023.

Il s'agit de l'approche mixte basée sur :

- a. Le statut des personnes, qu'elles soient déplacées (protection nationale ou internationale) ou non déplacées
- b. La vulnérabilité des personnes en lien avec leurs caractéristiques socio- spécifiques.

De ce qui précède, il en ressort une classification binaire :

- a. L'analyse de la sévérité des besoins basée sur le statut des personnes affectées.
- b. L'analyse de la sévérité des besoins des catégories de population ayant des problèmes généraux et spécifiques.

Les résultats des analyses intersectorielles régionales et nationales ont amené à considérer comme prioritaires quatre (4) grandes catégories de personnes dans le cadre de la priorisation des besoins. Cette pondération des besoins découlant de la gravité de l'impact de la crise détermine le degré de la sévérité intersectorielle des besoins.

Il s'agit de :

- a. Groupe de population 1 : Les personnes déplacées internes et les retournés.
- b. Groupe de population 2 : Les populations non déplacées.
- c. Groupe de population 3 : Les réfugiés, requérants d'asile et les rapatriés.
- d. Groupe de population 4 : Les personnes vulnérables à besoins spécifiques.

Ce 4^{ème} groupe comprend plusieurs sous-groupes ayant des besoins spécifiques à savoir :

- a. Les enfants de moins de 5 ans et les adolescents
- b. Les FEFA, les femmes à risques et survivants de VBG.
- c. Les personnes en situation de handicap.
- d. Les personnes âgées, atteintes de maladies chroniques et celles vivants avec le VIH.

Quoique ces groupes soient distincts, ils peuvent subir les effets des différents chocs, en raison de certains facteurs ou caractéristiques propres comme l'âge, le sexe, l'occupation, le milieu de vie, les capacités individuelles et collectives, le degré d'exposition et la résilience.









Niveau de sévérité par groupes de personnes les plus vulnérables

Milliers de personnes (k)

| GROUPE VULNÉRABLE | PERS. DANS LE BESOIN | SÉVÈRE | EXTRÊME | CATASTROPHIQUE | FACTEURS ASSOCIÉS |
|------------------------------|----------------------|--------|---------|----------------|--------------------------------|
| Personnes déplacées internes | 423k | 104k | 313k | 6k | Conflit et déplacement interne |
| Rétournés | 143k | 20k | 116k | 6k | Conflit |
| Rapatriés | 68k | 7k | 56k | 4k | Conflit |
| Autres populations | 8,1M | 6,7M | 1,3M | 221k | Conflit, sécheresse, |

Désagrégation par sexe et âge par groupes de personnes les plus vulnérables

Milliers de personnes

| GROUPE DE POPULATION | PAR SEXE FEMMES HOMMES (%) | PAR ÂGE ENFANTS ADULTES PERS. ÂGÉES (%) |
|------------------------------|---|--|
| Personnes déplacées internes | 54 46  | 62 36 02  |
| Rétournés | 55 45  | 63 35 02  |
| Rapatriés | 52 48  | 40 53 07  |
| Autres populations | 50 50  | 53 43 04  |

1.4.1 Analyse intersectorielle du groupe de population 1 : Personnes déplacées internes

| | | | PIN = 423K | | |
|-------------------|-----------------|--------|------------|---------|----------------|
| POPULATION TOTALE | DONT : MINIMALE | STRESS | SÉVÈRE | EXTRÊME | CATASTROPHIQUE |
| 423k | - | - | 104k | 313k | 6k |

Conditions humanitaires : sévérité des besoins intersectoriels

Le croisement des besoins vitaux et ceux d'accès aux services sociaux de bases des PDI sur les 263 sites évalués nous édifie sur l'extrême vulnérabilité et la précarité de ces déplacés. En comparaison avec la même période en 2021, la situation en 2022 est globalement en dégradation accentuée.

La crise de déplacement : des chiffres records avec besoins de plus en plus sévères

Comme une caractéristique principale de l'acuité de la crise, le nombre de PDI a atteint 422 620¹³ PDI au 31 août 2022. L'augmentation du nombre de PDI s'explique par le fait que les huit premiers mois de l'année 2022 ont été marqués par la recrudescence des violences dans les régions de Ménaka, Gao, Tombouctou et Mopti. La zone du Liptako Gourma, ou des trois frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, devient l'épicentre de cette crise. Ces PDI sont en majorité des femmes (54%) et enfants (63%) tandis que la proportion de personnes âgées de plus de 59 ans et population active sont respectivement de 2% et 35%, selon la DTM d'août 2022.

Près de la moitié des sites de déplacement évalués était en milieu rural proche d'une ville (48%). Un peu plus du tiers (37%) était en milieu urbain. Le reste (17%) des sites évalués était quant à eux situés en milieu rural isolé.

Parmi les causes des déplacements, 61% sont dus à l'insécurité, 37% aux tensions intercommunautaires

et 2% à d'autres causes y compris les catastrophes naturelles, selon la DTM d'août 2022.

A titre de comparaison, les résultats de la DTM 2021, indiquent comme raison, l'insécurité à 82%, les tensions intercommunautaires à 43% et les catastrophes naturelles à 10% avec parfois des répondants qui citent plusieurs causes à la fois. Les PDI déclarent, d'après les données MSNA 2021, confirmées par celles de 2022, choisir les localités d'accueil principalement en se basant sur l'absence de conflit (57%), mais également sur la présence d'autres membres de la famille (44%). Ceci explique également que la large majorité des déplacements se font intra-région, à l'exception des PDI se trouvant à Bamako, Koulikoro et à Sikasso, qui viennent principalement de la région Mopti et des PDI vivant à Ségou, dont certains viennent de Mopti (49%) ou de Tombouctou (15%).

En termes de besoins de survie ou besoins vitaux, les PDI ont exprimé à 95% des besoins immédiats en nourriture, à 64% en abris et à 43% en eau potable. Ce constat a également été corroboré par les résultats actualisés en 2022 de l'analyse genre rapide conduite à Gao, Ségou, Mopti et Tombouctou de juillet à novembre 2021.

Les besoins en cash, d'accès aux services de santé, les opportunités de travail ainsi que la scolarisation ont été identifiés. Les PDI de Goundam (Tombouctou, 33%), Mopti (Mopti, 24%) et Niono (Ségou, 18%) sont plus concernés par des problématiques de protection y compris des risques de VBG et la détresse psychosociale ou émotionnelle. Les PDI des cercles de Tombouctou, Bourem, Goundam, Gourma Rharous

13 Chiffres extraits du Displacement Tracking Matrix (Matrice de Suivi des déplacements) d'août 2022 ou DTM <https://dtm.iom.int/reports/mali-%E2%80%94-rapport-sur-les-mouvements-depopulations-ao%C3%BBt2022>.

expriment des besoins critiques dans tous les secteurs humanitaires bien au-delà des problématiques de protection.

Les épidémies et urgences sanitaires, facteurs de morbidité et de mortalité

Les PDI, qu'elles soient dans des familles d'accueil ou sur les sites de déplacés, sont exposées à des risques d'épidémies et à des urgences sanitaires. Du fait de la promiscuité de leurs lieux ou types d'habitation, ces risques sont accrus, voir aggravés chez les PDI que chez les PND.

En 2022, le Mali a connu des épisodes de rougeole dans plusieurs districts ou régions du pays. Dans le dernier bulletin épidémiologique de la semaine 40, il a été rapporté que 57% des districts sanitaires ont enregistré au moins un épisode épidémique confirmée de rougeole.

Quant à la situation de la COVID-19, elle s'est poursuivie en 2022. La situation cumulée depuis le début de la maladie Covid-19 est de 782 419 prélèvements analysés dont 32 697 cas positifs et 742 décès, soit une létalité de 2,27%, 31 806 guéris soit 97% de guérison.

Concernant la méningite et la variole du singe, le Mali n'a pas enregistré d'épidémie en 2022 et cette donnée favorable est partagée avec les pays du sahel, foyers traditionnels de l'épidémie.

En somme, l'extrême vulnérabilité et la forte promiscuité, notamment sur les sites de déplacés exposent les PDI à des maladies de manière plus accentuée que les autres catégories des personnes affectées par la crise.

Les problèmes de santé mentale, une menace au-delà des PDI

Du fait de la superposition des différents chocs subis par les populations affectées par la crise, des cas de traumatisme post exposition, de sentiment d'angoisse et d'anxiété, de troubles psychologiques et

même de dépression sont rapportées par les enquêtes d'évaluations rapides de protection et les évaluations menées par des acteurs du RRM.

En terme de quantification, des statistiques officielles à jour sur la prévalence des maladies psychiatriques manquent. Toutefois, les résultats d'une étude font état de 0,01 hospitalisation /100 000 habitants ¹⁴.

En 2018, le pays comptait 0,05 psychiatre pour 100 000 habitants, et seulement 130 lits d'hospitalisation pour 19 000 000 habitants. Selon l'annuaire statistique du système national d'information sanitaire du Mali, le pays a enregistré 2 845 cas de troubles mentaux dans les hôpitaux en 2018.

Parmi cette population de patients qui demande des soins en psychiatrie, la part des PDI et autres personnes affectées par la crise humanitaire n'est pas systématiquement désagrégée.

Principaux besoins prioritaires des personnes déplacées dans les sites de déplacés

En termes de typologie de logement, l'enquête de la DTM du 31 août 2022 révèle que dans plus de la moitié des 263 ¹⁵ sites évalués (54%), les abris des ménages déplacés se trouvaient dans les maisons des familles d'accueil. En termes de typologie, près de la moitié des sites de déplacement évalués était en milieu rural proche d'une ville (48%), un peu plus d'un tiers (37%) était en milieu urbain, les 17% restants étant en milieu rural situés en milieu rural isolé.

Aussi, les résultats ont montré que la majorité des ménages PDI (41%) vivent dans des abris en paille, tôle et en bâche contre 23% des ménages qui vivent dans des abris en dur (mur solide).

En matière de protection, dans 33% des sites, les ménages déplacés ont affirmé ne pas être en sécurité dans ces différentes localités.

14 Souleymane Papa Coulibaly et al. PAMJ - 41(160). 23 février 2022 https://www.researchgate.net/publication/360655078_Hospital_epidemiology_of_psychiatric_disorders_in_Mali 1

15 Les sites sont essentiellement localisés dans les régions de Tombouctou, Gao, Mopti, Ségou, Koulikoro, Ménaka ainsi que dans le District de Bamako

Quant à l'assistance, les PDI de près d'un tiers des sites évalués (28%) ne reçoivent pas d'assistances sur place en raisons de contraintes d'accès particulièrement dans les cercles de Bankass, Gourma-Rharous, Niono, Mopti, Gao, et Macina.

Par contre, l'accès aux marchés est garanti pour 93% des PDI. Les sites ayant accès au marché le plus proche étaient à moins de 15 minutes (12%) ou entre 16 et 30 minutes (31%) de marche. Les sites de déplacement avec des marchés situés à une distance plus lointaine étaient entre 30 et 50 minutes (25%), et plus de 50 minutes (25%) de marche par rapport aux sites.

L'approvisionnement en nourriture se fait par achats sur le marché local (59%), tandis que d'autres ménages déplacés font recours à des dons en provenance de la communauté hôte, ou à la production de leurs propres moyens de subsistance.

Au niveau de 37% des sites, la majorité des personnes déplacées ne disposait pas de documents d'identification. La non possession de documents civils est plus prononcée au sein des PDI de : Kati (100%), Bourem (77%), Ségou (75%), San, (50%), Macina (50%), Mopti (50%), Niono (47%), Gao (44%). Le manque de connaissance sur l'importance liée à la documentation, l'absence ou l'inexistence de bureaux d'émission de ces documents sont les principales raisons soulignées par les déplacés.

Dans le secteur de l'éducation, dans 49% des sites évalués, une partie des enfants déplacés fréquentent une école tandis que dans 42% des sites évalués, aucun enfant des ménages PDI ne fréquente une école au

moment de l'évaluation. Cependant, il y a 10% des sites, où la quasi-totalité des enfants des ménages déplacés fréquentent une école. Le manque de moyens financiers (frais de transports et d'inscription), l'absence ou la fermeture de l'école, ont été les principales raisons pour lesquelles les enfants PDI ne fréquentaient pas l'école au moment de l'évaluation selon le même rapport DTM.

En ce qui concerne la situation sanitaire des femmes enceintes dans les sites évalués, dans près de 73% des sites, les femmes accouchent au niveau des services de santé contre 23% des sites où la majorité des femmes n'accouchent pas dans les services de santé. Les accouchements s'effectuant à domicile par des personnels non qualifiés pour cette fonction.

Parmi les (46%) de sites disposant de latrines, près des deux latrines sur trois (63%), étaient dans un état opérationnel. Cependant, 38% des sites avaient des latrines dans un mauvais état ou inutilisable.

Les résultats des analyses issues de la DTM août 2022 indiquent que sur les 263 sites évalués en août 2022, 21% des femmes et 29% des enfants ne se sentent plus en sécurité car ils craignent pour leur intégrité physique et mentale.

En somme, le croisement de ces besoins vitaux et d'accès aux services sociaux de bases des PDI sur les 263 sites évalués nous édifie sur l'extrême vulnérabilité et précarité des PDI. En comparaison avec la même période en 2021, la situation en 2022 est globalement en dégradation accentuée.

1.4.1 Analyse intersectorielle du groupe de population 1 : Personnes retournées

| | | | PIN = 143K | | |
|-------------------|-----------------|--------|------------|---------|----------------|
| POPULATION TOTALE | DONT : MINIMALE | STRESS | SÉVÈRE | EXTRÊME | CATASTROPHIQUE |
| 186k | 4k | 39k | 21k | 116k | 6k |

Conditions humanitaires : sévérité des besoins intersectoriels

Une mise à jour du nombre de retournés au cours de trois dernières années fait état de 185 617 PDI retournées (2020-2022) sur un total de 685 559 enregistrées depuis 2013. Elles sont considérées comme celles nécessitant une attention particulière en lien avec leur statut d'ancien déplacés, récemment retournés dans les communautés d'origine. Elles ne sont pas encore totalement réintégrées dans la population locale. Toutefois, les 499 942 retournées d'avant 2020 (les anciens déplacés), sont prises en compte dans la population non déplacée du fait qu'elles vivent les mêmes réalités que la population locale et cela pour une période de 9 à 6 ans selon les cas.

Les retournés font face aux mêmes chocs que les personnes déplacées et non-déplacées dans les zones de retour. Par ailleurs, les retournés sont confrontés au délabrement ou à la perte de leurs habitations et de leurs moyens de subsistance ou l'absence des logements stables et décents du fait de la précarité de leurs conditions d'accueil et de réinstallation. Les enfants déplacés ont des difficultés d'accès au système éducatif normal.

Selon les résultats de l'enquête DTM d'août 2022, du fait des perturbations liés aux déplacements, les retournés rencontrent de nombreux barrières ou obstacles pour avoir l'accès aux services sociaux de base et de protection de leurs moyens d'existence. Ainsi, seulement 9% des retournés possèdent du bétail.

Concernant l'élevage, le nombre des ménages retournés et rapatriés qui ont déclaré être propriétaires de têtes de bétail reste très infime (12%). Très peu ont les moyens de réaliser une production agricole en quantité suffisante pour leur propre consommation.

Mécanismes d'adaptation

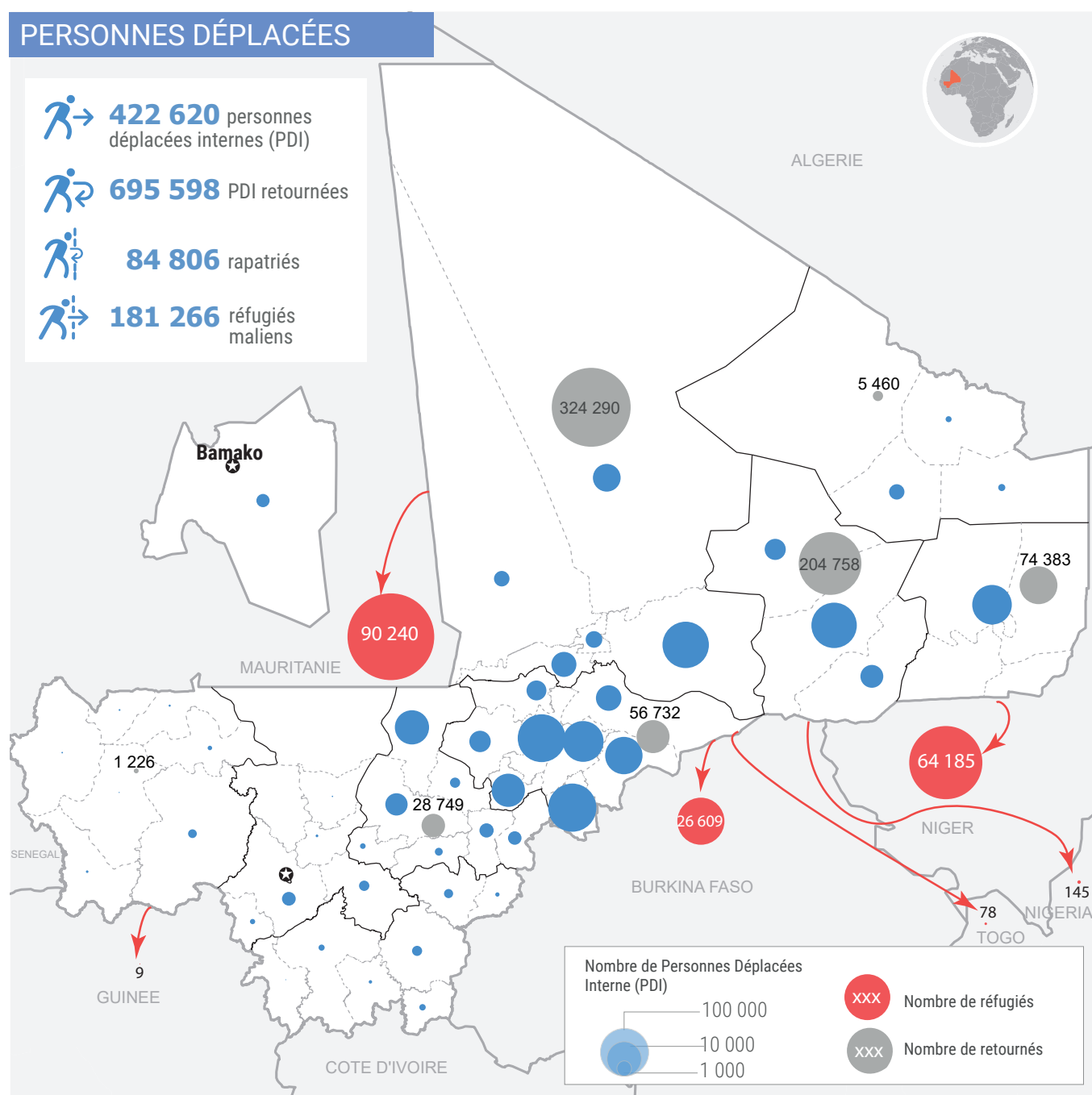
En matière de mécanisme d'adaptation négatifs, les PDI et les retournés recourent à une série d'approches suivant le contexte et les chocs qu'ils subissent notamment;

- Les recours à l'exploitation des enfants, notamment dans les sites d'orpaillage, travaux champêtres, pêche et travail domestique
- Les mariages précoces ou forcés des filles à des fins de survie familiale ou à des fins d'exploitation
- L'exploitation sexuelle et le sexe de survie des femmes et filles¹⁶
- L'exode forcée à la recherche de meilleures opportunités
- L'enrôlement des jeunes hommes et garçons par les groupes armés non étatiques
- La mendicité

L'ensemble de ces stratégies de survie négatives sont susceptibles de mettre en danger la vie des PDI et retournés et surtout les enfants et les filles qui sont très souvent utilisés comme moyens de survie des ménages.

16 Rapport annuel GBVIMS, janvier - décembre 2021 <https://reliefweb.int/report/mali/rapport-annuel-gbvimsjanvier-d-cembre-2021>

Impact sur la population : déplacements internes



Source : Displacement Tracking Matrix (DTM), Aout 2022

1.4.2 Analyse intersectorielle du groupe de population 2 : Les populations non déplacées

| | | | PIN = 8,1M | | |
|-------------------|-----------------|--------|------------|---------|----------------|
| POPULATION TOTALE | DONT : MINIMALE | STRESS | SÉVÈRE | EXTRÊME | CATASTROPHIQUE |
| 21M | 8,8M | 4,1M | 6,6M | 1,3M | 221k |

Constituant 90% des personnes dans le besoin au Mali, la situation des populations non déplacées (PND) est assez préoccupante. Dans le contexte du Mali, les PND sont souvent des ménages hébergeant des personnes issues des déplacements forcés. Toutefois, ceux qui ne reçoivent pas de PDI partagent avec elles l'ensemble des services disponibles au sein de la communauté. Les PND sont souvent aussi et sont surtout des ménages ruraux victimes des effets adverses des changements climatiques et des populations nomades dont les déplacements cycliques font partie de leurs modes de vie et de ce fait sont à distinguer des PDI.

Compte tenu des traditions de solidarité bien ancrées, les pratiques socioculturelles amènent les PND à partager leurs ressources avec les PDI jusqu'à épuisement de leurs stocks ou l'amenuisement de leurs ressources. C'est ainsi que l'analyse sur la sévérité intersectorielle des besoins des PND va couvrir les problématiques majeures, qui sont aussi partagées avec les autres types de populations qui vivent au sein des communautés indifféremment de leurs statuts (PDI, retournés, réfugiés, rapatriés).

D'une part, l'on distingue les conséquences communes ou partagées et d'autre part des situations, qui varient, d'une région à une autre.

La crise de protection, une menace perpétuelle sur l'intégrité physique et mentale des PND

La propagation de l'insécurité liée aux conflits et aux affrontements intra et intercommunautaires, les opérations militaires, les attaques indiscriminées impactent négativement le respect des droits

humains et à la protection de la population civile. Les populations civiles et leurs moyens de subsistance sont délibérément et régulièrement attaqués (encercllement, attaques de village ou infrastructures civiles, pillage de récoltes, bétails et biens).

La crise de protection se complexifie avec des incidents en hausse dans toutes les catégories en 2022. En matière de droits humains, le dernier rapport trimestriel juillet - septembre 2021 du Secrétaire Général de l'ONU indique 725 incidents recensés dont 159 violations des droits humains et 566 atteintes aux droits humains dont des meurtres, enlèvements, détentions illégales et mauvais traitements. Selon le système de monitoring du cluster protection, cette hausse généralisée s'illustre par le fait que de janvier à septembre en comparaison à la même période en 2021, 6 852 incidents de protection ont été enregistrés contre 5 124. Les systèmes de monitoring spécialisés confirment cette tendance, pour le premier semestre 2022, avec plus de 800 violations graves des droits de l'enfant (MRM), 75 victimes de EEI selon la LAMH et 9 908 incidents de VBG (GBVIMS). Selon le sous cluster VBG¹⁷, sur les 9 908 cas de VBG, entre janvier et septembre 2022 contre 8 788 pour 2021, il ressort 56% d'incidents de violence sexuelle dont 19% d'agressions sexuelles y compris les mutilations génitales féminines (MGF). Aussi, on dénombre 16% de violences physiques, 13% de violences psychologiques, 10% de déni de ressources et 5% de mariages précoces. Au total, 98% des victimes sont des femmes dont 38% des filles de moins de 18 ans.

17 Rapport, présentation des données collectées par le système de gestion d'informations liées aux VBG (GBVIM), janvier-Septembre 2022

Les engins explosifs : Des conséquences directes pour les populations hôtes et les déplacées

L'augmentation des conflits entre les groupes armés et des opérations militaires continue d'exposer les populations civiles aux risques associés à la présence de restes explosifs de guerre (REG) et d'engins explosifs improvisés (EEI)/mines sur les routes fréquentées par les acteurs militaires. Cette menace est en expansion dans le centre du pays (les régions de Mopti et Ségou) et s'étend vers le sud du pays. Par ailleurs, les engins explosifs sont également utilisés comme moyens de pression sur les populations civiles (par exemple dans le cas de villages encerclés) et constituent des risques de représailles. Parmi les groupes de personnes fortement exposées à la menace explosive figurent les personnes en mouvement sur les axes routiers. Les hommes sont généralement les plus exposés (70% des victimes civiles sont des hommes ou garçons), notamment en raison de leurs activités économiques quotidiennes telles que le commerce, les activités agro-pastorales et agricoles. La menace a donc des conséquences sur les moyens de subsistance des populations. Les femmes, les jeunes filles et les enfants sont également affectés pendant le déroulement de certaines tâches ménagères ou activités économiques (par exemple la recherche d'eau et de bois de chauffe). Quant aux restes explosifs de guerre (REG), les enfants sont plus vulnérables (particulièrement les garçons), en raison notamment de leur méconnaissance des risques, de leur curiosité et de certaines activités à risque comme la collecte de restes de métaux. La présence d'engins explosifs dans les écoles utilisées par les acteurs armés est un autre facteur de risque pour les enfants.

En plus des conséquences sur la sécurité et la sûreté des personnes et leurs biens, la menace des engins explosifs engendre des besoins d'assistance spécifiques, y compris psychologiques et physiques. En plus d'entraver l'accès aux moyens de subsistance pour de nombreuses personnes vulnérables, elle réduit l'accès de ces dernières aux services et acteurs fournissant un appui humanitaire. Cette réduction de l'accès est plus accentuée chez les personnes à besoins spécifiques, notamment les personnes en situation de handicap et les personnes âgées.

Les PND, prises au piège entre sécheresses et inondations : Leurs besoins de survie et de moyens d'existence fortement compromis

L'impact des inondations et des catastrophes en général a une corrélation directe avec la démographie ainsi qu'à la vulnérabilité de la zone et de la population. A titre illustratif, les fortes pluies et montées des eaux du fleuve Niger auront des conséquences néfastes sur les infrastructures agricoles déjà fragiles et les habitations qui, pour la plupart ne peuvent recevoir un cumul conséquent de pluies. Les périmètres irrigués villageois et les habitations le long du fleuve sont les premières infrastructures à haut risque face à la montée des eaux du fleuve. Il se pose alors les facteurs de risques comme l'aménagement urbain non planifié ou le faible niveau d'urbanisation traduisant des problèmes d'aménagement de l'espace ou de l'environnement. Des infrastructures EHA (Eau, Hygiène et Assainissement), puits, forages, digues, systèmes/ouvrages, réseaux de collecte, d'évacuation et de drainage des déchets et eaux usées et pluviales inadéquates ou dysfonctionnelles augmentent la vulnérabilité de plusieurs zones. Ces problèmes sont accentués par la pauvreté et le sous-développement qui induisent des travaux d'entretien ou de maintenance de mauvaise qualité (par manque de capacités et de moyens). En outre, la mauvaise gouvernance foncière et l'occupation anarchique des zones inondables et l'installation d'habitats précaires dans les zones à risques (telles les berges des fleuves, les lits majeurs des cours d'eau, les caniveaux), les constructions anarchiques (maisons, écoles, infrastructures) dans les villes et villages, les viabilisations non adaptées, certaines pratiques agricoles sont autant de facteurs aggravants qui accentuent l'impact des inondations quand elles surviennent.

Quant au risque de sécheresse, il augmente en suivant le gradient Sud-Nord : les zones les plus exposées se trouvent dans les cercles sahariens et sahéliens (tous les cercles Nord du Mali, les cercles de Kayes et Yelimane à l'Ouest ainsi que la bande allant de Gao-Ansongo à Nioro-Bafoulabe en passant par Dire-Niafounké-Tenenkou, Niono-Ségou et Nara-Dioila). Les facteurs ci-après contribuent à en aggraver l'impact : la déforestation (en lien avec défrichement incontrôlé

et anarchique ainsi que les coupes abusives du bois énergie) et les feux de brousse. A cela s'ajoute le changement climatique qui induit une accentuation de la variabilité du climat, une insuffisance ou une mauvaise répartition spatiotemporelle des pluies. La mauvaise gestion de l'environnement ainsi que les mauvaises pratiques agro-pastorales et halieutiques ne permettent pas une atténuation optimale de ces impacts négatifs.

L'insécurité alimentaire, nutritionnelle et pastorale : un triple fardeau, facteur de précarité des conditions de vie et de fragilisation des moyens d'existence des ménages pour les PND et PDI

En dépit d'une pluviométrie jugée bonne pour la campagne agricole 2022-2023, les ménages -déplacés ou non- ont été confrontés à des chocs qui ont dégradé l'environnement alimentaire, nutritionnel et pastorale. Ainsi, du fait des conflits de l'insécurité et certains perturbateurs inhérents aux changements climatiques, la sécurité nutritionnelle est menacée.

Aux termes de l'enquête SMART, nous assistons globalement à une aggravation de la malnutrition dans le pays (particulièrement dans les régions de Gao, Kayes, Mopti, Tombouctou et Bamako), avec une prévalence de la MAG à 10,8% contre 10,7% en 2021, de la MAS à 2,1% contre 1,8% en 2021 au niveau national. Les régions de Ménaka, Kidal et Koulikoro présentant des chiffres moins alarmants qu'en 2021. La situation de Gao est en urgence avec une MAG à 16,1%. La prévalence de la malnutrition chronique s'établit à 21,9%.

Aux termes des résultats du CH de Novembre 2022¹⁸, au niveau de la sécurité alimentaire, en situation courante (octobre à décembre 2022), 14 864 personnes sont en phase urgence soit 0,07% et 616 820 personnes en phase crise soit 2,8% de la population totale du pays. Au total, 631 684 personnes sont en crise et pire (2,8% de la population du pays). Le nombre de personnes se trouvant en phase sous pression est de 2 734 725 personnes soit 12,3%. Seul le cercle de Menaka sera en crise (phase 3).

En situation projetée (juin à août 2023), 1 671 personnes seront en catastrophe dans la région de Ménaka soit 0,01% ; 106 816 personnes en phase d'urgence soit 0,48% ; 1 137 919 personnes en phase de crise soit 5,1% de la population totale du pays. Au total, 1 246 406 personnes seront en crise et pire pour la prochaine soudure (soit 5,6% de la population totale). Le nombre de personnes qui pourraient se retrouver en phase 2 (sous pression) est de 4 035 889 personnes soit 18,1% de la population du pays. Le cercle de Ménaka sera en urgence (phase 4) et les cercles de Gao, Ansongo, Gourma Rharous et Douentza seront en crise (phase 3).

Selon la FAO¹⁹, 76% des ménages affirment avoir rencontré des difficultés dans l'agriculture. Parmi ces difficultés, la principale est le manque d'accès aux intrants (61%) suivie du manque d'accès à l'eau (23%).

Selon le Market Vulnerability Assessment and Monitoring (MVAM) du PAM, 23% des producteurs annoncent une campagne agricole moyenne alors que 16% estiment que la campagne agricole sera mauvaise.

Ainsi, les agriculteurs estiment que la mauvaise campagne agricole est liée à la mauvaise pluviométrie (47%), à des difficultés d'accès aux intrants agricoles (24%), aux effets des inondations (10%), aux difficultés d'accès aux champs (3%), et autres aléas (déprédateurs, pertes de champs à 17%).

En terme de sécheresse, l'African Risk View (ARV) estime à 2 086 000 personnes qui seront affectées par la sécheresse au titre de la campagne agricole 2022, dans le cadre du meilleur scénario avec une prédominance pour les régions de Mopti (546 864 personnes) ; Ségou (513 833 personnes) ; Tombouctou (369 121 personnes) ; Kayes (231 865 personnes) ; Gao (224 666 personnes). Près de 80% de cet effectif est réparti principalement dans les quatre (04) régions que sont : Mopti (26%), Ségou (25%), Tombouctou (18%) et Kayes (11%).

Quant aux inondations, elles ont affecté durement les cultures lors de la campagne hivernale 2022. Selon la

¹⁸ Voir résultats détaillés dans la fiche de communication du CH de Novembre 2022

¹⁹ Évaluation des moyens d'existence et la sécurité alimentaire au Mali à travers DIEM (Data in Emergency)

Direction Nationale de l'Agriculture (DNA)²⁰, 75 722 ha ont été perdues du fait des inondations, représentant 58% des 130 669 ha de pertes de superficies totales toutes cultures confondues. La grande majorité (97%) des activités agricoles étant concernée par le maïs, le riz, le mil et le sorgho, le rendement moyen cumulé pour ces quatre premières spéculations est de 2t/ha pour les prévisions 2022²¹. Ainsi, les pertes en termes de récoltes liées aux inondations sont de l'ordre de 152 000 tonnes de céréales.

En ce qui concerne l'élevage, les contraintes sont le faible accès à l'aliment pour le bétail (59%), l'inaccessibilité aux zones de pâture et les maladies animales (26%). Plus globalement, environ trois ménages sur quatre déclarent avoir subi au moins un choc pendant les trois derniers mois. Il s'agit de la hausse des prix des aliments (32%), du décès des membres d'un ménage (30%), du prix élevé du carburant (16%) et de l'insécurité (10%).

Les moyens d'existence des PND sont à risque

Du fait de leur vulnérabilité à tous les chocs, ces communautés éprouveront des difficultés pour maintenir un niveau de vie acceptable. Ces PND subissent des pressions démographiques importantes, une surpopulation dans leurs ménages. Ils connaissent également des pertes des actifs productifs (cheptel, champs et autres biens de production), traumatisme psychologique, des risques de malnutrition, exposition au vol et banditisme, séparation des familles, pénuries alimentaires, problèmes d'accès aux services sociaux de base, violences basées sur le genre, destruction/pression sur les ouvrages d'eau et d'assainissement.

En termes de besoins prioritaires, ils ont trait aux points suivants:

- La disponibilité et l'accès à l'eau y compris pour l'abreuvement du bétail et l'agriculture de contre saison.
- La disponibilité et l'accès aux pâturages et aux compléments alimentaires.

- L'accès aux intrants vétérinaires et aux services de santé animale.
- Les besoins alimentaires et nutritionnels (nourriture/vivres).
- L'accès aux services de santé humaine (curatifs/préventifs).
- L'accès aux services sociaux de base (eau, nutrition, éducation).
- L'appui aux moyens de subsistance et à la reconstitution, au renforcement et à la résilience des moyens de subsistance (accès aux intrants et équipements/outils agricoles, encadrement/assistance technique, préparation/prévention face aux chocs/aléas, etc.)
- La protection, la sécurité et le respect des droits humains.

En somme, les hommes et les femmes (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, commerçants), seront confrontés aux faibles accès aux moyens de production agricole et de pâture, aux pertes de revenus, à la baisse du pouvoir d'achat, au faible accès aux intrants et aux marchés, à un accès limité aux marchés, à la baisse de revenus, victimes d'attaques et d'engins explosifs, destruction de biens.

Le secteur informel, les petits commerçants et la main d'œuvre saisonnière : Une paupérisation qui s'accroît avec des vulnérabilités de plus en plus marquées

L'effet conjugué des déterminants traditionnels de la crise et des effets induits des sanctions politiques, économiques et financières prises contre la Mali au cours des sept derniers de l'année 2022 a contribué de façon significative à la détérioration sur l'accentuation du contexte socioéconomique malien en général. La crise énergétique et alimentaire liée à la guerre en Ukraine et l'ensemble des effets pervers de la crise mondiale ont entraîné une dépréciation du Franc CFA de 26% par rapport au dollar américain ; ainsi qu'une

20 Direction Nationale de l'Agriculture (DNA), Situation des pertes de superficies au 2 Novembre, Campagne agricole 2022

21 Ministère du développement rural/ Commissariat à la Sécurité Alimentaire, 12ème Conseil Supérieur de l'Agriculture (CSA), Bilan 2021, Programmation 2022 et Projections 2023-2024

tendance inflationniste de 17% au Mali. Il en résulte un renchérissement de l'ordre de 100% des prix des denrées de base et des produits importés de première nécessité (céréales, engrais, ...) ainsi des hydrocarbures. Ce contexte affecte durement les activités de subsistance des PND en situation de vulnérabilité, particulièrement les commerçants et les acteurs du secteur informel.

En ce qui concerne les besoins relevant des services sociaux de base et conditions de vie, ces populations sont confrontées à plusieurs besoins pressants. D'abord, elles n'ont pas de moyens ou ressources pour la mise en place d'AGR. Il s'agit surtout de l'absence de micro crédits pour les petits commerçants, des travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) ou de petites subventions dans leurs secteurs d'activités pour les personnes de la main d'œuvre saisonnière. Le manque de soutien en kits de réparation ou d'équipements manuels sont aussi des besoins prioritaires des artisans du secteur informel. Pour ces populations qui vivent au jour le jour, les besoins d'alimentation et de formation aux métiers figurent parmi les priorités afin qu'elles puissent progressivement construire leur résilience.

Du fait de la précarité de leurs conditions de vie, si les besoins susmentionnés ne sont pas satisfaits, ils pourront être amenés à recourir à des mécanismes de survie négatifs, dommageables pour leur intégrité physique et mentale. Il s'agit des tentations de l'immigration clandestine vers l'Europe notamment,

des pratiques illégales (drogue, contrebande de médicaments, traite de personnes), d'exode rural. Certains d'entre eux dans le désespoir total peuvent rejoindre des groupes criminels ou extrémistes à la recherche des moyens de survie. Selon le Famine Early warning System Network, la persistance de l'insécurité dans les régions du nord et du centre continue d'engendrer la baisse d'opportunités de la main d'œuvre agricole et non agricole et le déplacement de la population dans le centre et le nord du pays. Par conséquent, la dégradation des moyens d'existence qui en découle limite les capacités des ménages à satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires, ce qui suscite un recours atypique aux stratégies d'adaptations tels que les emprunts, la réduction des dépenses non alimentaires et alimentaires et la dépendance à l'assistance humanitaire.

En termes de mécanismes d'adaptation négatifs, les PND, qui sont principalement des agriculteurs, éleveurs ou pêcheurs pauvres affectés par les aléas climatiques dont certains en situation de crise ou d'urgence (phase 3 ou 4 du cadre harmonisé) vont emprunter plusieurs approches.

Ainsi, pour faire face aux difficultés de subsistance, les ménages des régions de Tombouctou, de Gao et de Kidal par exemple ont recours à des mécanismes d'adaptation négatifs multiples comme l'endettement ou le désépargne, la vente d'actifs non productifs, achat de la nourriture à crédit ou la dépendance alimentaire vis à vis de ménages voisins ou parents.

1.4.3 Analyse intersectorielle du groupe de population 3 : Les réfugiés, requérants d'asile et les rapatriés

| | | | PIN = 133k | | |
|-------------------|-----------------|--------|------------|---------|----------------|
| POPULATION TOTALE | DONT : MINIMALE | STRESS | SÉVÈRE | EXTRÊME | CATASTROPHIQUE |
| 174k | 66 | 40k | 12k | 117k | 4k |

Ce groupe de populations est le 3ème de la catégorie des populations par statut avec besoins spécifiques à eux en plus de ceux qu'ils partagent avec les populations locales et celles déplacées.

Le Mali : Terre d'origine et destination de réfugiés

Le Mali est une terre d'accueil de réfugiés. Contrairement à une légère baisse du nombre de réfugiés et demandeurs d'asile observée en 2021, l'année 2022 a connu une hausse de 19,5% l'effectif au 31 août, soit un total de 57 128 réfugiés au Mali. Cette hausse est essentiellement du fait de la dégradation continue de la situation sécuritaire dans les pays du Liptako Gourma notamment (Burkina Faso et Niger).

La majorité des réfugiés et demandeurs d'asile (94%) vit dans des zones rurales ou semi urbaines. La plupart se sont installés sur des sites spontanés. Aucun camp officiel de réfugiés n'a été aménagé au Mali. Enfin, un nombre bien plus limité (6%) des réfugiés vit en milieu urbain.

Plus de 62% des personnes réfugiées se trouvent au centre et au nord du pays dans les régions de Mopti, Gao, Ménaka et Tombouctou. Notons que la proportion de réfugiés est en baisse à Kayes qui abrite les plus anciens réfugiés (originaires de la Mauritanie) dont le nombre est passé de 32% à 26% entre 2021 et 2022. Toutefois, elle demeure la première région d'installation des réfugiés. Ensuite, dans l'ordre, comme principales régions d'accueil des réfugiés, nous avons Ménaka (22%) ; Gao (18%) ; Mopti (15%) et Tombouctou (14%), lesquels accueillent l'écrasante majorité des nouveaux réfugiés (ceux des cinq dernières années).

De manière générale, les enfants représentent une proportion de 57% tandis que les femmes 53% de réfugiés. Précisons que le retour des rapatriés au Mali se fait selon deux approches à savoir : le retour spontané et le retour facilité. Dans le premier cas, le réfugié rentre au pays d'origine de sa propre initiative sans solliciter le soutien institutionnel, tandis que dans le second cas de figure, il procède par voie formelle, avec l'appui du HCR, du pays d'asile et du pays d'origine. Qu'il s'agisse du retour spontané ou facilité, le rapatriement volontaire est encadré par les accords tripartites entre l'UNHCR, le pays d'origine (Mali) et les pays d'asile en l'occurrence, le Burkina Faso, la Mauritanie et le Niger. Les statistiques ci-dessous, permettent d'avoir un aperçu de la représentativité des pays de destination des réfugiés maliens (tableau 1, DTM 31/08, P20), des pays d'origine des réfugiés vivant au Mali (Tableau 2, DTM 31/08, P20), des régions maliennes d'installation des réfugiés au Mali (Tableau 3, DTM 31/08, P20) et 4) des régions maliennes de destination des rapatriés (Tableau 4, DTM 31/08, P21).

Les réfugiés et rapatriés au Mali : entre besoins vitaux, d'accès aux services sociaux de base et solutions durables

Cette analyse des besoins couvre les 109 422 réfugiés, demandeurs d'asile, personnes à risque d'apatridie et une proportion de nouveaux rapatriés avec des besoins humanitaires. La plupart des nouveaux réfugiés proviennent des pays du Liptako Gourma d'où ils fuient les exactions, menaces et intimidations des GANE, les conflits intercommunautaires et les conséquences des opérations militaires. Bon nombre de familles sont éclatées, certains des membres parvenant à franchir la

frontière tandis que d'autres trouvent refuge à l'intérieur de leur pays.

Au total, les 109 422 réfugiés, demandeurs d'asile et rapatriés subissent les effets conjugués des différents chocs et avec une sévérité des besoins à géométrie variable.

Les réfugiés, demandeurs d'asile et rapatriés sont exposés aux mêmes dangers existentiels que les PDI et PND dans leurs zones d'accueil

Dans les zones d'installation ou d'accueil, les réfugiés et rapatriés subissent les effets des différents chocs avec des menaces permanentes sur leur bien-être physique et mentale. En effet, excepté la région de Kayes, où le niveau de violences et d'insécurité est de faible intensité, les régions de Ménaka, Gao, Tombouctou et Mopti, accueillant la grande majorité des nouveaux réfugiés alors la région connaît une volatilité sécuritaire aggravée par les activités des GANE. La menace explosive (EEI et REG), les affrontements inter communautaires ou entre groupes armés, les opérations militaires, font que ces zones sont sous tension permanente. Du point de vue des problèmes inhérents aux besoins vitaux de vie et de survie, réfugiés et rapatriés sont logés à la même enseigne que les PDI et les PND au sein des communautés.

À titre illustratif, lors de la récente crise sécuritaire de Ménaka, des réfugiés et rapatriés ont été contraints de fuir leurs zones d'installation ou de retour pour trouver refuge dans des sites ou points de regroupement des PDI constituant un nouveau statut, quoique de nature temporaire. Cette situation a renforcé la dimension des « mouvements mixtes », symptomatique de la complexité du contexte de la crise malienne.

Les réfugiés et rapatriés, entre besoins communs et différenciés

En dehors des besoins communs aux autres groupes de population, les réfugiés ont besoin d'être protégés contre toutes formes de violation du principe de non-refoulement. Il s'agit de s'assurer que l'accès à

l'asile des populations qui fuient l'insécurité ou ayant des craintes de persécution en lien avec les motifs prévus par les textes internationaux et nationaux régissant le statut de réfugié ne fassent pas l'objet d'obstruction sur le terrain notamment dans les zones frontalières dans ce contexte de mouvements mixtes.

Les rapatriés quant à eux rencontrent dans certaines zones de retour des défis liés à la récupération de leurs biens et propriétés notamment les maisons, les champs et les aires de pâturage ou autres ressources personnelles ou familiales exploitées par de tierces personnes pendant leur absence du pays.

Ces rapatriés peuvent être victimes de coups et blessures, d'enlèvements de personnes, d'extorsion de biens, de VBG, d'enrôlement d'enfants dans des GANE. Ils peuvent de surcroît connaître la perte de documentation d'état civil ainsi que la déscolarisation des filles et garçons. Au-delà de ces risques, les réfugiés et rapatriés sont confrontés à des actes de vandalisme de leurs articles ménagers essentiels de la part des bandes criminelles ou acteurs armés.

En termes de besoins liés aux services sociaux de base, les réfugiés, à l'instar des rapatriés, sont tous confrontés à des obstacles ou barrières pour répondre à leurs besoins fondamentaux (alimentation, eau, logement et abris durables), aux services sociaux de base (santé, éducation, hygiène, etc.) et aux services holistiques de protection comme l'état civil, l'accès à la terre et aux activités de résilience dans le cadre des solutions durables. Les besoins humanitaires immédiats sont relatifs à la protection et l'assistance aux réfugiés et aux rapatriés ainsi que la prévention de l'apatridie. En termes de protection, des défis de cohabitation pacifique peuvent aussi être perçus, surtout dans le contexte de stigmatisation de certains groupes pour des liens présumés avec les GANE.

Ensuite, il s'agit de combler les besoins de mise en place d'AGR pour les aider à reconstituer leurs moyens d'existences et réduire progressivement le fardeau de la dépendance à l'aide et bâtir leur résilience.

La situation spécifique des rapatriés maliens

Selon le rapport DTM d'août 2022, la population rapatriée est de 84 806, constituée de 52% de femmes. Aussi 40% sont des enfants (âgés de 0 à 17 ans) tandis que les adultes (18 à 59 ans) et les personnes âgées (de plus de 59 ans) représentent respectivement 53% et 7%. Ces rapatriés demeurent fortement dépendant de l'assistance humanitaire durant la phase de transition. L'accès aux infrastructures de base reste difficile dans une grande mesure. Près de 60% des ménages rapatriés ont difficilement accès à l'eau potable. Les raisons sont entre autres les longues distances entre les habitations et les points d'eau, la rareté de l'eau et la mauvaise qualité de l'eau.

Concernant l'accès à l'éducation, 19% des enfants rapatriés de 6 à 15 ans ne vont pas à l'école. Les raisons sont entre autres, l'insécurité, la fermeture des écoles, le manque de moyens, l'éloignement de l'école, absence d'enseignants et le manque d'intérêt pour la scolarisation des enfants. S'agissant de l'accessibilité

des services de santé, selon le DTM, les centres de santé communautaires (CSCOM) sont les plus fréquentés soit 32% pour les rapatriés.

En termes de mécanismes négatifs de survie, les réfugiés et les rapatriés, pourraient en cas de lenteur ou de non effectivité de la réponse humanitaire se faire enrôler dans les groupes combattants ou intégrer des réseaux de trafics ou de contrebande dans les espaces frontaliers où le contrôle des espaces est faible. L'endettement financier, la vente de biens pour se soigner, la mendicité, les mariages forcés et le sexe de survie sont entre autres d'autres formes de mécanismes de survie négatifs que peuvent tenter d'adopter les réfugiés et rapatriés. Il n'est d'ailleurs pas à exclure que des réfugiés ou rapatriés franchissent les frontières internationales à la recherche de meilleures conditions de vie en empruntant les filières d'immigration clandestine où ils seront exposés aux maltraitances des passeurs, trafiquants et autres adeptes de la traite des personnes.

1.4.4 Analyse intersectorielle groupe 4 : Les Personnes à besoins spécifiques

Comme le démontrent différentes études²² des contextes de crises et de catastrophes humanitaires, la dimension « **genre** » est au cœur de l'analyse des besoins des populations affectées ainsi que de la priorisation qui en découle. Cette section dédiée à l'analyse genre, traite des vulnérabilités et de la sévérité des besoins pour des catégories de populations qui, du fait de leurs caractéristiques présentent des besoins assez spécifiques ou singuliers. Notons que des similitudes peuvent exister face à un choc donné, mais certains problèmes particuliers peuvent relever soit des besoins vitaux soit des standards de vie ou des mécanismes d'adaptation négatifs.

En somme, les besoins de ces catégories sont transversaux pour toutes les catégories de personnes affectées, tiennent compte des aspects spécifiques comme l'âge, le sexe, l'occupation, le milieu de vie, l'expositions aux aléas et les capacités de résilience développées par les individus, les ménages et les communautés.

Les enfants de moins de 5 ans et les adolescents sont fortement exposés aux conséquences de la crise

Selon Save the Children, en 2021, le Mali a été classé à la 178^{ème} place parmi les 181 pays des pires endroits au monde pour être un enfant²³. La crise en termes de considérations démographiques demeure infanto-juvénile avec 63% des personnes victimes de mouvements forcés qui sont des enfants, dont 32 % de filles et 31% de garçons.

Non seulement les enfants de moins de 5 ans ont des menaces directes sur leurs vies, mais ils présentent également de manière spécifique des problèmes variés d'ordre vitaux et d'accès aux services sociaux de base. Ils peuvent ainsi être des victimes de l'adoption de mécanismes de survie négatifs des parents, lesquels constituent des menaces directes sur leur vie et bien

être. Il s'agit de l'abandon d'enfants, d'utilisation des bébés et nourrissons à des fins de mendicité, des pratiques familiales néfastes ou nuisibles pour les enfants. Ces pratiques peuvent prendre la forme de scarification pour semble-t-il les protéger contre les menaces de l'environnement hostile ou parfois des pratiques d'infanticides.

Les enfants de moins 5 ans, entre le fardeau de la malnutrition aigüe et les autres risques de mortalité et morbidité.

L'état nutritionnel s'est nettement dégradé entre 2021 et 2022, aux termes des résultats de l'enquête SMART²⁴ de 2022. Globalement, il ressort une aggravation de la malnutrition dans le pays, avec une prévalence de la MAG à 10,8% et la MAS à 2,1% au niveau national contre respectivement 10% et 1,8% en 2021. La situation s'est nettement détériorée dans plusieurs régions: Gao (16,1% et 3,3%) contre (13,5% et 1,6%) en 2021; Kayes (14,2% et 2,1%) contre (11,9% et 1,4%) en 2021; Tombouctou (14% et 2,3%) contre (10,5% et 1,7%) en 2021; Mopti (11,5% et 2,1%) contre (9,1% et 2,3%) en 2021 et Bamako (6,3% et 0,7% contre (6,3% et 0,7%) en 2021.

Les régions de Ménaka, Kidal et Koulikoro présentent toutefois des chiffres en recul par rapport à 2021, même si la situation nutritionnelle passe d'alarmant à modéré. Ainsi, ces régions présentent entre 2021 et 2022, les taux de MAG et MAS respectifs suivants: Ménaka (14% et 3,6%) contre (17,9% et 3,9%); Koulikoro (9,9% et 1,5%) contre (10,9% et 1,7%); Kidal (5% et 0,6%) contre (7,2% et 1,6%). La région de Gao est en situation d'urgence avec une MAG à 16%. Quant à la prévalence de la malnutrition chronique, celle-ci demeure préoccupante car elle s'établit à 22% pour l'ensemble du pays en 2022 comme en 2021.

22 Rapport de mission d'évaluation des besoins spécifiques des femmes et filles nouvellement déplacées sur les sites des communes de Mopti, Sio et Socoura, Région de Mopti, Groupe de travail VBG de Mopti, sous le co leadership DRPFEP/UNFPA, Juin 2022

23 2021-global-childhood-report.pdf (savethechildren.org), p. 1.

24 Enquête Nutritionnelle Anthropométrique de Mortalité Rétrospective, SMART-juin-juillet 2022, Mali.

L'analyse IPC indique qu'en situation courante, 32 cercles sont en situation sérieuse (phase 3) et un cercle (Tidermène) en phase critique (phase 4). En situation projetée, 30 cercles sont en phase sérieuse et 6 cercles en phase critique (Nioro, Diema, Gao, Ansongo, Tidermène, Anderamboukane). Le nombre de personnes estimées en phase 3 et 4 pour les besoins nutritionnels est de 2 433 870 pour la période projetée de juin à Octobre 2023.

C'est ainsi que le cluster nutrition, dans sa projection pour 2023, estime qu'en matière de malnutrition un nombre de 206 749 cas d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère sera attendu, soit une augmentation significative de 31% par rapport à 2021 (157 782), principalement du fait de la dégradation de l'environnement nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans.

Ces dernières années ont été marquées par un progrès sensible dans le cadre de la réduction des taux de décès au sein de la sous population des moins de 5 ans. En dépit de cette baisse, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (91‰) reste encore à un niveau élevé par rapport à certains pays de la sous-région²⁵ dont : Sénégal (38%), Ghana (45%), Gambie (49%), la Cote d'Ivoire (78%).

En effet selon l'EDSM VI de 2018:

- Le taux de mortalité néonatale, infantile est passé respectivement de 46‰ en 2006 à 34‰ en 2012-2013 et 33‰ en 2018.
- Le taux de mortalité infantile est passé respectivement de 96‰ en 2006 à 56‰ en 2012-2013 54‰, en 2018.

- Le taux de mortalité infanto-juvénile est passé respectivement de 191‰ en 2006 à 95‰ en 2012-2013 et 101‰ en 2018.

La mortalité infanto-juvénile est en légère hausse entre 2013 et 2018, en lien avec l'aggravation de la crise, impactant davantage les enfants.

Les filles et les garçons, des menaces identiques ou différentes, des besoins sexospécifiques

Le sous cluster Protection de l'enfant révèle que 2 067 enfants sont considérés comme enfants séparés et non accompagnés entre janvier et octobre 2022 à l'échelle nationale, en croissance continue par rapport aux années passées. Par ailleurs, en matière de protection de l'enfant, l'indicateur intersectoriel principal qu'est le MRM²⁶ confirme cette tendance suffisamment préoccupante avec plus de 800 cas de violations graves contre les enfants seulement pour le premier semestre de 2022, soit 77% de cas de toute l'année 2021 (1 036).

Tandis que les jeunes filles sont à risque de mariage précoce et forcé, VBG, enlèvement, les garçons courent le risque d'être enlevés et enrôlés de force au sein des groupes armés non étatiques. Ces risques sont aggravés du fait du manque d'accès à l'éducation (fermeture des écoles, insécurité, déplacements, etc.). Ces filles partagent avec les femmes, une exposition aux risques de violences sexuelles (viols et autres agressions sexuelles), de braquage lors des déplacements surtout pour la corvée de l'eau, la coupe du bois, les travaux champêtres etc. Il faut également noter l'enrôlement des femmes et des filles par les groupes armés comme esclaves sexuelles mais aussi pour assurer des fonctions d'appui²⁷ en tant que informatrices, agentes de surveillance, messagères, cuisinières, etc.²⁸

25 Banque Mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/sh.dyn.mort?locations=ZG>

26 Mécanisme de Suivi et de communication sur les violations graves contre les enfants

27 Lire USAID, The Alliance for child Protection in Humanitarian Action, UNICEF, SIDA et Plan International. 2020. Les filles associées à des forces ou groupes armés : Enseignements et bonnes pratiques relatifs à la prévention du recrutement et à l'utilisation, la libération et la réinsertion. p. 8., en ligne : https://alliancecpha.org/en/system/tdf/library/attachments/tn_gaafag_fr_0.pdf?file=1&type=node&id=41543.

28 Les fonctions d'appui sont souvent conformes aux rôles sexospécifiques que les femmes et les filles assument dans la société. Il s'agit notamment de diverses responsabilités telles que la cuisine, le rôle de porteur, la lessive, l'approvisionnement en eau ou en bois de chauffage ou la garde des enfants des combattants. Elles deviennent également espionnes, opératrices radio, traductrices, chargées du recrutement ou du nettoyage des armes, assistantes médicales, infirmières, sage-femmes, intendantes ou logisticiennes.

Les femmes enceintes et allaitantes (FEFA), les femmes à risques et survivantes de VBG

En raison de l'insécurité alimentaire, les femmes allaitantes ont beaucoup plus de difficultés à allaiter leurs enfants et à les alimenter convenablement, d'autant plus qu'en lien avec la dégradation de la situation sécuritaire, il y a un accroissement de la pénibilité des corvées pour l'approvisionnement en eau, la recherche du bois de chauffe et l'exécution des tâches domestiques. La répartition des tâches et de la nourriture au sein des ménages ne tient pas compte des besoins spécifiques de chaque catégorie de personnes et les femmes doivent souvent se priver de nourriture au profit des enfants, des garçons et des hommes.

Dans les contextes de recrudescence des conflits, elles sont vulnérables et exposées aux risques accrus de VBG - violences de toute nature y compris les violences sexuelles. Les problèmes de malnutrition et de santé sont aussi accentués par les déplacements en lien avec les conflits et les aléas climatiques (inondations ou déficit pluviométrique) avec un risque élevé des maladies d'origine hydrique (choléra, paludisme, etc.).

L'enquête SMART de 2022, indique pour les femmes en âge de procréer (15-49), un taux de MAG de 10% au plan national avec des chiffres alarmants pour les régions de Ménaka (21%), Gao (16%), Ségou (12%) et Kayes (12%). De même, au Mali, 5% des femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) souffrent d'insuffisance pondérale contre 20% en surpoids et 11% dans un état d'obésité.

On estime que 22 773 FEFA sont également dans le besoin de traitement de MAG, ce qui les rend vulnérables à la mortalité maternelle et à des morbidités variées qui affecteront négativement leurs enfants.

Les FEFA dans les sites de déplacés et au sein des communautés non déplacés éprouvent des difficultés d'accès aux soins nutritionnels, médicaux et psychosociaux pour les femmes enceintes, des nouveaux nés et jeunes enfants.

Au-delà de la nutrition, elles peuvent éprouver des difficultés d'accès aux structures de santé, à l'eau potable et afficher des cas de déshydratation chez leurs nourrissons ou chez elles-mêmes. Cette situation peut migrer vers des problèmes d'anxiété, de stress et d'angoisse, compromettant la vie de la FEFA et de son enfant ou de sa grossesse.

Ces femmes, dans le contexte de crise, sont exposées aux VBG et les conséquences qui en découlent.

Les FEFA et les adolescentes dans un contexte de précarité, en particulier après un long séjour dans les sites de déplacés, n'ont pas toujours accès aux services de santé sexuelle et de la reproduction dont notamment les kits de dignité. Ce manque engendre de sérieuses conséquences sur leurs bien-être physique et mentale.

Les personnes en situation de handicap (PSH), une sous-catégorie exposée à la sévérité des besoins

Au Mali, «14 % de la population de 5 ans et plus rencontrent des difficultés fonctionnelles dans au moins un des six domaines du handicap (la vue, l'ouïe, la communication, les fonctions cognitives, la marche et l'autonomie pour se laver ou s'habiller²⁹ ». Comme dans tout contexte de crise ou de conflit, le handicap est un facteur générateur ou accélérateur de besoins additionnels et spécifiques.

Accordons-nous sur les PSH qui désigne « les personnes qui présentent des incapacités sensorielles, physiques, psychosociales, intellectuelles durables ou d'autres formes d'incapacité, dont l'interaction avec diverses barrières les empêche de participer ou d'avoir accès aux programmes humanitaires, aux services ou à la protection³⁰ ». C'est ainsi que les principaux chocs caractéristiques de la crise multiforme engendrent des barrières comportementales et environnementales qui font obstacle à la pleine participation des PSH à la vie sociale sur la base de l'égalité avec les autres.

En 2022, les PSH sont de plus en plus marginalisées et discriminées et en plus d'être exposées à un risque

29 Enquête Démographique et de Santé (EDSM VI), décembre 2018

30 Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), Convention relative aux droits des personnes handicapées, aliéna e

accru de maltraitance ou de négligence, courent trois fois plus de risques de violences physiques, sexuelles et psychologiques. Ces risques soulèvent des problématiques graves d'atteintes au bien-être physique et mentale des PSH. Comme l'a rappelé ³¹ la présidente d'une Association des PSH, "les coûts sont doubles, voir triples pour les PSH, qui sont souvent considérées comme des êtres inférieurs ou elles sont obligées de partager la ration alimentaire reçue avec les intermédiaires ou les personnes qui les assistent. Les PSH dits « intellectuels » sont particulièrement victimes de VBG, sans possibilité d'enclencher une prise en charge holistique.

En matière de standard de vie, les PSH qu'elles soient hôtes, déplacées, retournées, rapatriées ou nomades, font face à des problèmes d'accès aux services sociaux de base notamment les soins de santé (disponibilité financière et accessibilité logistique. Lorsque la PSH est une femme, elle court jusqu'à 10 fois plus de risque d'être victimes de violence sexuelles. Selon les estimations du IASC ³² 40% à 68% des jeunes femmes en situation de handicap subiront des violences sexuelles avant l'âge de 18 ans contre 16% à 30% pour les femmes qui ne sont pas en situation de handicap.

Les données MSNA de 2023 ont montré que 18% des ménages vivent avec au moins un membre ayant beaucoup de difficultés à réaliser ou n'étant pas capable du tout de réaliser au moins une des activités listées par le Washington Group (WG) à savoir : se laver ou s'habiller, marcher ou monter des marches, voir, même avec des lunettes, communiquer, se concentrer ou se souvenir, entendre, même en utilisant une aide auditive.

En lien avec leur marginalisation, les personnes en situation de handicap sont celles qui ont moins accès aux services du fait de la multitude des barrières qui se dressent sur leur chemin. Selon les opinions formulées, 63% des personnes déplacées interrogées et 53% des non déplacées ont déclaré que les abris des personnes âgées ou vivant avec un handicap sont inadaptés. Ils courent quatre fois plus de risques d'être victimes d'abandon/rejet et ont des revenus et de moyens

de subsistance faibles comparativement aux autres membres de la communauté.

Au regard de cette accumulation des difficultés chez les PSH, elles se trouvent contraintes de recourir à des mécanismes de survie négatifs. Parmi ces approches figurent la mendicité et des activités illégales comme l'escroquerie qui sont susceptibles de poursuites pénales.

Les personnes âgées, les victimes de maladies chroniques et celles vivants avec le VIH

Les personnes âgées, celles qui souffrent de maladie chroniques et les personnes vivant avec le VIH constituent des sous-composantes des populations ayant une grande vulnérabilité qui engendrent des problèmes spécifiques en fonction de facteurs propres à elles. Plusieurs barrières doivent être surmontées par ces personnes dans un contexte général de fragilisation du tissu social.

Les personnes âgées (>59 ans) représentent 2% des personnes victimes des déplacements forcés à l'intérieur du pays.

L'assistance humanitaire sensible à l'âge prend en compte les différents effets des crises sur les nourrissons, les enfants, les adolescents, les adultes et les personnes âgées et tient compte de leurs différents besoins.

Du fait de leur fragilité liée à l'âge, leur système immunitaire est affaibli, ce qui les expose à des risques de mortalité, notamment dans des contextes de déplacements forcés.

Dans les sites de déplacés, les personnes âgées sont les plus importantes victimes de maladies comme la pulmonie, les embolies pulmonaires et de déshydratation.

Les personnes âgées se retrouvent victimes d'abandon, de rejet, de stigmatisation. En cas de maladies, leur prise en charge pour des soins appropriés n'est

31 Propos tenus lors de l'atelier national de planification humanitaire 2022

32 IASC (Inter Agency Standing Committee) ou CPI (Comité Permanent Inter Agences)

pas garantie. Cela est d'autant plus grave que ces personnes âgées ne disposent pas de revenus (ou ont des faibles moyens de subsistance) du fait de leur inactivité lucrative.

Lorsque les personnes âgées sont des PSH ou souffrent de maladies chroniques ou de maladies transmissibles comme le VIH/SIDA, leurs besoins spécifiques augmentent.

Les mécanismes de survie négatifs utilisés par les personnes âgées sont assez similaires des PSH avec une prévalence de la mendicité, l'escroquerie auxquelles s'ajoutent l'initiation des adultes à pousser les enfants vers les pires formes de travail des enfants.

Les personnes souffrantes de maladies chroniques (diabète, problèmes cardiaques, hypertension, asthme), des risques prononcés de comorbidité

Les victimes de maladies non transmissibles chroniques sont de manière générale, recensées majoritairement dans la catégorie des personnes âgées. Toutefois, cette tendance est en train de changer du fait des nouveaux mode de vie caractérisés entre autres par la sédentarité, qui exposent les jeunes et adultes à une précocité en lien avec ces morbidités. À la lumière de la COVID-19, la situation des personnes avec les risques en comorbidité a révélé la nécessité de cerner les besoins spécifiques de ces personnes. Elles sont plus exposées aux questions d'anémie, de troubles psychiques et de malnutrition et de perte de la motricité pouvant accroître leur dépendance.

Dans le domaine de la lutte contre le VIH, le taux de prévalence du VIH au Mali reste relativement faible par rapport à d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest. La prévalence du VIH parmi la population âgée de 15 à 49 ans était de 0,8% en 2021 (0,9 chez les femmes et 0,7 chez les hommes) contre 1,7% en 2001.

Les estimations et projections VIH de 2021 ont également donné une prévalence de 0,2% chez les jeunes de 15 à 24 ans. Le nombre de personnes vivant avec le VIH dans cette tranche d'âge était estimé à 8

300 dont 4 800 filles. Quant aux nouvelles infections à VIH cette tranche d'âge a enregistré 800 nouvelles infections au VIH dont 500 filles.

Selon l'ONUSIDA[10] au Mali, les données de décembre 2021 montrent qu'un peu plus de la moitié (59%) des 110 000 personnes estimées vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique dont 72% de femmes et 52% d'enfants de moins de 15 ans. 53% ont accès au traitement antirétroviral dont 54% des adultes (67% chez les femmes et 38% chez les hommes) et 42% des enfants de moins de 15 ans. Parmi les PDI, la situation est plus grave avec une prévalence de 2% en 2021 selon une étude³³ qui a été menée que sur quatre districts de Bamako (Bamako, Ségou, Niono et Macina).

Au nombre des problèmes sanitaires et non sanitaires exprimées ou vécus par les PVVIH, figurent la stigmatisation et la discrimination. Cela se justifie par le fait que la protection des PVVIH et des autres groupes vulnérables n'est pas assurée en raison du faible rapportage des cas de stigmatisation et du manque de sanctions vis-à-vis des auteurs des actes de discrimination et de stigmatisation. À ce jour, il n'existe aucune statistique sur les cas de discrimination/stigmatisation des PVVIH et des autres groupes vulnérables (enfants affectés, handicapés, orphelins, déplacés) et ces données ne sont pas collectées dans le cadre de l'enquête démographique de santé (EDSM).

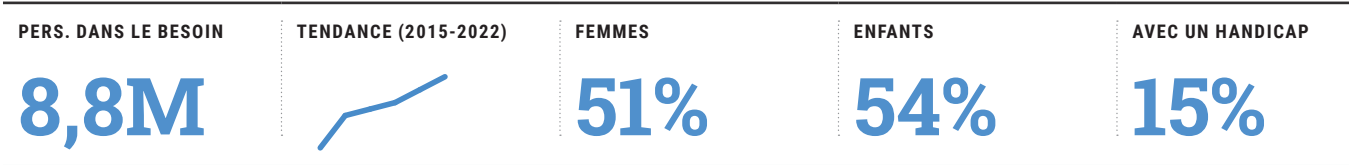
Ces personnes pourraient recourir à des stratégies de survie négatives comme l'adhésion à des réseaux de prostitution ou la conduite des actions de vengeance contre la société en véhiculant de manière volontaire et à grande échelle le virus du VIH au sein des communautés dans lesquelles vivent les PVVIH.

33 FHI 360, Meeting Targets and Maintaining Epidemic Control (EpiC) Project, Cooperative Agreement, Mali, Semi annual progress report, April- September 2021

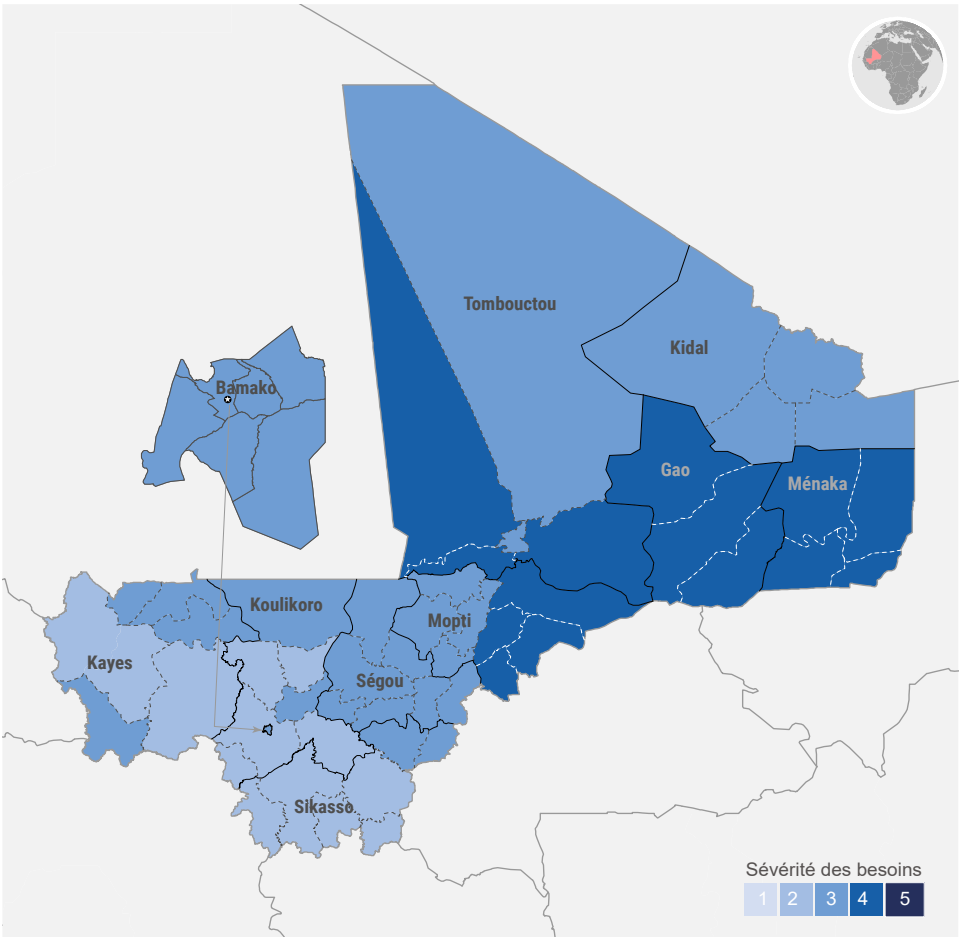
1.5

Nombre de personnes dans le besoin

Chiffres (2023)



Sévérité des besoins intersectoriels et estimation du nombre de personnes dans le besoin



Source : oint
Intersectoral
Analysis Framework
(JIAF) et Need
Comparison Tool (NCT)

1.6

Impact de la crise perçu par les populations affectées

La communauté humanitaire du Mali, conformément à son approche qui place la personne humaine au centre de son action, accorde une place prépondérante aux voix des populations affectées par les chocs. La lecture du contexte humanitaire et la priorisation des besoins, basées sur les perceptions des personnes qui subissent de manière directe l'impact de la crise multiforme est une étape cruciale. Comme l'ont révélé les consultations avec les bénéficiaires, une forte corrélation existe entre la sévérité des besoins et le type de milieu ainsi que le statut ou l'état des personnes (PDI, retournés, communautés d'accueil non hôtes ou les hôtes, le sexe, l'âge et le handicap).

Consultations périodiques des populations affectées

La perception des communautés sur les besoins humanitaires, leurs priorisations ainsi que sur les interventions humanitaires présentes et futures ont été le fil conducteur du processus de l'analyse des besoins humanitaires du HPC 2023. Ainsi, plusieurs types d'activités ont été conduites :

- Le premier exercice a consisté en des missions conjointes entre OCHA et partenaires humanitaires en vue de faire le bilan des interventions humanitaires avec les autorités et les communautés bénéficiaires de l'aide. Ces forums ont été l'occasion de cerner les perceptions
- des populations et communautés affectées sur l'assistance humanitaire reçue.
- L'organisation des présentations-bilans des interventions des partenaires humanitaires et de l'État auprès des autorités administratives et services techniques étatiques lors des réunions des Comités Régionaux de Coordination Humanitaire (CRCH).
- Les missions de supervision de la réponse humanitaire aux PDI afin de s'assurer de leurs appréciations sur les interventions reçues ;
- Les ateliers régionaux d'analyse des besoins et de planification humanitaire au cours desquels les communautés, y compris les représentants des femmes, des jeunes et des personnes à besoins spécifiques, ont été mobilisées afin de donner leur avis sur les besoins humanitaires, leurs priorisations ainsi que la réponse appropriée
- Les missions périodiques d'OCHA dans certaines régions (Mopti, Tombouctou, Kidal, Ménaka, Ségou, Gao, pour évaluer l'acceptation communautaire et la communication avec les communautés.
- L'action des relais communautaires auprès des populations bénéficiaires en vue de renforcer la redevabilité et l'acceptance communautaire.

1.6.1

Les perceptions des populations affectées révélées par une enquête par sondage de proximité

Pour la 4^{ème} année consécutive, la communauté humanitaire a initié une enquête de proximité dans les régions considérées comme l'épicentre de la crise à savoir : Ségou et Mopti (pour le Centre) et Gao, Ménaka et Tombouctou (pour le Nord). Cette enquête a mobilisé les agents de mobilisation communautaire de OCHA, les moniteurs de protection du Cluster protection ainsi que les acteurs du RRM et des équipes en charge des programmes des organisations humanitaires de ces régions. Il s'agit d'une enquête sous forme de sondage renseignée de manière mixte : des réponses directement en ligne via des tablettes ou smartphones et le remplissage des questionnaires sur du format papier, suivi de transfert des informations collectées sur la plateforme virtuelle de l'enquête. L'unité de gestion de l'information de OCHA était chargée de la conception, de la centralisation, de la collecte des données et du traitement en vue d'alimenter l'analyse.

Profils socio démographiques des répondants

Aux termes de l'enquête, 128 répondants ont pu répondre aux questions du sondage dont 39 femmes (30,47%) et 89 hommes (69,53%). En termes d'âge, 116 personnes parmi les répondants sont de la tranche d'âge 18-59 ans, sept personnes de 60 ans et plus, et enfin quatre répondants pour les 15-17ans. En ce qui concerne le statut matrimonial des enquêtés, 89% des personnes sont mariées ; 5% des sondées sont célibataires et 6% sont veuves. 54% des répondants n'ont jamais été à l'école. 30% sont sans activité précise alors que 45% d'entre eux sont des agriculteurs et éleveurs. En termes de statut, la population est faite de 80% de PDI, 15% de personnes issues de la communauté hôte et 5% réparties entre les retournés, réfugiés et rapatriés. Par ailleurs, 2% des sondés sont des personnes en situation de handicap.

Connaissances sur les comportements appropriés

En termes de réponse, seulement 50% des répondants savent les attitudes et comportements que doivent avoir les travailleurs humanitaires contre 28% qui savent plus ou moins, 12% qui n'en savent pas et enfin 8% qui n'ont pas d'avis.

Cette ignorance des règles éthiques et déontologiques, de leurs droits, de la redevabilité envers les populations affectées, et les principes humanitaires qui gouvernent l'action humanitaire peut être propice à des abus divers contre certaines populations affectées.

Satisfaction sur les attitudes

À la question « Êtes-vous satisfait de la façon dont les travailleurs humanitaires se comportent envers les membres de votre communauté ? », 70% se disent satisfaits, 25% se disent moyennement satisfaites et 4% qui expriment leur insatisfaction quand 1% affirment ne pas avoir d'opinion.

Au regard de ces résultats, il apparaît que 95% se réclament soit très satisfait ou moyennement satisfait des travailleurs humanitaires. La conclusion qui se dégage est que les partenaires humanitaires et leurs personnels ont des attitudes comportementales jugées favorables par la majorité des populations affectées par la crise.

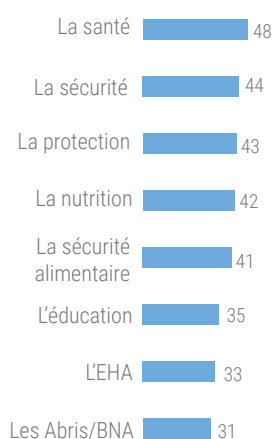
Satisfaction des populations sur l'aide reçue

Le sondage révèle que 75% des populations sont satisfaites de l'aide reçue. Aussi, 66% des répondants estiment que l'assistance fournie parvient à toucher les personnes qui sont plus dans le besoin, confirmant un niveau d'adaptation de l'aide plutôt élevée. Quant à la couverture de leurs besoins essentiels par l'aide reçue, 50% répondent par la négative, 25% ont un avis mitigé quand seulement 12% répondent par l'affirmative et les 13% restants disent de pas avoir d'avis. En

termes d'impact de l'aide sur l'autonomie future des bénéficiaires de l'assistance humanitaire, la moitié des répondants (50%) est optimiste tandis que les autres s'estiment pessimistes ou septiques.

Priorités ou préférences des bénéficiaires

Les populations affectées par la crise ont exprimé leur préférence à : plusieurs besoins. Comme le révèle l'infographie ci-dessous, les priorités exprimées par les bénéficiaires sont dans l'ordre décroissant, ce qui suit :



de fois que les besoins prioritaires identifiés comme non couverts

D'autres besoins sont cités dont entre autres, les informations et la communication, l'agriculture et les AGR (Appui aux activités Génératrice de Revenu).

Dans la plupart des cas, les 128 répondants citent plusieurs types de besoins, confirmant la dimension multisectorielle et intersectorielle des besoins des personnes affectées par la crise multidimensionnelle.

Préférences des personnes à besoins spécifiques

a. Les personnes en situation de handicap

L'octroi des moyens de déplacement adaptés à leur situation de handicap (béquilles, chaises roulantes, cannes, motocycles, prothèses, tricycle, vélo etc.) est cité 46 fois. Elle ont indiqué, en plus des besoins d'assistance alimentaire (21 fois), de soins de santé (20 fois), d'AGR (9 fois), d'aide financière (8 fois) et de sécurité (8 fois).

b. Les enfants de moins de 5 ans

Les familles comptant des enfants de cette tranche d'âge ont énuméré les besoins prioritaires de ces enfants. Dans l'ordre décroissant, les besoins sont : les aliments riches en vitamines (lait, bouillie, plumbby, etc.) cités 50 fois, les soins médicaux (34 fois), la protection (11 fois), les jeux récréatives (poupées, ballons, sifflet, etc.), cités 10 fois et l'aide matérielle, l'éducation et l'EHA, cités chacun 6 fois.

c. Les femmes enceintes et femmes allaitantes (FEFA)

Les FEFA qui se sont exprimées sur leurs besoins principaux, annoncent comme besoins prioritaires, ce qui suit : des aliments riches en vitamines (42 fois), l'assistance sanitaire (39 fois), l'accompagnement en (kit de dignité, kit d'hygiène, moustiquaires, abris) cités 10 fois, la protection (9 fois), les vivre (8 fois), la formation (6), l'EHA (6 fois) et la prise en charge des Consultations Pré Natales (CPN) et des Consultations Post Natales (CPON) évoqués 5 fois.

d. Les adolescents filles et garçons

Dans le cadre de ce sondage, sont considérés comme adolescents, les filles et garçons dont l'âge varie entre 13 et 17 ans. L'enquête rapporte des besoins prioritaires dans l'ordre décroissant suivant :

Alphabétisation, éducation, scolarisation, formation, apprentissage d'un métier, cités 46 fois, l'assistance alimentaire, cités 23 fois, l'accès à des soins de santé pour 21 fois, les kits d'hygiène, kits dignité, kits scolaire, habits, moustiquaires pour 16 fois, la protection pour 15 fois et les AGR pour 11 fois.

Consultation et prise en compte des avis des bénéficiaires

En ce qui concerne la consultation des populations bénéficiaires ou la prise en compte de leur avis, les résultats du sondage révèlent des résultats insatisfaisants.

Ainsi, seulement 40% pensent être consultés dans le cadre de la mise en place des programmes d'aide humanitaire. 31% estiment être plus ou moins

consultés, tandis que respectivement 16% et 13% déclarent être soit non consultés ou n'ont pas d'avis.

En ce qui concerne la prise en compte de leurs points de vues dans les décisions au sujet de l'assistance, les avis sont variés. Seulement 30% sont affirmatifs, alors que 40% pensent que plus ou moins, lorsque 20% répondent par la négative et 10% estiment ne pas avoir d'avis. Cette situation est illustrative d'un déficit de communication avec les communautés et de redevabilité aux populations affectées.

Administration de l'aide

Sur la manière dont l'aide est administrée et notamment les critères de ciblage des bénéficiaires de l'assistance humanitaire, seuls 50% des répondants déclarent en avoir une parfaite connaissance contre 40% qui répondent NON. 10% ont soit des connaissances imparfaites soit incertaines. Cette situation semble être une contrainte majeure car l'appropriation par les bénéficiaires des critères de ciblage est importante pour l'acceptance humanitaire et de la qualité des interventions humanitaires. En termes de modalités préférées, le cash est cité à 75% par les répondants, suivis de l'assistance en nature (15%) et des coupons (10%).

Opportunités d'informations et feedbacks des bénéficiaires

Les répondants pensent à 55% être informés sur le déroulement des activités humanitaires et des calendriers des distributions contre 25% qui sont indécis, 15% qui pensent le contraire et 5% sans avis.

Pour ce qui concerne l'opportunité pour les bénéficiaires des programmes d'aide humanitaire de donner des

retours en vue de remonter des éventuelles plaintes, les résultats sont ambivalents. Seuls 60% des répondants affirment avoir cette opportunité, tandis que 25% affirment avoir un sentiment partagé et 15% qui répondent NON. Il ressort un niveau de feedback globalement mitigé au profit des populations affectées par la crise, qui devraient être au cœur des approches et modalités d'interventions.

Besoins d'information

L'enquête nous informe que les besoins d'informations des populations au sujet de l'aide humanitaire sont nombreux. Ainsi, comme l'illustre l'infographie ci-dessous, les populations affectées par la crise interrogées s'intéressent à plusieurs types d'Informations à la fois.

Dans l'ordre hiérarchique, les besoins d'informations principaux se déclinent comme suit :

- Les critères de sélection des bénéficiaires
- Les opportunités d'activités génératrices de revenus
- Les quantités de vivres à recevoir par bénéficiaire
- La disponibilité des services
- La protection (accès à la documentation civile)
- La sécurité

1.6.2

Problématique de la gestion des rumeurs et la communication avec les populations affectées

Initié dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, le projet Rooted in Trust (enraciné dans la confiance) de Internews recueille, analyse et répond aux rumeurs dans l'optique de fournir aux journalistes et aux communicateurs humanitaires les outils dont ils ont besoin, dans les langues qu'ils préfèrent, pour atténuer et prévenir les rumeurs et la désinformation dans la crise de la COVID-19. Ainsi, les humanitaires peuvent les intégrer à leurs stratégies et activités de communication sur les risques et d'engagement communautaire et aligner ces dernières sur les perspectives et les besoins d'information exprimés par la communauté. Pour la période de septembre à octobre 2022.³⁴ Internews a recueilli 201 rumeurs, idées fausses et préoccupations des communautés sur la pandémie de COVID-19, la vaccination et les autres enjeux de santé, sur les médias sociaux les plus utilisés (Facebook, WhatsApp et Twitter) et à travers des activités communautaires en face à face. Les rumeurs ont été sélectionnées par le biais d'une analyse de risque qui identifie les informations présentant le risque le plus élevé et l'impact potentiel sur les groupes cibles du projet Rooted in Trust au Mali, notamment les PDI et les communautés hôtes.

Les tendances de rumeurs autour de l'agenda politique, vaccinal et du déni de la maladie sont les plus présentes au sein des communautés et dans les conversations sur les réseaux sociaux. La pandémie serait une fabrication venue de l'étranger, c'est-à-dire de l'Occident

pour contrôler les populations ou favoriser des intérêts politiques et commerciaux. Les vaccins sont toujours perçus comme l'instrument permettant de mettre en œuvre ces stratégies de contrôle supposé.

Les préoccupations et la confusion autour des modes de transmission et des symptômes de la maladie persistent, de nombreuses croyances associent certains symptômes similaires de la COVID-19 avec ceux de la grippe, du rhume ou encore du paludisme. D'autres craignent la transmission de maladies comme la rougeole, le paludisme, les maladies sexuellement transmissibles etc., et des effets secondaires graves à travers la vaccination pouvant affecter par exemple la fertilité des hommes et des femmes ou encore l'espérance de vie. Par ailleurs, les croyances selon lesquelles la vaccination COVID-19 ne serait pas ou peu efficace et peu sûr notamment parce "qu'on peut être contaminé et tomber malade même en étant complètement vacciné" ou que les "vaccins provoquent d'autres problèmes qui n'étaient pas là avant" et participent à renforcer les doutes et les réticences des communautés à se faire dépister ou vacciner.

34 Internews, Rooted in trust, Sitrep, Septembre-Octobre 2022

Partie 2 :

Analyse des risques et suivi de la situation et des besoins

SENOU/BAMAKO, MALI

Site des PDI de Sénou. Photo : OCHA/ Aicha
Walet Elmehedi



2.1

Analyse des risques

Le Mali, au regard des effets conjugués des aléas naturels et humains, connaît un niveau de risque toujours élevé. Aux risques liés aux menaces d'ordre sécuritaire et politiques multiformes, se juxtaposent d'autres types de menaces d'ordre naturel. En se basant sur le baromètre de mesure des risques, la classification du Mali dans l'Inform Index Global Risk Index 2022 a un score élevé de 4,3. Ce niveau de risque est la résultante de la conjonction des facteurs divers : la présence de risques réels dont l'insécurité et conflits multiformes, leur haut niveau de probabilité et l'ampleur des dégâts ou préjudices potentiels, l'exposition des personnes, la faiblesse des capacités de préparation et de résilience. Cette analyse sera prise en compte dans la planification humanitaire.

Lors des ateliers de planification, une analyse des risques a été réalisée afin d'identifier les développements les plus probables susceptibles d'avoir un impact sur les conditions auxquelles sont confrontés tous les groupes de population les plus vulnérables.

Cet aperçu des besoins humanitaire 2023 intervient une nouvelle fois à un moment d'incertitude politique et sécuritaire. Ce qui rend difficile la prévision des risques ou les tendances au-delà des 12 prochains mois. En particulier, le manque de clarté quant à l'organisation des élections à venir, la sécurisation des régions du centre et du nord, la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, la cohésion intercommunautaire, etc.

Projection 2023

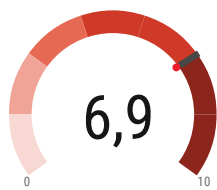
Les élections présidentielles et législatives prévues en 2023 ne laissent pas encore une visibilité claire sur l'avenir politique, sociale et sécuritaire du pays. Aussi, des éléments nouveaux indiquent une probable intensification des opérations militaires, des affrontements armés, des conflits à connotation

communautaire et d'autres insécurités multiformes, particulièrement dans le nord et le centre du Mali. Ainsi, les populations civiles pourraient être menacées et forcées à se déplacer. La situation des femmes, des enfants et des personnes ayant des besoins spéciaux, comme les personnes en situation de handicap, serait la plus à surveiller.

Comme les années précédentes, les populations civiles seront exposées aux violations des droits de l'homme et aux abus, ciblant souvent des personnes en fonction de leurs origines ethniques ou appartenance à un groupe armé. Il est aisé de croire que des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées, des arrestations et détentions arbitraires, des attaques contre des civils ne participant pas aux hostilités et autres violences visant à semer la terreur, vont se poursuivre. Les crises alimentaires et nutritionnelles et d'accès aux services essentiels de l'éducation, l'eau et les abris resteront toujours d'actualité.

La multiplicité et l'intensité des chocs continueront de fragiliser les maigres capacités de relèvement et de résilience des ménages avec des pertes de revenus, une réduction des transferts de fonds, associées à la hausse des prix des produits de première nécessité sur les marchés locaux ou de proximité. La poursuite des opérations des groupes radicaux pose un défi permanent au redéploiement de l'administration et des services sociaux de base. Enfin, les effets du conflit de l'Ukraine, qui est à la base de la déstabilisation du cadre macro-économique de plusieurs pays, se feront sentir au Mali, à travers la hausse des prix des produits importés de première nécessité, l'inflation de la monnaie utilisée et la perturbation d'approvisionnement de certaines régions du pays à partir des ports.

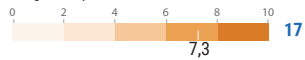
Index INFORM



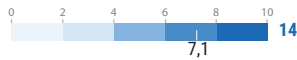
Classement mondial

14

Danger et exposition



Vulnérabilité



Manque de capacité de résilience

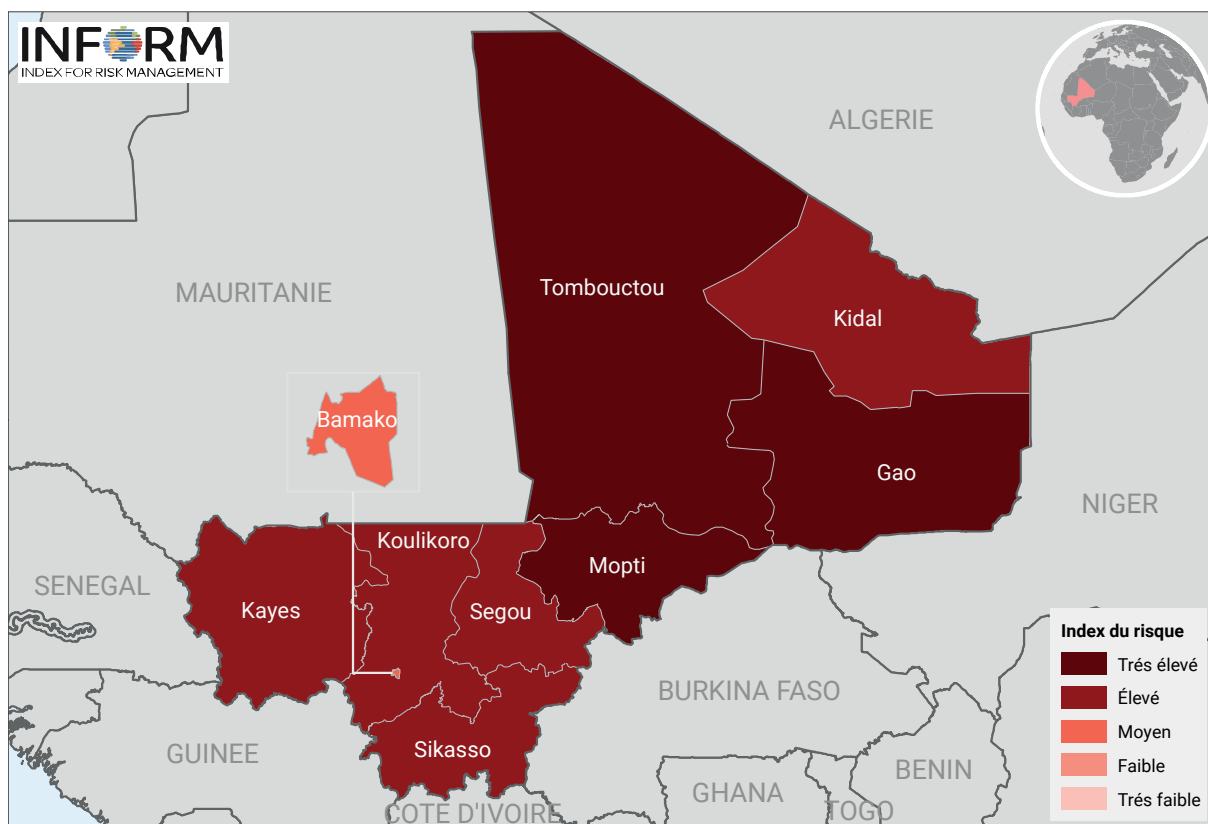


Pour plus d'informations, visitez :

www.inform-index.org
INFORM
 INDEX FOR RISK MANAGEMENT


MALI

Profile de risque INFORM 2022



| Regions | Food Insecurity Probability | Physical exposure to flood | Land Degradation | Droughts probability and historical impact | Natural | Political violence | Conflict probability | Human | HAZARD | Development & Deprivation | Inequality | Aid Dependency | Socio-Economic Vulnerability | Uprooted people | Health Conditions | Children U5 | Malnutrition | Recent Shocks | Food Security | Other Vulnerable Groups | Vulnerable Groups | VULNERABILITY | DRR | Governance | Institutional | Communication | Physical infrastructure | Access to health care | Infrastructure | LACK OF COPING CAPACITY | RISK |
|-----------|-----------------------------|----------------------------|------------------|--|---------|--------------------|----------------------|-------|--------|---------------------------|------------|----------------|------------------------------|-----------------|-------------------|-------------|--------------|---------------|---------------|-------------------------|-------------------|---------------|-----|------------|---------------|---------------|-------------------------|-----------------------|----------------|-------------------------|------|
| Bamako | 0.2 | 5.0 | 0.5 | 6.5 | 3.6 | 5.0 | 10.0 | 7.5 | 5.9 | 5.5 | 5.9 | 4.3 | 5.3 | 3.5 | 4.5 | 4.9 | 0.6 | 0.0 | 0.7 | 2.4 | 3.0 | 4.2 | 6.8 | 7.2 | 7.0 | 6.5 | 3.4 | 6.5 | 5.5 | 6.3 | 5.4 |
| Gao | 4.2 | 9.0 | 2.8 | 6.3 | 6.2 | 8.0 | 10.0 | 8.0 | 7.2 | 8.8 | 5.9 | 4.3 | 7.0 | 8.5 | 5.2 | 7.1 | 5.3 | 0.2 | 10.0 | 6.7 | 7.7 | 7.4 | 6.8 | 7.2 | 7.0 | 6.5 | 8.7 | 8.0 | 7.7 | 7.4 | 7.3 |
| Kayes | 0.7 | 6.5 | 5.2 | 5.3 | 4.7 | 5.0 | 10.0 | 7.5 | 6.3 | 8.1 | 5.9 | 4.3 | 6.6 | 4.6 | 3.9 | 6.0 | 3.7 | 0.2 | 3.5 | 3.7 | 4.2 | 5.5 | 6.8 | 7.2 | 7.0 | 6.5 | 7.1 | 7.8 | 7.1 | 7.1 | 6.3 |
| Kidal | 2.1 | 10.0 | 0.0 | 7.8 | 3.5 | 5.0 | 10.0 | 7.5 | 5.9 | 8.8 | 5.9 | 4.3 | 7.0 | 5.2 | 3.9 | 5.8 | 10.0 | 0.2 | 5.0 | 3.5 | 4.4 | 5.9 | 6.8 | 7.2 | 7.0 | 6.5 | 9.0 | 8.0 | 7.8 | 7.4 | 6.4 |
| Koulikoro | 0.6 | 5.7 | 5.6 | 5.5 | 4.6 | 5.0 | 10.0 | 7.5 | 6.3 | 7.3 | 5.9 | 4.3 | 6.2 | 3.3 | 4.3 | 6.4 | 3.0 | 0.2 | 1.6 | 3.4 | 3.4 | 5.0 | 6.8 | 7.2 | 7.0 | 6.5 | 7.2 | 7.4 | 7.0 | 7.0 | 6.0 |
| Mopti | 2.3 | 9.4 | 4.9 | 6.2 | 6.5 | ## | 10.0 | 10.0 | 8.8 | 9.1 | 5.9 | 4.3 | 7.1 | 8.4 | 4.0 | 6.5 | 2.1 | 0.0 | 10.0 | 6.0 | 7.4 | 7.3 | 6.8 | 7.2 | 7.0 | 6.5 | 9.1 | 7.5 | 7.7 | 7.4 | 7.8 |
| Segou | 0.4 | 8.4 | 9.0 | 5.6 | 6.8 | 7.0 | 10.0 | 8.5 | 7.8 | 8.1 | 5.9 | 4.3 | 6.6 | 5.6 | 3.9 | 6.4 | 2.5 | 0.0 | 4.3 | 3.7 | 4.7 | 5.7 | 6.8 | 7.2 | 7.0 | 6.5 | 7.3 | 6.7 | 6.8 | 6.9 | 6.7 |
| Sikasso | 0.1 | 4.1 | 4.4 | 4.7 | 3.5 | 5.0 | 10.0 | 7.5 | 6.9 | 8.0 | 5.9 | 4.3 | 6.6 | 3.1 | 4.1 | 6.2 | 0.6 | 0.2 | 1.5 | 2.9 | 3.0 | 5.1 | 6.8 | 7.2 | 7.0 | 6.5 | 8.0 | 7.5 | 7.3 | 7.2 | 6.0 |
| Timbuktu | 2.8 | 9.1 | 5.0 | 6.0 | 6.3 | 6.0 | 10.0 | 8.0 | 7.2 | 9.2 | 5.9 | 4.3 | 7.2 | 8.4 | 3.9 | 4.9 | 2.8 | 0.2 | 8.5 | 4.7 | 6.9 | 7.1 | 6.8 | 7.2 | 7.0 | 6.5 | 8.1 | 7.9 | 7.5 | 7.3 | 7.2 |



SENOU/BAMAKO, MALI

Site des PDI de Sénou. Photo : OCHA/Abdoulaye Boubacar Hamani

2.2 Suivi de la situation et des besoins

L'ampleur et la gravité de la crise corrobore la nécessité d'un suivi continu de l'évolution des besoins afin d'orienter la programmation et d'assurer une meilleure préparation pour une réponse plus efficace. Pour l'année 2023, l'ICCN a identifié 29 indicateurs de suivi de la situation des besoins intersectoriels, des lacunes et des progrès.

Des méthodes plus systématiques et régulières de collecte de données soutiennent ces indicateurs. Pour 2023, les partenaires humanitaires ont identifié des indicateurs clés de la liste JIAF à suivre régulièrement par le biais des différents mécanismes.

Un consensus a été obtenu au sein de la communauté humanitaire en vue du renforcement du partenariat entre l'ICCN et l'ONG REACH afin que certains

indicateurs soient l'objet de suivi périodique dans le but d'informer la communauté humanitaire. De cette manière, certains indicateurs fort utiles pour le suivi des besoins et dont les clusters n'étaient pas en mesure de vérifier régulièrement seront confiés à REACH. En plus de cette opportunité, l'ICCN entend faire le recensement des capacités de ses membres en enquêtes et évaluations de rationaliser le suivi de la situation sur le terrain. En amont du monitoring, un exercice de détermination d'indicateurs intersectoriels sensibles au genre et SMART a été conduit de manière participative entre tous les clusters. Le monitoring intégrera toutes les questions transversales y compris le cas des transferts monétaires, l'âge, le sexe, le handicap, la PEAS et la diversité afin de mieux cerner les opinions ou perceptions des différents groupes ou sous-groupes socio spécifiques et donner des

lettres de noblesse à l'engagement de « ne laisser personne derrière », de n'écarter personne (« leave no one behind »). Les enquêtes de suivi des marchés, les rapports PDM, les enquêtes de la CMP (Commission de Mouvement de Population) sur les mouvements de populations qui intègrent les opinions et perceptions des populations seront des sources capitales pour mesurer l'évolution de la situation humanitaire, par le biais d'indicateurs qui pourront être suivis lors de ces missions sur le terrain. Le Réseau des Points Focaux Genre des clusters avec l'appui de la GenCap - Mali poursuivra son appui technique aux clusters en vue d'une meilleure prise en compte des besoins sexospécifiques des femmes, des filles, des garçons, y compris des personnes ou groupes vulnérables,

marginalisés ou à risques en raison de leur statut et de leurs différents rôles dans la société. Ceci se traduira notamment par l'appui aux analyses genre rapide ainsi que la conduite des formations en Genre dans l'Action Humanitaire.

En termes d'exploitation des données, l'ICCN inscrira dans son plan de travail 2022-2023, une réunion trimestrielle d'analyse des résultats de monitoring collectées, afin de formuler des recommandations aux clusters ou à l'équipe humanitaire pays. OCHA réalisera des produits d'informations une fois les données collectées et traitées afin d'alimenter le plaidoyer, la coordination ou le renforcement des capacités des partenaires ou de la communauté humanitaire.

Indicateurs

| # | SECTEURS | INDICATEURS | SOURCE |
|-----|----------------|--|--|
| x01 | Intersectoriel | Nombre de chocs liés aux violences enregistrés ou aux chocs naturels | Mécanisme RRM |
| x02 | Intersectoriel | % des marchés ayant rapporté des ruptures de stock pour les biens essentiels | Sous-groupe suivi des marchés & mVAM |
| x03 | Intersectoriel | % de ménages ayant peur pour la sécurité des membres du ménage | Enquête de perception PDM |
| x04 | Intersectoriel | % des personnes affectées qui perçoivent des améliorations dans leurs conditions de vie (désagréé par sexe, âge et handicap si possible) | AAP-1 |
| x05 | Intersectoriel | Taux de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans au cours de 2 dernières semaines | Base de données DHIS2 du Ministère de la santé |
| x06 | Abris | % de sites où toute la population de PDI a eu accès à un abris d'urgence/transitionnel | Cluster / Gestionnaire de site |
| x07 | Abris/BNB | % de ménages déplacés en sites et lieux de regroupement rapportant une assistance en NFI/Abris en priorité | Cluster / Gestionnaire de site |
| x08 | EHA | % de personnes ayant accès à au moins 15l d'eau par personnes et par jour utilisés à des fins domestiques (désagréé par sexe, âge et handicap si possible) | Cluster EHA |
| x09 | EHA | Proportion des ménages pouvant s'approvisionner en moins de 30 mn (temps d'attente) à une ressource d'eau protégée | Cluster EHA |
| x10 | EHA | % de ménages ayant accès à une latrine fonctionnelle | Cluster EHA |
| x11 | EHA | % des ménages ayant accès au savon ou à la cendre pour le lavage des mains | Cluster EHA |
| x12 | Éducation | Taux d'écoles fonctionnelles | Cluster et Académie |

| # | SECTEURS | INDICATEURS | SOURCE |
|-----|------------------------------------|---|---|
| x13 | Éducation | Ratio élèves inscrits (désagrégué par sexe, âge et handicap si possible) / enseignant (désagrégué par sexe) | Cluster et Académie |
| x14 | Éducation | % de maîtres communautaires ou bénévoles (désagrégué par sexe) | Cluster et Académie |
| x15 | Nutrition | Prévalence de la Malnutrition Aigüe Globale chez les enfants de 6-59 mois et femmes enceintes et allaitantes | SMART |
| x16 | Nutrition | Nombre d'enfants de moins de 59 mois MAS et MAM admis et traité dans les structures de santé | Base de données DHIS2 du Ministère de la santé |
| x17 | Nutrition | Nombre de FEFA malnutrie admises et traitées dans les structures de santé | Base de données DHIS2 du Ministère de la santé |
| x18 | Nutrition | Prévalence de la Malnutrition Chronique | SMART |
| x19 | Nutrition | % d'enfants de moins de 6 mois exclusivement allaités | SMART |
| x20 | Nutrition | Nombre de coins ANJE mise en place dans les zones de déplacement de population | Rapport d'activité |
| x21 | Santé | % de femmes et des filles en âge d'avoir leurs règles ayant accès à des produits adaptés pour la gestion de l'hygiène menstruel | Enquête |
| x22 | Santé | % des personnes tombées malades au cours des 30 derniers jours | Enquête EDSM Santé |
| x23 | Santé | % des ménages dont le dernier accouchement a eu lieu dans un centre de santé | Enquête EDSM Santé |
| x24 | Sécurité alimentaire | % de personnes en insécurité alimentaire sévère | ENSAN/CH |
| x25 | Moyens de subsistance | % de personnes en phase d'insécurité alimentaire de crise et urgence ayant reçu une assistance adaptée à la saison et spécifique pour la réhabilitation de leurs moyens de subsistance (désagrégué par sexe, âge et handicap si possible) | ENSAN/CH |
| x26 | Protection générale, VBG, PE, LHAM | Rapports du Monitoring Nombre d'incidents de protection collectés et vérifiés désagrégués par typologie, par sexe et âge | Rapports du Monitoring de protection, base de données MARA/GBVIMS/MRM, GTLHAM |
| x27 | Protection | Nombre de personnes déplacées internes par cercle (mensuel) données de la CMP, avec désagrégation/ pourcentage des enfants PDI et des femmes (désagrégué par sexe, âge et handicap) | Rapports mensuels CMP générale |
| x28 | Protection | % de cercles disposant d'au moins 3 services de protection (légal, médical, psychosocial) | Cartographie des services de protection générale, VBG |
| x29 | PE | Nombre d'EAFGA, ENA et ES identifié Trimestriel PE Bases de données SC PE désagrégué par sexe et âge) | Bases de données SC PE et GBVIMS |

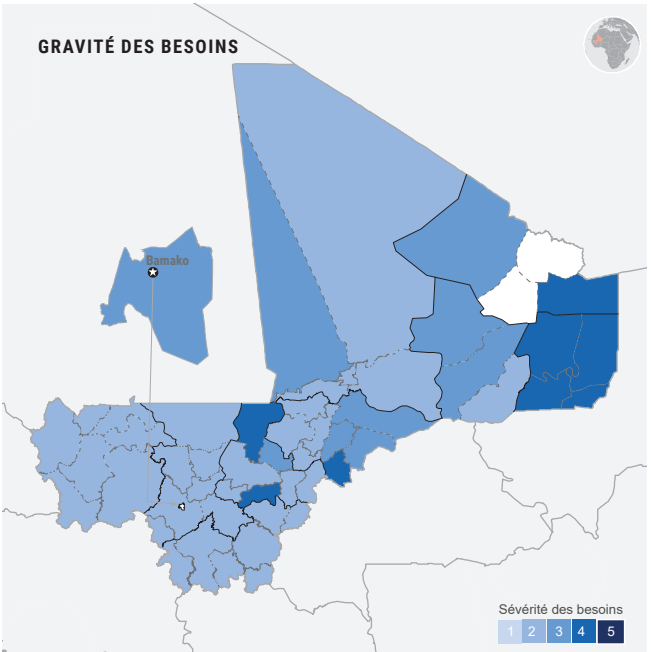
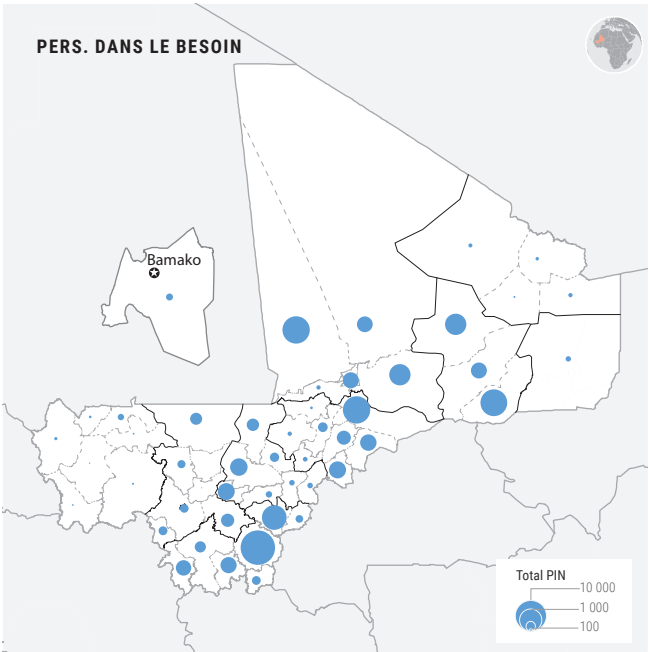
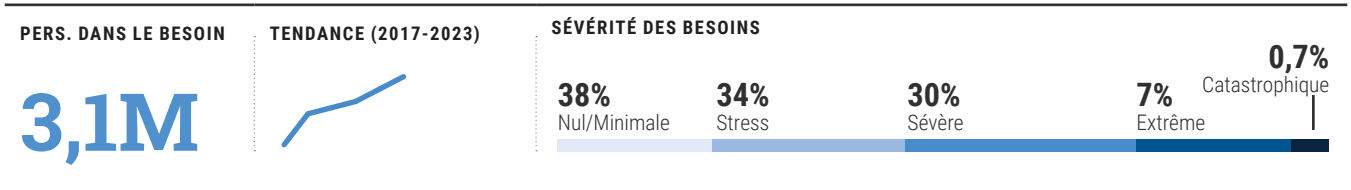
Partie 3 : **Analyse sectorielle**

SENOU/BAMAKO, MALI

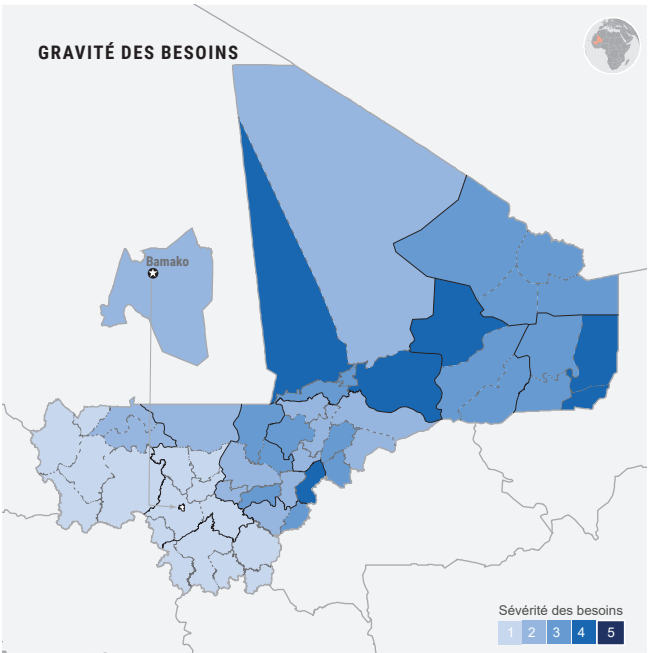
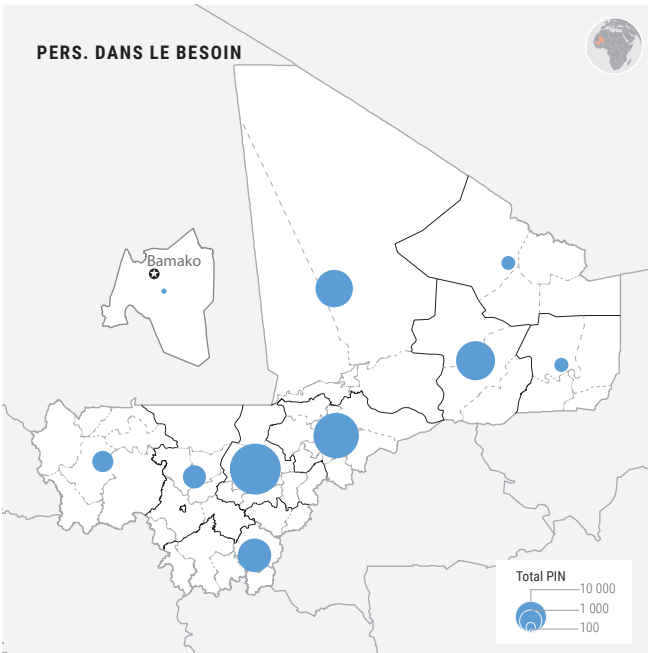
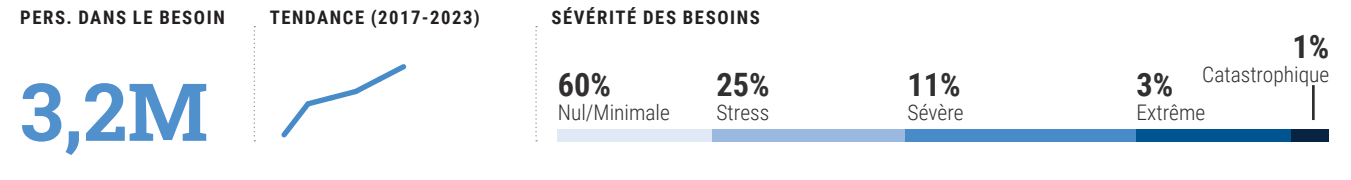
Site des PDI de Sénou. Photo : OCHA/Abdoulaye
Boubacar Hamani



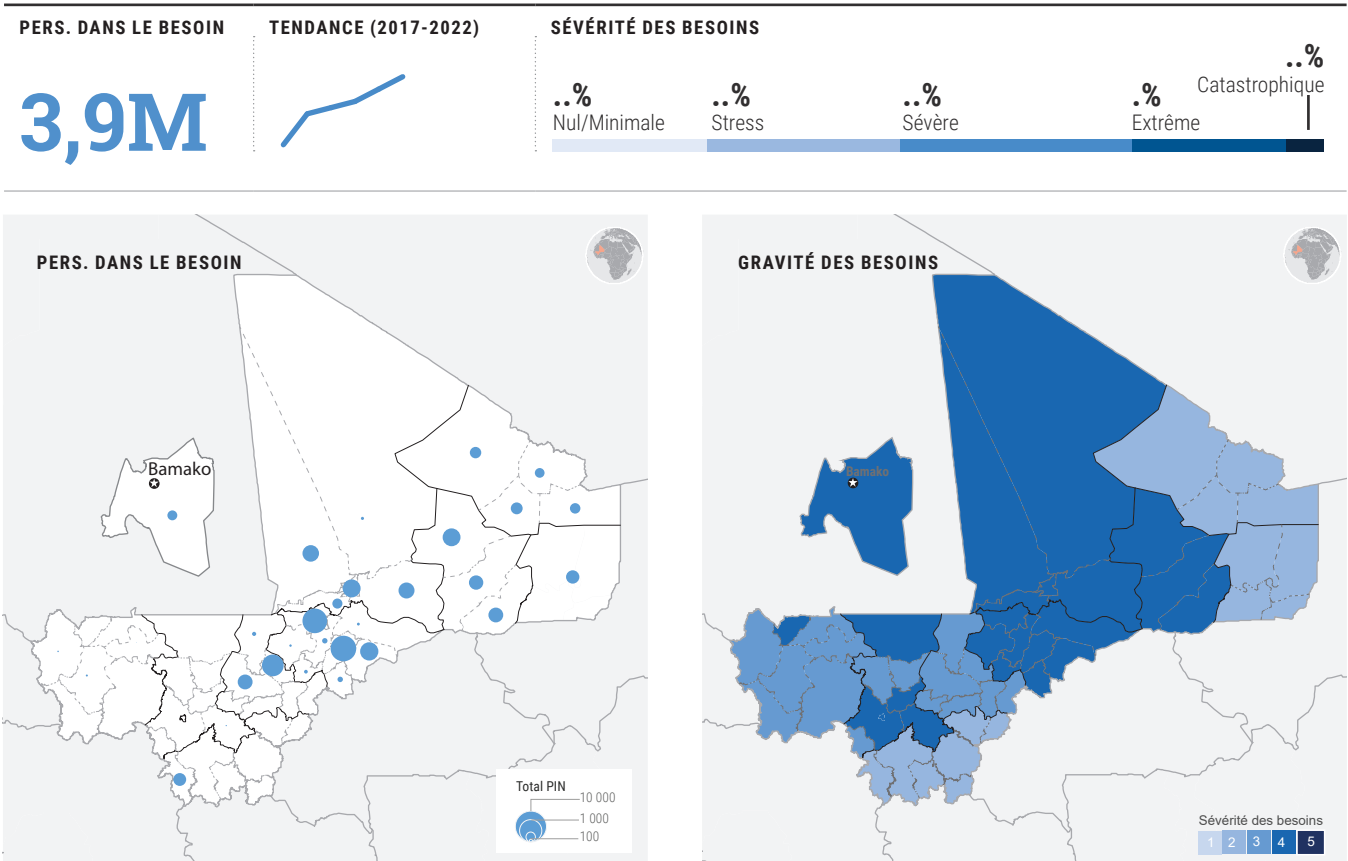
3.1 Abris et Biens Non-Alimentaires



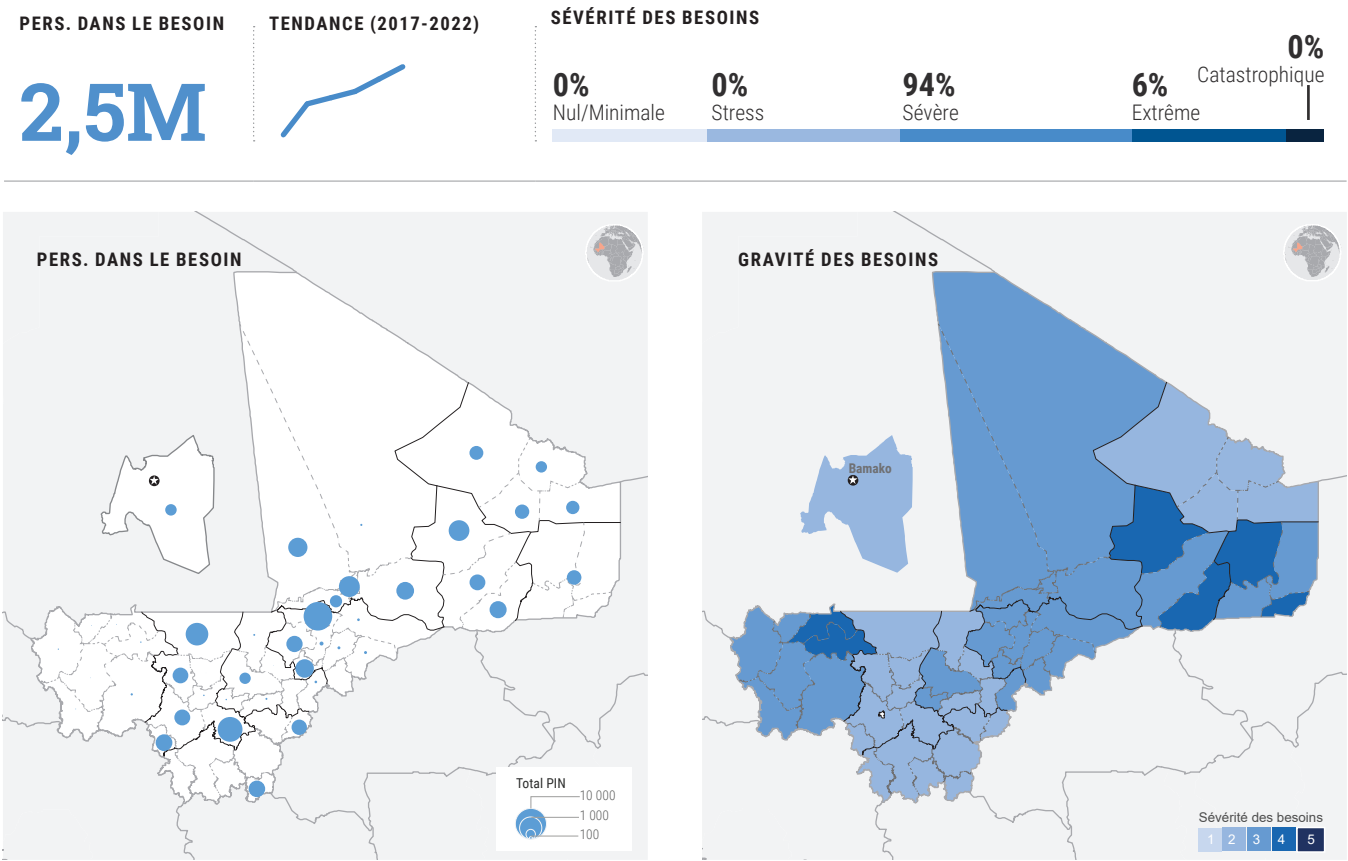
3.2 Eau , Hygiène et Assainissement



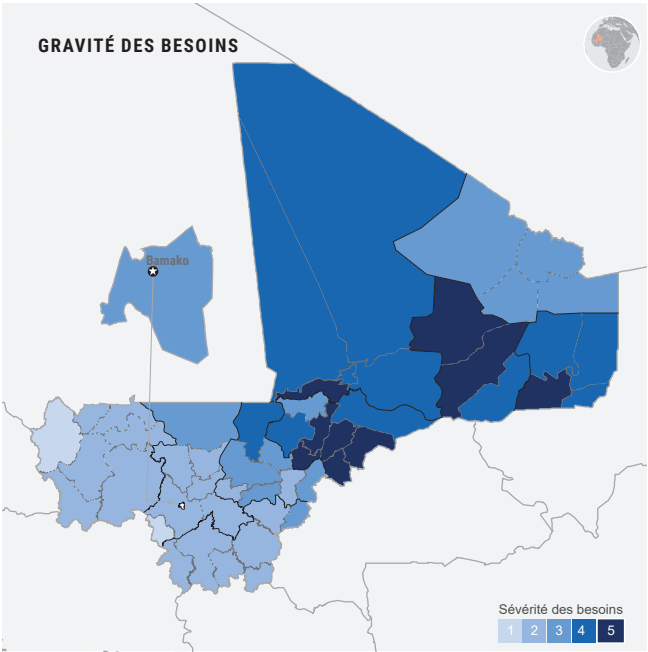
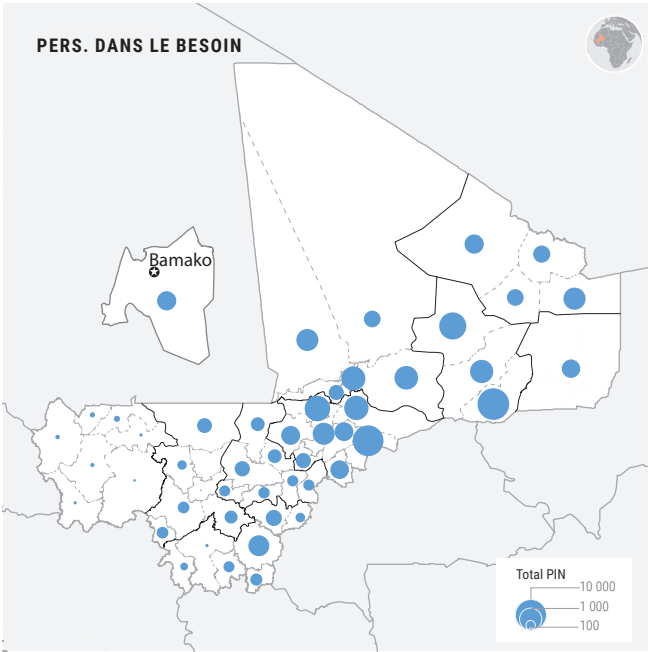
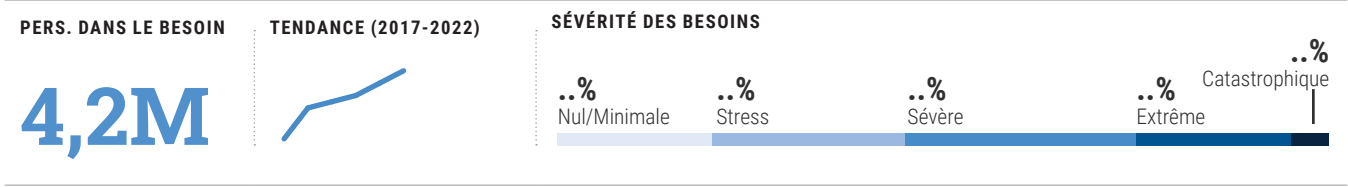
3.3 Éducation



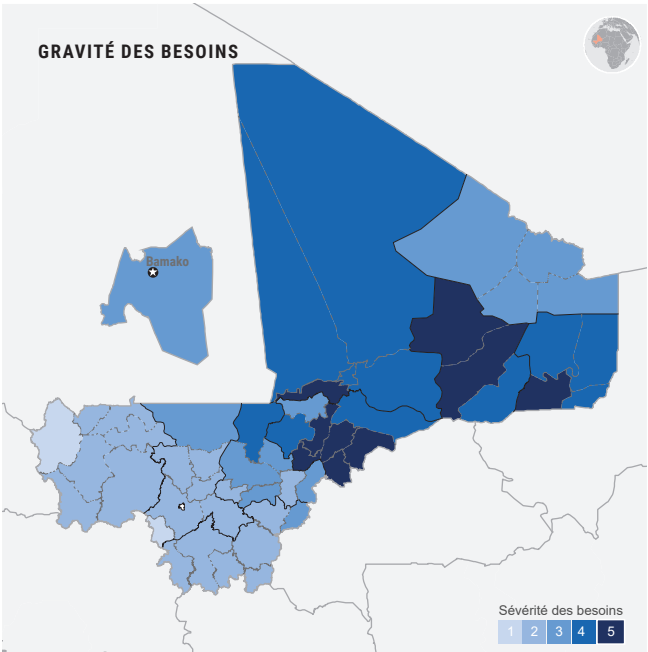
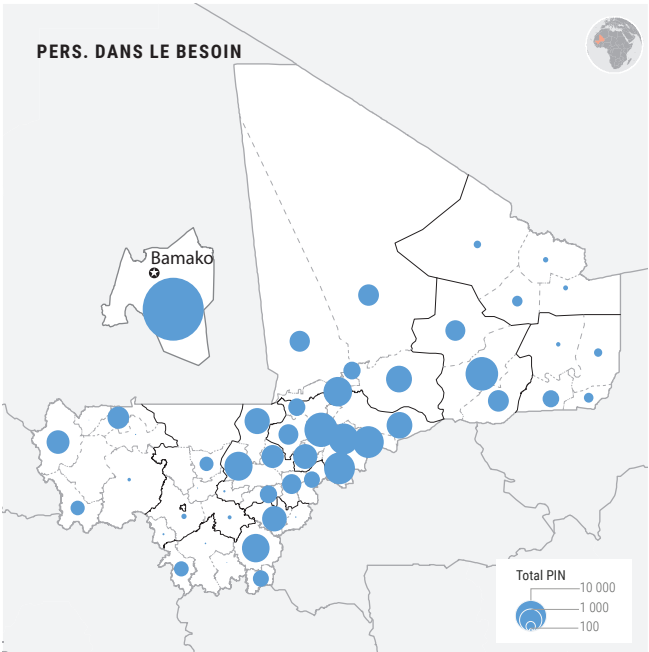
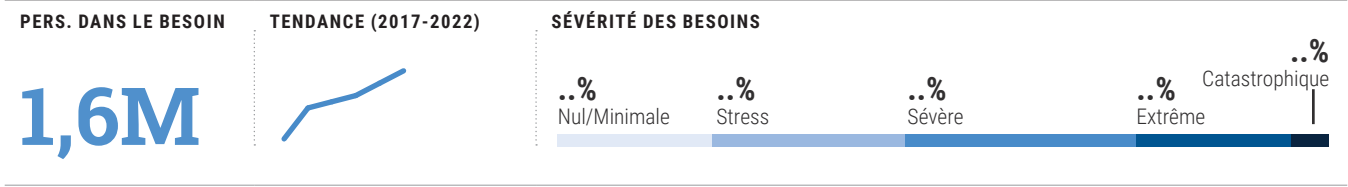
3.4 Nutrition



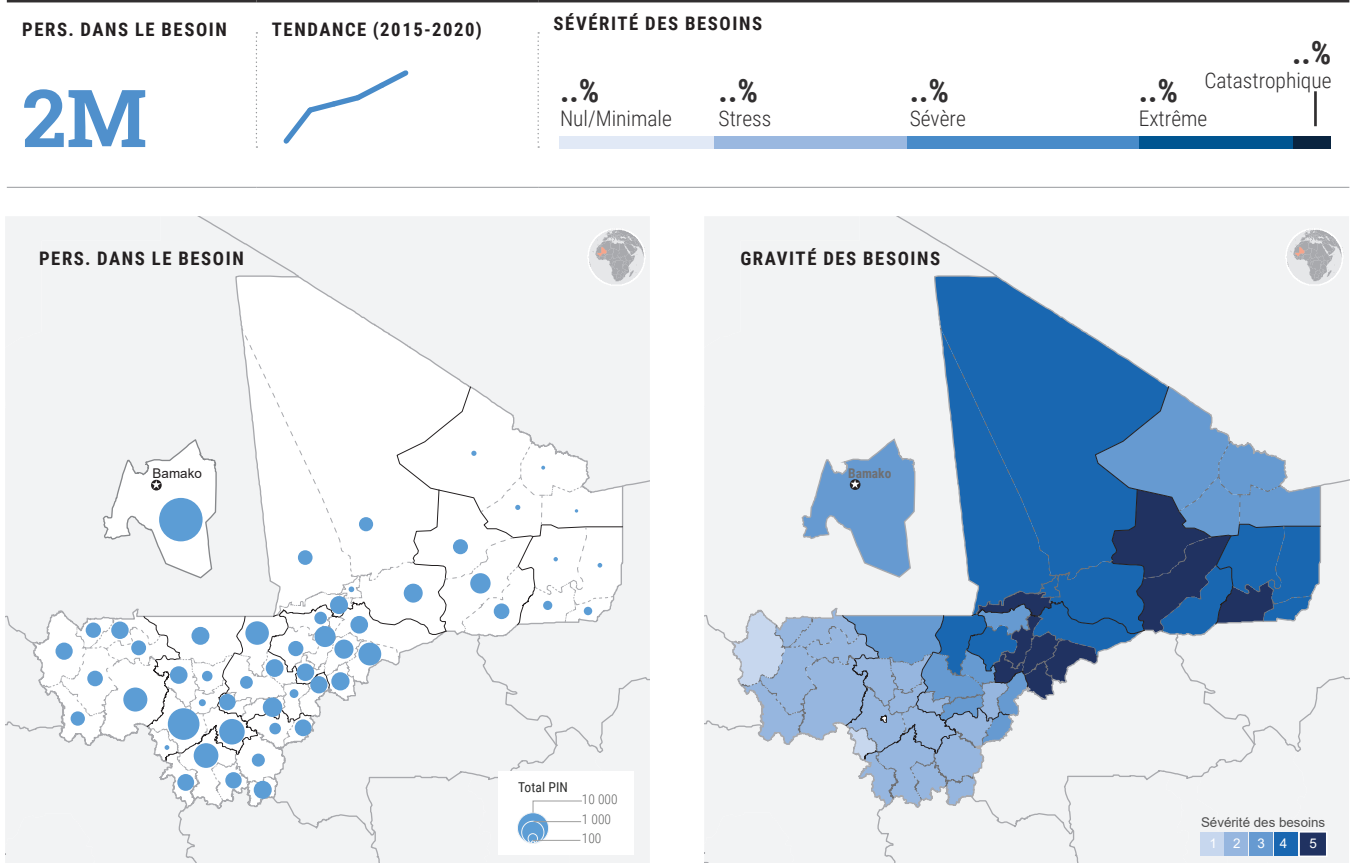
3.5 Protection



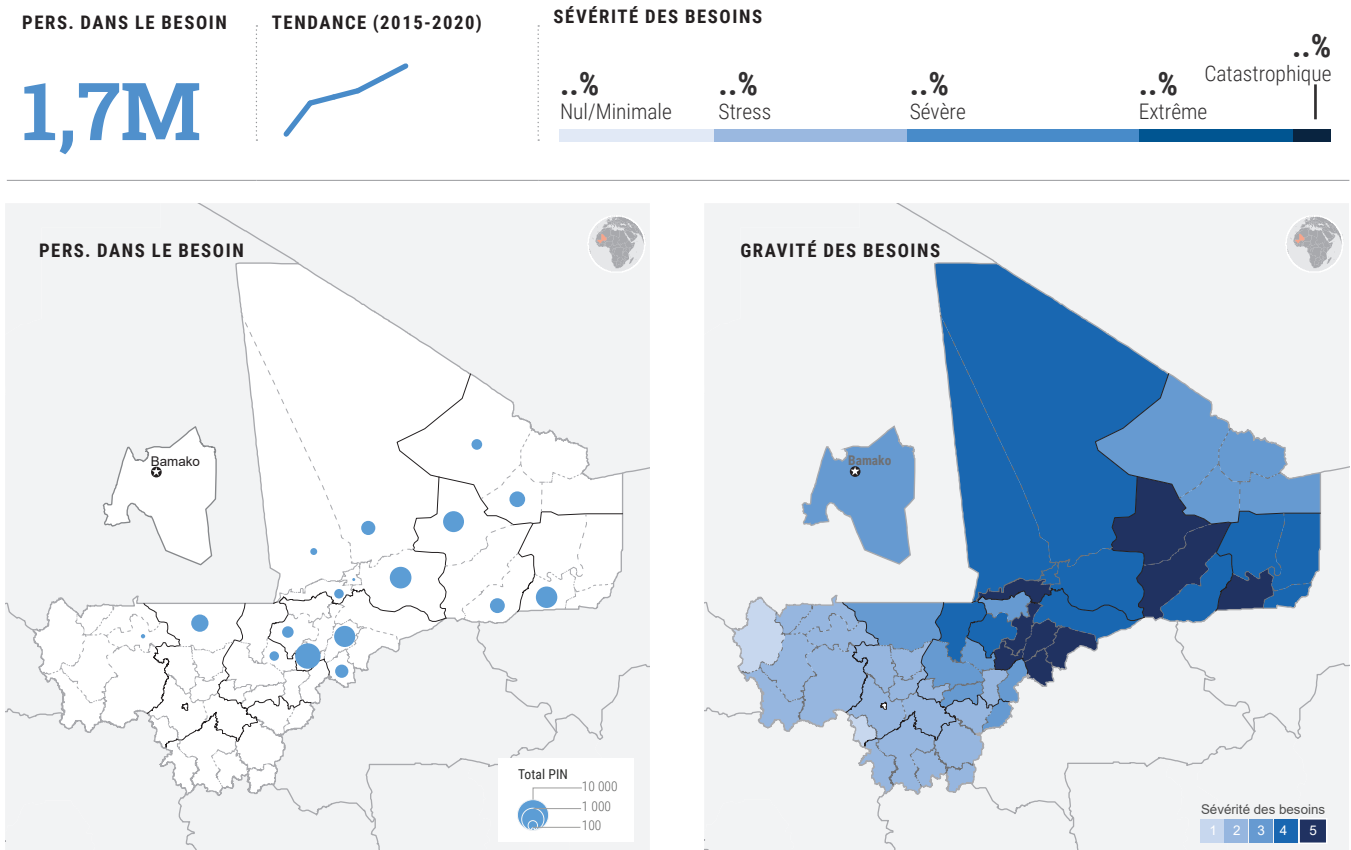
3.5.1 Protection de l'enfant



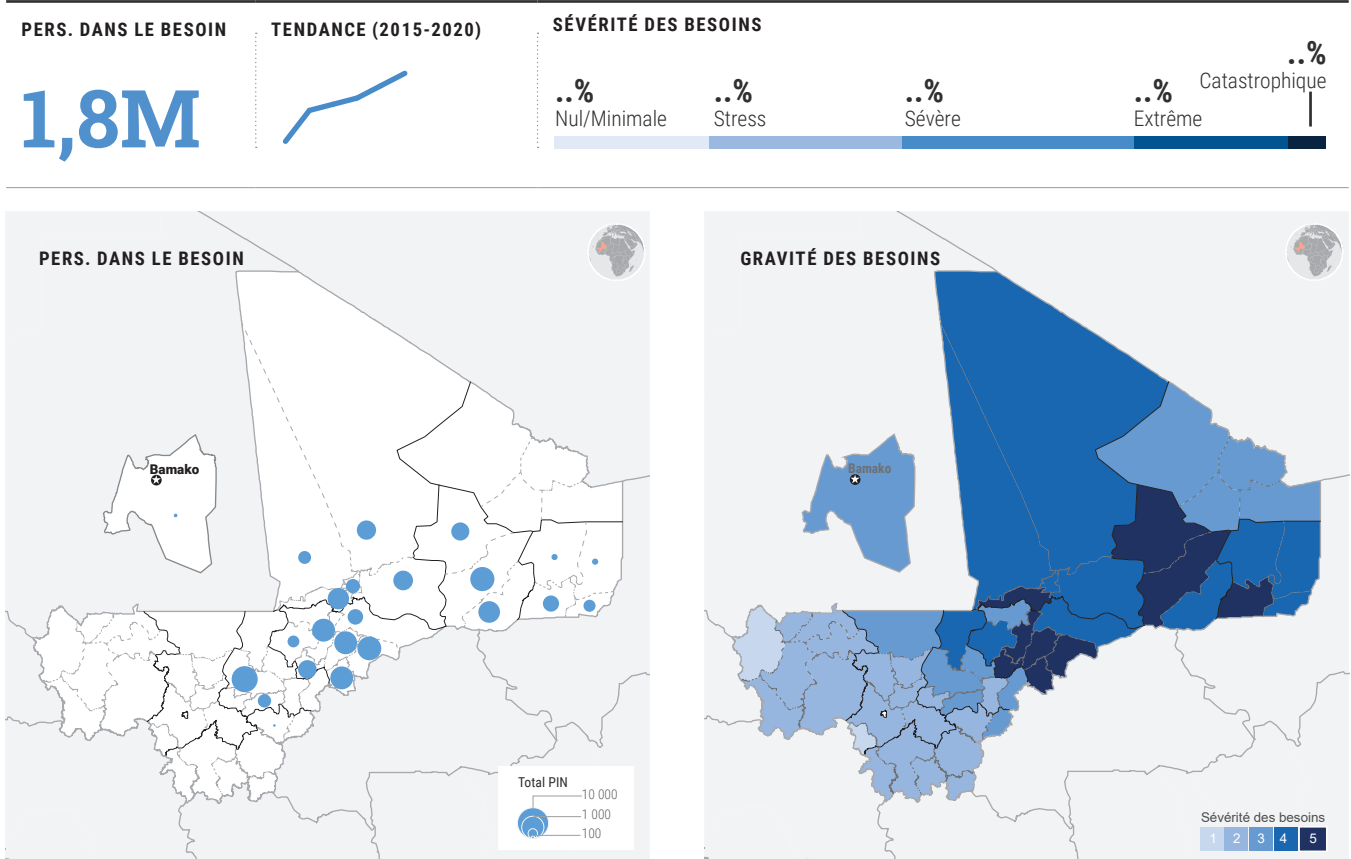
3.5.2 Violences basées sur le genre



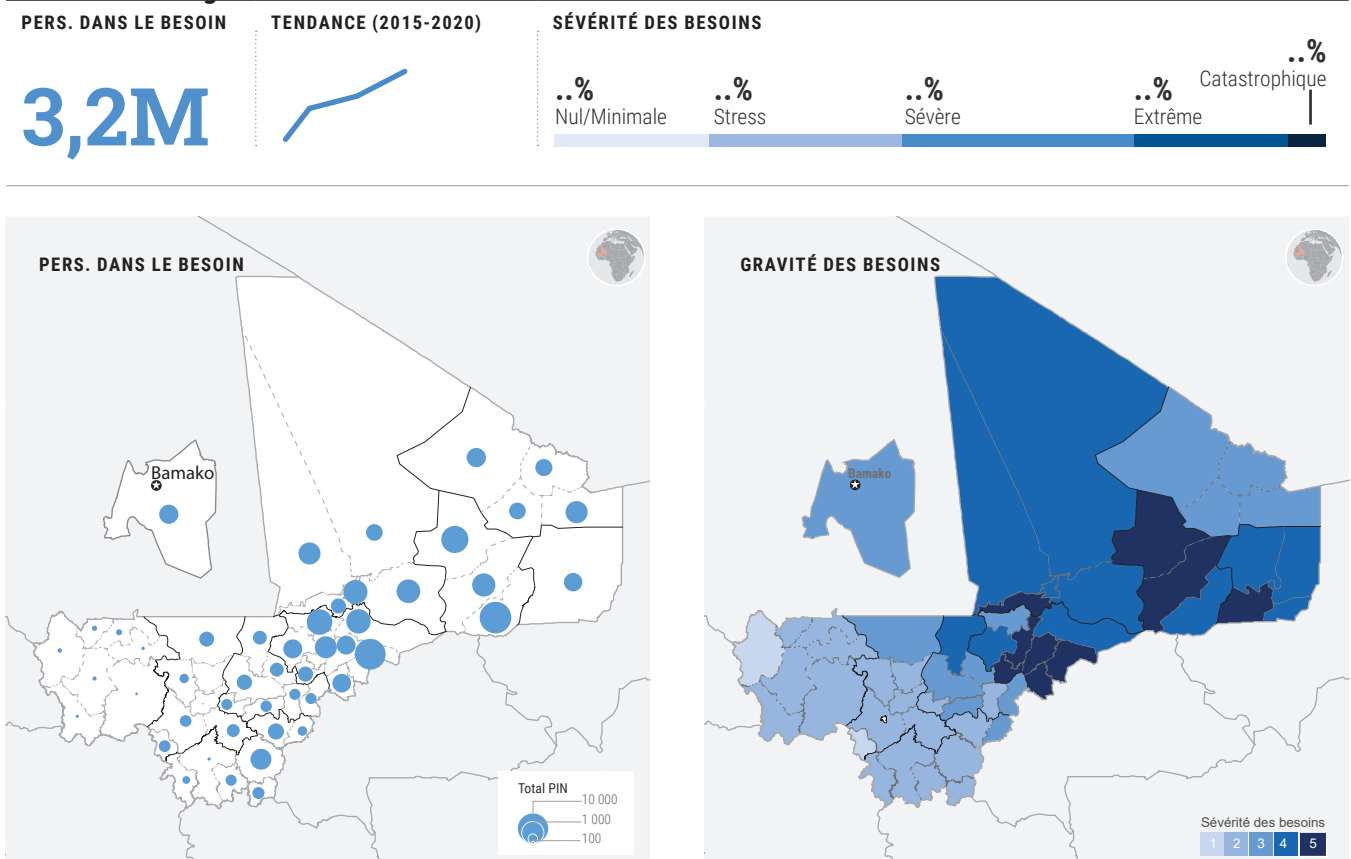
3.5.3 Lutte Antimines Humanitaire (LAMH)



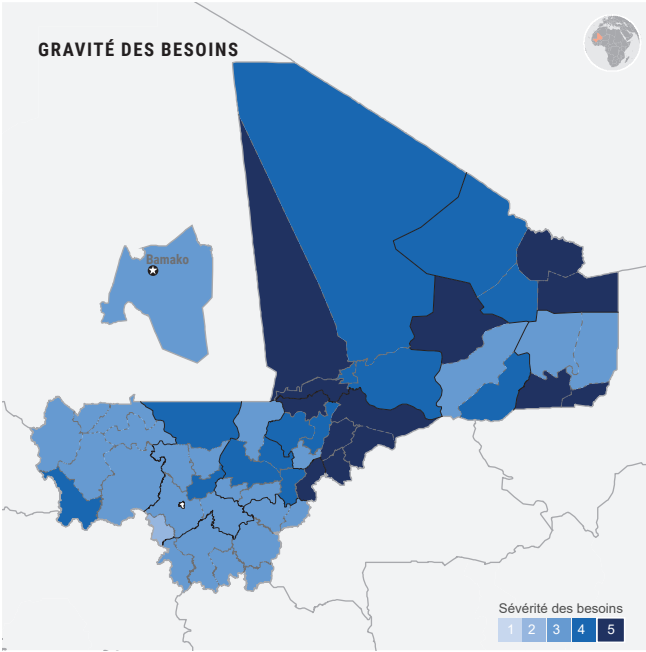
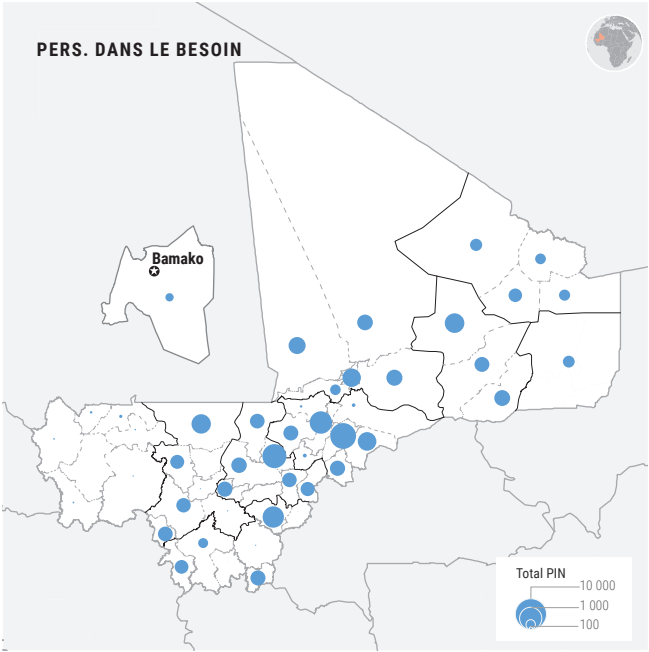
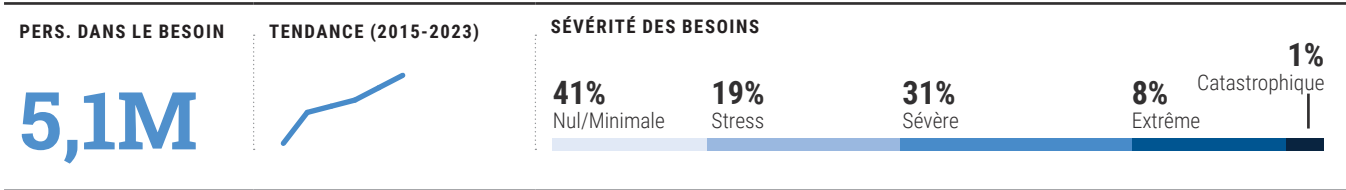
3.5.4 Logement, terres, propriétés et ressources naturelles



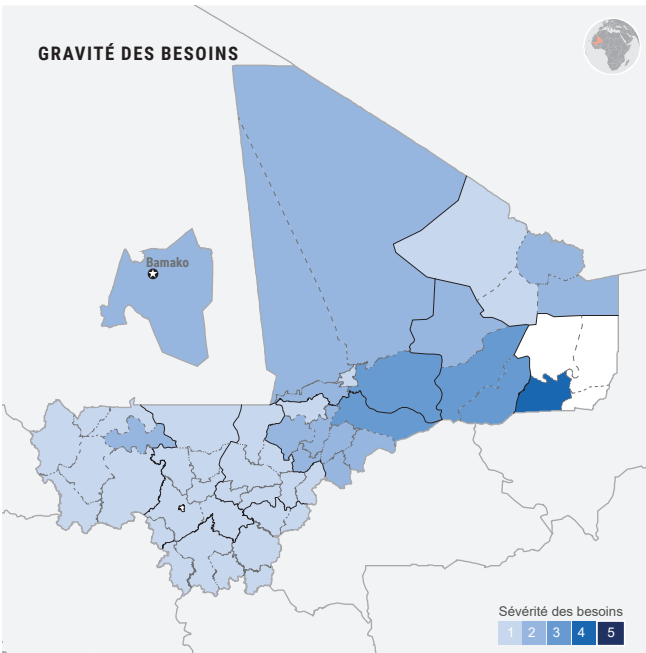
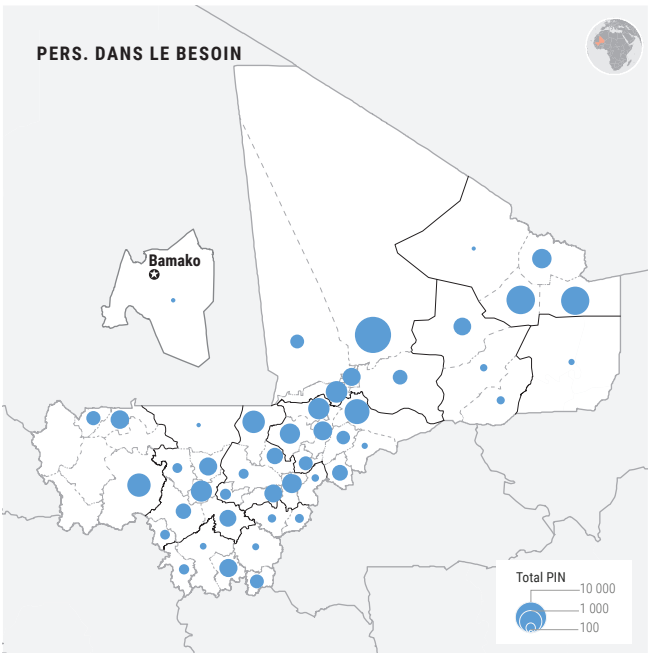
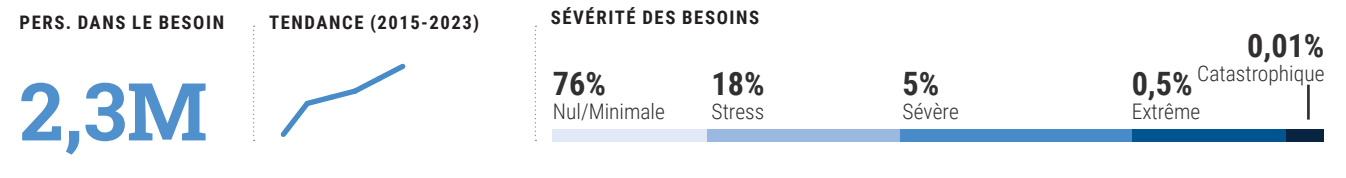
3.5.5 Protection générale



3.6 Santé



3.7 Sécurité alimentaire



3.1 Abris et Biens Non-Alimentaires



| PERS. DANS LE BESOIN | FEMMES | ENFANTS | AVEC UN HANDICAP |
|----------------------|--------|---------|------------------|
| 3,1M | 25% | 52% | 3% |

Contexte humanitaire et populations affectées

Les divers chocs notamment, les conflits, les dégradations environnementales, les inondations et la sécheresse sont les principaux facteurs de déplacement qui ont engendré des besoins cycliques en Abris et Biens Non Alimentaires (ABNA) au Mali. Au cours de l'année, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) a augmenté de 6,5% entre juillet et août 2022. Cette augmentation a été principalement notée dans les régions de Ménaka (+6,6k), Mopti (+44,6k), Gao (+2,34k) et Ségou (+6,7k), et Tombouctou (+2k). Tandis que les besoins en abris et BNA croissent à l'échelle du Mali, le Cluster ABNA a estimé environ 2 879 039 personnes dans le besoin en abris et BNA, sur un total de 5 173 970 personnes affectées. Cette proportion de populations affectées intègre également les groupes de populations vulnérables et les personnes à besoins spécifiques.

Analyse des besoins humanitaires

Le PIN s'accroît pour la troisième année consécutive, atteignant 3 112 952 personnes. Cette croissance est attribuable à la dégradation de la situation sécuritaire au Centre et au Nord, occasionnant de nouveaux déplacements, avec une tendance haussière de 6,5%, soit de 25 716 en juillet à 422 620 PDI en août 2022. L'accueil des nouveaux déplacés se fait soit sur des sites spontanés ou agglomérés (familles d'accueil, sites informels), ou par regroupements temporels apparus dans des localités de Ménaka et Talataye. L'analyse en ABNA a révélé que sur 5 442 307 personnes affectées, 3 112 952 personnes ont des besoins avérés en abris et en biens non-alimentaires, incluant les PDI victimes de conflits, les rapatriés et les déplacés climatiques. Cette

projection est supérieure de 33% à celle de 2021 et s'explique par la stagnation du régime de déplacements prolongés et continus, impliquant des besoins cruels en solutions transitoires et durables dont le remplacement des abris temporaires pour des séjours prolongés dans les sites des PDI. L'instabilité à s'accommoder dans des abris plus sûrs et dignes, constitue un frein au relèvement et leur autonomisation. La DTM d'Août 2022, précise que parmi les 54% des 263 sites et lieux de déplacements, 41% des ménages déplacés vivent dans des abris hors standard comme en pailles/ tôles, contre 23% dans des abris durables. De plus, 6% des ménages sont sans abris dans les cercles de Mopti, Gao, Ménaka, Ségou, Gourma-Rharous, Niono, Bankass et Bourem. Par ailleurs, dans certains sites de déplacements, respectivement, 24% et 21% des ménages déplacés vivent dans des maisons individuelles ou en location, la plupart dans des abris de fortune chez les communautés hôtes.

Projection des besoins humanitaires

Le nombre de personnes en besoin d'assistance en abris et en biens non alimentaires est passé de 2 162 760 en 2021 à environ 3 112 952 personnes projetées pour 2023. Cette augmentation est due notamment à la détérioration générale de la situation humanitaire et sécuritaire dans les régions du Centre et du Sud du pays, en particulier par la recrudescence des violences dans les régions de Ménaka, Gao, Tombouctou et Mopti au cours des huit premiers mois de l'année. La zone du Liptako Gourma, est devenue l'épicentre de cette crise multiforme, confirmant ainsi la complexité de l'assistance humanitaire.

Suivi des besoins humanitaires

Les outils d'analyse, d'identification des besoins et des gaps et l'outil Kobo en ligne pour le monitoring des besoins, développés par le Cluster Abris/BNA pour l'identification et la priorisation des besoins permettront de collecter et de gérer l'information ainsi que d'évaluer les gaps. La synergie avec les autres

groupes sectoriels, le mécanisme RRM, la DTM, la DNDP (Direction Nationale du Développement Social), le comité de pilotage des sites, les points focaux et les services techniques facilitera le suivi. Le Cluster Abris et BNA fera le suivi des besoins couverts et non couverts. Il maintiendra le suivi à distance dans les zones difficiles d'accès.



SENOU/BAMAKO, MALI

Site des PDI de Sénou. Photo : OCHA/Aicha
Walet Elmehedi

3.2

Eau, hygiène et assainissement



| PERS. DANS LE BESOIN | FEMMES | ENFANTS | AVEC UN HANDICAP | AUCUN ACCÈS À L'EAU POTABLE | ASSAINISSEMENT NON ADAPTÉ |
|----------------------|--------|---------|------------------|-----------------------------|---------------------------|
| 3,2M | 51% | 54% | 14% | 33% | 40% |

Contexte humanitaire et population affectées

Les déplacements forcés de populations se sont accentués en 2022 dans les régions du Centre (Mopti et Ségou) et du Nord (Gao, Ménaka, Tombouctou, Taoudénit et Kidal), certains cercles du Sud (Koutiala et Yorosso (Sikasso), Nara (Koulikoro), Diema et Nioro (Kayes)), ainsi que dans le district de Bamako. Ils ont engendré de fortes pressions sur les infrastructures EHA déjà insuffisantes pour les populations non-déplacées. Dans certaines de ces zones où vivent plus de 95% des PDI, moins d'une personne sur deux a accès à l'eau potable (Taoudénit : 25,1%, Gao : 35,3%, Tombouctou : 33,6%, Sikasso : 47,2%), dans d'autres le taux d'accès à l'eau reste faible (54,2% à Kidal, 57,9% à Segou, 59,5% à Mopti, contre 66,8% au niveau national)³⁵.

Les déplacements et les besoins pastoraux accentuent la pression autour des ressources en eau qui se raréfient suite aux effets du changement climatique engendrant des tensions intercommunautaires. Le Mali est également régulièrement affecté par des inondations (plus de 30 000 personnes sinistrées en 2022), la pandémie de COVID-19 et la malnutrition, ce qui engendre des besoins d'assistance d'urgence en EHA. Ces différents facteurs couplés à la dégradation de la situation sécuritaire au sud du pays ont engendré une augmentation des besoins humanitaires EHA ces dernières années.

Analyse des besoins humanitaires

Les besoins en EHA, bien que ressentis sur l'entièreté du territoire, présentent d'importantes disparités

régionales. En effet, selon la MSNA 2022, environ 16% des ménages au niveau national utilisent une source d'eau non améliorée comme principale source d'eau de boisson, notamment dans les régions de Ségou (19%), Koulikoro (26%) et Sikasso (27%). Cette pratique semble plus fréquente en saison sèche pendant laquelle 21% des ménages accédant habituellement à une source d'eau améliorée rapportent ne plus y avoir accès, notamment à Gao (51%) et à Ménaka (57%). Aussi, dans les régions de Kidal (23%) et Ménaka (20%), les ménages mettent plus de 30 minutes pour collecter de l'eau, contre une moyenne nationale de 1,4%. 28% des ménages traitent l'eau avant de la boire essentiellement à l'eau de javel (pour 80% de ces ménages). Aussi, 38% des ménages déclarent rencontrer des difficultés pour accéder à l'eau liées à l'insuffisance de récipients de stockage (14%), l'insuffisance des sources d'eau (12%) entraînant des longues attentes, à la mauvaise qualité de l'eau (9%) et aux longues distances à parcourir (9%).

En matière d'assainissement, 42% des ménages à l'échelle nationale utilisent des latrines non améliorées ou pratiquent la défécation à l'air libre (3%). La défécation à l'air libre est surtout pratiquée à Kidal (11%), Ménaka (10%), Gao et Tombouctou (9%) et Kayes (8%). Plus de 75% de ceux qui utilisent des latrines affirment faire face à des difficultés liées, pour 45% d'entre eux, à la non-séparation des latrines entre hommes et femmes.

Seulement 34% des ménages détiennent un dispositif de lavage des mains (la bouilloire pour 58% des ménages) avec de l'eau et du savon dans leur foyer et 36% ne dispose d'aucun dispositif avec savon et/ou eau. Ce taux est plus important à Sikasso (53%), Kayes

(52%) et Kidal (49%). Aussi, la pratique du lavage des mains est plus courante avant de manger (88%) ou à la sortie des toilettes/latrines (73%) qu'avant de donner du sein ou à manger aux enfants (5%) exposant ces derniers à des risques sanitaires importants. 44% de ceux qui pratiquent le lavage des mains utilisent la cendre (43%) ou uniquement l'eau (1%).

Les disparités entre populations déplacées et non déplacées sont évidentes. Ainsi, parmi les ménages ayant habituellement accès à une source d'eau améliorée, 45% des ménages PDI déclarent ne pas avoir accès à de l'eau propre pendant la saison sèche contre 21% des ménages non déplacés. C'est en matière d'assainissement que les inégalités sont les plus fortes avec seulement 25% des PDI accédant à des latrines améliorées (contre 58%) et 39% (contre 12% pour les populations hôtes) pratiquant soit la défécation à l'air libre (9%) ou un trou ouvert (30%). Aussi, parmi les ménages utilisant des latrines 61% des ménages PDI mentionnent un accès difficile aux personnes âgées ou en situation de handicap au sein du ménage contre 30% pour les ménages non déplacés. Enfin, le manque de dispositif de lavage des mains est plus important au sein de la population hôte (35%) que des ménages déplacés (23%).

Projection des besoins

Le faible nombre de retours des PDI ainsi que le risque probable d'aggravation et de propagation de l'insécurité pourraient augmenter les besoins d'assistance

d'urgence en EHA pour les personnes affectées par les conflits et attaques des groupes armés, les catastrophes naturelles et les pandémies (COVID-19, choléra) pour les années à venir. De plus, la pression engendrée par les déplacements de population sur les infrastructures existantes accélère leur dégradation et diminue un accès à l'eau potable déjà insuffisant.

Suivi des besoins humanitaires

Le cluster EHA procèdera au suivi des besoins sectoriels à travers le monitoring trimestriel des indicateurs de besoins relatifs à l'accès à l'eau, aux ouvrages d'assainissement et au lavage des mains au savon. La collecte de données se fera au niveau ménage au sein de chaque groupe sectoriel à travers l'outil Kobo.

Des matrices de suivi des besoins et des gaps seront régulièrement mises à jour par région en vue de suivre de façon rapprochée la situation des infrastructures EHA, et les gaps.

Les rapports de la Commission Mouvement de Populations seront régulièrement analysés en vue de mettre en évidence les besoins urgents au niveau des sites de déplacés.

Les données de suivi épidémiologique en rapport avec les épidémies (choléra, Covid-19) seront analysées en collaboration avec la santé.

3.3

Éducation



PERS. DANS LE BESOIN

3,9M

FILLES

48%

GARÇONS

52%

AVEC UN HANDICAP

10%

Contexte humanitaire et populations affectées

Depuis plus d'une décennie, le Mali présente d'importantes vulnérabilités en termes d'accès en 2020-2021, le Taux Brut de Scolarisation était de 81% pour les garçons et de 76% pour les filles, tandis que le Taux d'Achèvement est de 51,6% des enfants dans le système éducatif sur la période 2020-2021. D'autres part, une mise à jour de l'Enquête/Étude sur les enfants hors de l'école (OOSC) menées par l'Unicef en 2020 révèle que plus de 2 millions d'enfants sont hors système éducatif. Les attaques contre l'éducation dans les régions du nord et du centre se poursuivent, avec une extension du phénomène dans les régions de Ségou, de Koulikoro et de Sikasso jadis stable. Cette dégradation de la situation sécuritaire a occasionné à ce jour la fermeture de 1 766/8 666 écoles soit 20% des écoles non fonctionnelles, affectant 587 400 enfants et 11 748 enseignants (source : Rapport de juin 2022, du Cluster Education du Mali) privant ainsi les enfants de l'un de leur droit à l'Éducation et les expose à toutes formes de violences.

Les effets des mesures de restriction budgétaire prises par le Gouvernement au lendemain de l'embargo de la CEDEAO (diminution de la contribution de l'état), l'arrêt de certains financements etc. ; les effets de la crise Post-COVID impactent directement le système éducatif déjà fragile.

A cela s'ajoute le déplacement massif de populations dont les plus vulnérables sont des enfants scolarisés de 3 à 18 ans ou tout simplement non scolarisés fuyant avec leurs familles. Selon le rapport DTM du mois d'Août 2022, le nombre de personnes déplacées interne est estimé à 422 620 personnes dont 62% d'enfants âgés de moins de 18 ans soit 263 664 enfants.

Analyse des besoins humanitaires

Au total, 1 766 écoles demeurent fermées en plus de celles détruites par les inondations ou qui ont été occupées par les ménages ayant perdu leurs maisons à la suite des inondations, entraînant la rupture de l'offre éducative avec comme conséquence la déscolarisation momentanée ou définitive et la non-scolarisation de milliers d'enfants. Les éléments décrits ci-dessus mettent en évidence les besoins en fourniture d'abris d'urgence (BNA) et en infrastructures (écoles et abris pour les ménages) pour prévenir l'occupation et la destruction des écoles voire les libérer au cas où elles seraient occupées. Tant que l'insécurité perdurera et si rien n'est fait, un nombre important d'enfants resteront sans alternatives éducatives.

Les élèves sont exposés à la contamination au Covid-19, en particulier les adolescents, suite à l'insuffisance de dispositif de prévention notamment les installations de lavage des mains, les latrines séparées (pour les filles et les garçons, pour les élèves et les enseignants), et l'insuffisance des capacités d'approvisionnement en eau, en vue de garantir le retour et le maintien des enfants à l'école. La faible implication d'acteurs ne favorise pas le renforcement de la résilience des communautés et des structures étatiques à faire face à un risque accru de violence, d'abus, d'exploitation notamment l'enrôlement des enfants dans des groupes armés et de mariage d'enfant

D'après les données de la MSNA 2023, les régions faisant face à un taux important d'enfants hors du système scolaire sont principalement Kidal et Ménaka. En effet, dans la région de Kidal, aucun enfant du cercle d'Abeibara et de Tin-Essako n'a été déclaré comme fréquentant l'école au moins quatre jours par semaine.

C'est le cas de 3% des enfants de Tessalit, alors que 18% des enfants non-déplacés et 16% des enfants PDI semblent fréquenter régulièrement l'école dans le cercle de Kidal. Dans la région de Ménaka, alors que 14% des enfants non déplacés et 7% des PDI fréquentent l'école de manière régulière dans le cercle de Ménaka, moins de 5% des enfants fréquentent une école dans les autres cercles de la région. Moins d'un cinquième des enfants semblent fréquenter les écoles également dans les cercles de Ténenkou (8%) et Youwarou (18%) dans la région de Mopti, de Niono (15%) dans la région de Ségou et de Diré (13%), Goundam (6%) et Niafouké (13%) dans la région de Tombouctou. Les PDI font face à des taux plus faibles de fréquentation scolaire dans les régions de Gao, notamment à Bourem (22% vs 39%) et à Gao (13% vs 37%), de Ségou dans les cercles de Bla (18% vs 26%), de Macina (14% vs 22%), de San (2% vs 39%), de Ségou (7% vs 26%) et de Tominian (4% vs 50%), ainsi que dans les régions de Koulikoro (12% vs 51%) et de Sikasso (37% vs 52%).

Projection des besoins

La poursuite des conflits inter et intra-communautaires et l'insécurité, surtout dans les régions de Mopti et Ménaka risquent d'aggraver la situation de l'éducation des enfants au Mali avec des conséquences psychologiques, physiques etc. La transition politique pourrait également devenir un véritable défi et constituer une source de conflits entre le Gouvernement et les partenaires sociaux de l'éducation en cas de non-respect des engagements qui pourrait provoquer

des grèves. Cette situation impacterait le calendrier scolaire et la qualité de l'éducation. Le calendrier électoral pourrait aussi constituer une source de perturbation des activités du secteur de l'éducation, notamment à travers l'utilisation des salles de classe comme bureau de vote, etc.

Suivi des besoins humanitaires

En 2023, le Cluster Éducation va poursuivre la collecte des données sur la fonctionnalité des écoles, et travaillera en collaboration avec les autres mécanismes de coordination sur les attaques contre l'éducation (MRM, comité Safe School Declaration) et avec les partenaires impliqués dans cette dynamique, notamment l'UNESCO pour améliorer la qualité des données collectées. Il procédera également à travers l'outil ECMT (Education Cluster Monitoring Tool), la DTM (Displacement Tracking Matrix) et les évaluations rapides des besoins éducatifs par l'entremise des membres du Cluster intervenant dans le RRM (mécanisme de réponse rapide) composante éducation, etc.

3.4 Nutrition



| PERS. DANS LE BESOIN | FEMMES | ENFANTS | AVEC UN HANDICAP | FILLES | GARÇONS |
|----------------------|------------|------------|------------------|------------|------------|
| 2,5M | 20% | 80% | 15% | 41% | 39% |

Contexte humanitaire et populations affectées

En 2022, les conflits armés et l'insécurité, les sanctions de la CEDEAO et la crise Ukrainienne, les chocs climatiques, les épidémies, et les effets de la pandémie du Covid-19 ont fortement impacté les moyens d'existence de la population de toute la nation et, par la même occasion, la consommation alimentaire des ménages ainsi que la nutrition, comme montré dans l'analyse IPC Malnutrition aiguë (IPC AMN)³⁷ du mois de Septembre 2022 qui classifie la situation nutritionnelle en « urgence » pour 2023 dans la plupart des cercles du Mali. Les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes sont les personnes les plus durement touchées par cette situation. Il ressort de l'analyse IPC AMN que la situation nutritionnelle pour 2023 est extrêmement préoccupante au Mali. On estime que 2 542 430 personnes sont dans le besoin d'une assistance nutritionnelle d'urgence aussi bien curative que préventive en 2023. Pareillement, 381 364 personnes en situation de handicap sont dans le besoin d'assistance nutritionnelle. On estime également que 843 827 enfants (430 352 filles et 413 475 garçons) souffriront de malnutrition aiguë globale (MAG) au cours des 12 prochains mois. Par ailleurs, 275 665 enfants âgés de 0 à 59 mois souffriront de malnutrition aiguë sévère (MAS), soit une augmentation de 10% des cas MAS par rapport l'année dernière. De plus, 568 162 enfants âgés de 6 à 59 mois sont dans le besoin de traitement de la malnutrition aiguë modérée (MAM). Enfin, 7 000 FEFA seront dans le besoin de traitement de la MAG. Le nombre de personnes qui auront besoin d'une assistance nutritionnelle préventive sous forme de distributions alimentaires ou transfert monétaire,

accompagnée d'intervention de promotion des pratiques de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence (ANJE-U) sera de 973 274 personnes (476 706 enfants de 6-23 mois et 496 568 FEFA). Ces chiffres sont alarmants. Ils sont directement liés à l'aggravation de la situation dans le pays et cela malgré les interventions d'urgence déjà mises en place..

Analyse des besoins humanitaires

La prévalence de la malnutrition aiguë s'est accrue au Mali en 2022 avec des variations considérables selon les régions³⁸. Au niveau national, la prévalence de la MAG en 2022 est de 10,8%, la MAS est de 2,1% dépassant le seuil d'urgence de 2% de l'OMS, et la malnutrition chronique est de 21,9% (soit 1 047 383 enfants âgés de 0 à 59 mois souffrant de retard de croissance)³⁹. Selon l'enquête SMART de 2022, la malnutrition touche sévèrement à la fois les populations hôtes et les personnes déplacées. Il est observé que 16 cercles sur 56 dont Kayes, Bafoulabe, Yelimane, Dioila, Kangaba, Baroueli, Tominian, Mopti, Douentza, Youwarou, Gourma-Rharous, Niafounké, Gao, Tin Essako, Anderamboukane et Tidermene sont dans une situation d'urgence nutritionnelle avec des prévalences de MAG comprises entre 15% et 23%, largement supérieure au seuil d'alerte de 15% défini par l'OMS. Par ailleurs, 14 cercles sur 56 sont dans une situation d'alerte avec des prévalences de MAG comprises entre 10% et 14%. Les sites des personnes déplacées de Mopti (MAG : 23,1%) et de Bamako (MAG : 19,4%) sont dans une situation particulièrement critique. Selon cette même étude, les enfants âgés de 6 à 23 mois

37 Analyse IPC Malnutrition aiguë (IPC AMN) – Septembre 2022

38 Enquête nationale nutritionnelle SMART réalisée en 2019, 2020, 2021 et 2022

39 Enquête nationale nutritionnelle SMART 2022

sont plus affectés par la MAG (15,8%) que ceux de 24 à 59 mois (MAG de 4,5%). En outre, les garçons sont plus affectés par la MAG (12,3%) que les filles (7,8%). Seulement 49,8% des enfants de moins de 6 mois soit environ un enfant sur deux sont exclusivement allaités au sein durant les six premiers mois. L'analyse de la situation nutritionnelle conduite avec IPC AMN en septembre 2022 indique une situation d'urgence nutritionnelle (Phase 3 et plus) dans 36 cercles sur 56. Au total, 721 771 enfants de moins de 5 ans souffrant de MAG sont classés en phase 3 (Urgence) et 103 591 enfants en phase 4 (Crise). 71% de ces enfants malnutris aigus sont dans les trois régions de Kayes, Gao et Mopti. Malgré des progrès ces dernières années, la couverture géographique des services nutritionnels reste insuffisante. Les investissements en matière de nutrition comme la surveillance nutritionnelle, la supervision des agents de santé des réseaux communautaires et la mise à l'échelle des actions préventives demeurent un grand défi. L'exposition aux risques et les problèmes de protection demeurent très élevés dans la plupart des cercles du centre et du nord

du Mali. L'insécurité continue d'exposer les enfants, les femmes, et les filles à des seuils de vulnérabilités très sévères, les poussant parfois à recourir à des mécanismes d'adaptation et de survie délétères.

Projection des besoins humanitaires

Si rien n'est fait en début 2023, selon la classification IPC AMN, plusieurs cercles pourraient basculer en phase sérieuse ou critique dans les régions de Koulikoro, Ségou, Mopti, Ménaka, Kayes, Gao, Taoudénit et Tombouctou.

Suivi des besoins humanitaires

Le suivi des besoins en 2023 se fera périodiquement à travers les indicateurs de MAG et ANJE (Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant) collectés par le système de surveillance nutritionnel et alerte précoce, les enquêtes nutritionnelles SMART et l'analyse IPC AMN.

3.5 Protection



| PERS. DANS LE BESOIN | FEMMES | ENFANTS | AVEC UN HANDICAP |
|----------------------|--------|---------|------------------|
| 4,3M | 20% | 60% | 10% |

Contexte humanitaire et population affectées

La crise malienne multiforme affecte lourdement l'espace de protection exposant les populations civiles à de nombreuses atteintes sur les personnes et sur les biens, les contraignant à des déplacements forcés qui les fragilisent davantage augmentant ainsi les risques de mécanismes d'adaptation négatifs et leur exposition aux différentes formes de traite d'être humain.

Personnes affectées

En 2023, sur un total de 4,9M de personnes affectées, le cluster Protection estime que 4,3M de personnes ont un besoin urgent de protection. Il s'agit du nombre total de personnes déplacées internes (PDI), et un pourcentage représentatif des personnes retournées, des personnes rapatriées et de la population locale dans les cercles prioritaires des régions de Gao, Kidal, Ménaka, Mopti, Ségou, Tombouctou, Kayes, Koulikoro, Sikasso et Bamako. Parmi les personnes dans le besoin figurent 2 570 122 enfants (dont 1 339 020 filles et 1 231 102 garçons), 1 594 251 adultes (dont 852 426 femmes et 741 825 hommes) et 135 859 personnes âgées (dont 75 744 femmes et 60 116 hommes). Parmi ces personnes dans le besoin, près de 10% sont des personnes vivant avec un handicap ⁴⁰.

Analyse de protection

La détérioration de la situation sécuritaire notamment dans les zones du Centre et du Nord, a conduit à une augmentation des incidents et des violations des droits humains. De janvier à septembre 2022, 6 852

incidents ⁴¹ de protection ont été enregistrés contre 5 124 pour la même période en 2021. Les systèmes de monitoring spécialisés confirment cette tendance avec plus de 800 violations graves des droits de l'enfant ⁴², et 9 908 incidents rapportés de violences basées sur le genre (VBG).

En effet, les attaques contre les villages et les infrastructures (écoles, centres de santé, points d'eau, ponts, greniers) accompagnées des différentes formes d'atteintes à l'intégrité physique des personnes et aux biens telles que (liste non exhaustive) les meurtres, enlèvements (notamment de femmes), viols (y compris violence sexuelles liées au conflit (VSLC)) recrutement dans les groupes armés, pillages de biens, destruction de moyens de subsistance, vol de bétail, contraignent les populations à se déplacer vers les localités perçues plus sûres.

Néanmoins, il a été noté que ces mouvements les exposent largement aux engins explosifs, augmentent les risques de recrutement et d'utilisation des enfants par les acteurs armés, d'exploitation sexuelle et autres formes de traite d'être humain en plus de les exposer aux risques d'arrestations arbitraires en raison de l'absence fréquente de documentation civile en particulier pour les personnes déplacées. De plus, l'indisponibilité des services permettant une prise en charge intégrée accroît les vulnérabilités de ces populations déjà fragilisées, requérant ainsi un renforcement des mécanismes communautaires nécessaires pour minimiser ces risques de protection.

⁴⁰ Selon les statistiques mondiales OMS il convient de toujours compter entre 10 et 15% de la population.

⁴¹ MRM, données semestrielles de janvier à juin 2022

⁴² GBVIMS

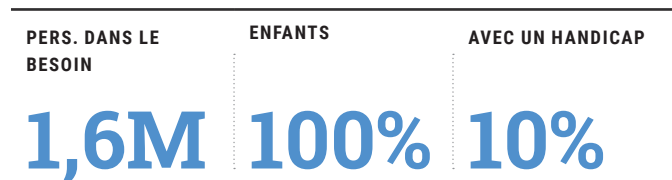
Projection des besoins humanitaires

En raison de la dégradation du contexte sécuritaire qui impacte négativement l'environnement de protection, les attaques visant les civils engendrent des déplacements forcés de populations, augmentant ainsi les risques et besoins de protection.

Suivi de la réponse aux besoins

Le cluster protection fera le suivi de la réponse grâce à différentes sources telles que les informations collectées par le monitoring de protection, les systèmes de monitoring spécialisés et les évaluations rapides de protection faisant ressortir les incidents de protection et les violations des droits humains mais également les indicateurs établis par le Cluster Protection et ses domaines de responsabilité et le renseignement des différentes matrices de suivi par les partenaires. Et, enfin, par le renforcement de la collaboration avec les autres secteurs qui référeront les cas de personnes en besoin de protection.

Protection de l'enfant



Les enfants paient le plus lourd tribut en tant que victimes de violations graves de leurs droits en particulier au centre et au nord du Mali, notamment leur recrutement et utilisation par des groupes armés, les enlèvements, les attaques contre les structures sanitaires et éducatives. Plus de 800 violations graves ont été vérifiées entre janvier et juin 2022 contre 787 violations⁴³ pour la même période de 2021.

En septembre 2022, les enfants représentaient 63% des personnes déplacées (soit 263 664 enfants dont 51% de filles). Entre janvier et octobre 2022, 2 067 enfants non-accompagnés ou séparés dont 715 filles ont été

identifiés et pris en charge⁴⁴ soit une hausse de 37% comparé à la même période de 2021.

Similairement, 478 enfants (124 filles) associés aux groupes et forces armés ont été identifiés et pris en charge soit 47,4% de la cible prévue par le sous-cluster. Bien que la majorité des garçons rejoignent ces groupes armés par manque de perspectives socio-économiques, les filles sont souvent victimes d'enlèvement, de mariages forcés et d'exploitation sexuelle ou dans le cadre du travail domestique.

Les besoins des enfants augmentent alors que le pays reste confronté à plusieurs défis, notamment l'accès limité, l'insuffisance des acteurs de protection de l'enfant et le déficit des services sociaux de base. Par ailleurs, des récentes inondations à Bourem, Djenné et Niono ont aggravé la situation déjà précaire pour les personnes déplacées ainsi que pour les populations hôtes.

En 2023, le domaine de responsabilité de la Protection de l'enfant estime que 1 644 370 enfants (50,85% de filles) auront un besoin renforcé de protection dans les régions de Mopti, Ségou, Gao, Tombouctou, Kidal, Ménaka et du District de Bamako contre 1 592 877 enfants en 2022. Les besoins des enfants affectés par le conflit incluent la prise en charge holistique des enfants en besoin spécifiques, le soutien psychosocial individuel ou communautaire dans des espaces sécurisés dédiés, l'accès à l'alimentation, à l'hygiène, et à l'éducation. En outre, les activités de sensibilisation sur la protection des enfants, y compris sur la documentation civile, ainsi que le renforcement des mécanismes communautaires de protection constituent des actions prioritaires pour l'année 2023.

Suivi de la réponse aux besoins

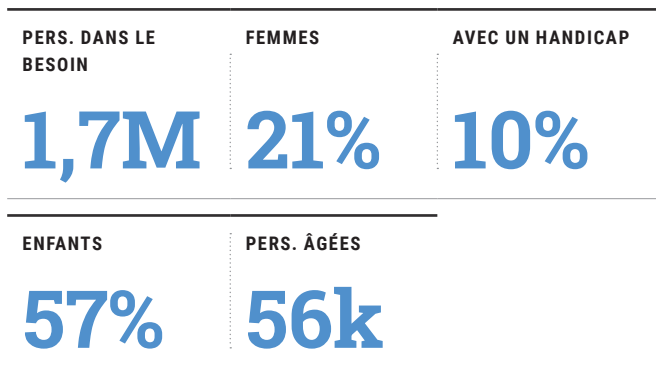
Le suivi de la réponse aux besoins de protection de l'enfant se fera à travers les outils mensuels de collecte de données et de l'outil 5W. En outre le mécanisme de surveillance et de rapportage (monitoring and reporting mechanisms - MRM) et la cartographie interactive des

⁴³ Les six violations graves commises contre les enfants incluent les recrutements et utilisation d'enfants, les meurtres et mutilations, les enlèvements, les viols et autres formes de violences sexuelles, les attaques contre les écoles et les hôpitaux, et les dénis d'accès humanitaire.

⁴⁴ Commission Mouvements de Population (CMP)

services protection de l'enfant et violences basées sur le genre et des systèmes de référencement associés fournirons des éléments actualisés sur la situation des besoins des enfants. Enfin, les évaluations rapides de protection et les évaluations multisectorielles incluant la protection de l'enfant, permettront également de suivre les besoins des enfants suite à des situations spécifiques.

Lutte anti mines humanitaire



De janvier à octobre 2022, le Service de lutte antimines humanitaire des Nations Unies a enregistré 172 engins explosifs dont 95% sont des engins explosifs improvisés (EEI)/mines, pour un total de 259 blessés et 92 morts (militaires et civils). Bien que cela représente une diminution par rapport à 2021 (254 engins explosifs et 418 victimes), la population civile demeure proportionnellement très affectée et représente près de 50% du total des victimes (28% en 2021).

Les conséquences des engins explosifs sont physiques et psychologiques, immédiates et sur le long terme. Elles limitent l'aide humanitaire, les déplacements des communautés, leur accès aux services sociaux de base, aux ressources naturelles et aux moyens de subsistance ainsi que leur capacité à poursuivre leurs activités quotidiennes.

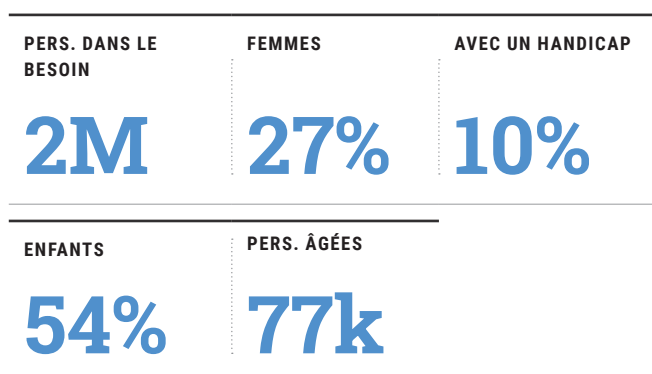
La région de Mopti demeure la plus affectée par les EEI/mines (2022: 36% pour environ 80% du nombre total des victimes civiles). En 2022, la menace s'est intensifiée dans les régions de Ségou (25% en 2022 contre 10% en 2021) et Tombouctou (12% en 2022 contre 10% en 2021) alors qu'une diminution a été enregistrée dans les régions de Gao et Kidal. L'expansion de la contamination vers le Sud continue

en 2022 avec 7% des EEI/mines enregistrés à Koulikoro, Sikasso et Kayes.

La menace explosive essentiellement localisée sur les principaux axes routiers affecte de manière indiscriminée les populations hôtes et déplacées. Près de 44% des EEI/Mines ont été activés par les victimes (contre 69% en 2021). Les usagers de la route et les personnes se rendant aux marchés et aux foires en particulier les hommes (70% des victimes civiles) sont parmi les personnes les plus exposées aux risques, en raison de leur mobilité sur les axes routiers. Quant aux restes explosifs de guerre (REG), les enfants représentent la majorité des victimes (particulièrement les garçons), en raison notamment de leur méconnaissance des risques, de leur curiosité et de certaines activités à risque comme la collecte de restes de métaux.

XXX personnes sont estimées dans le besoin de protection par rapport à la menace explosive.

Violences basées sur le genre



Entre janvier et octobre 2022, 11 534 cas de VBG ont été rapportés par le GBVIMS. 98% des survivants(es) sont des femmes dont 36% de filles de moins de 18 ans. Les violences sexuelles demeurent prédominantes avec 56% des cas dont 39% de viols, suivis des agressions physiques et psychologiques (14%), 11% sont des cas de déni de ressources et 7% sont des cas de mariages précoces. Il est important de noter que 2% des cas concernent les hommes et les garçons.

Malgré la présence des guichets uniques pour des services holistiques dans les chefs-lieux des régions, le Centre et du Nord font face aux plus grands défis

dans l'accès aux services spécialisés de prise en charge. Notamment pour les communautés rurales et les personnes déplacées internes en raison de leur méconnaissance, la peur de stigmatisation ou représailles de la part des groupes armés réfractaires aux programmes de promotion et de protection des femmes et filles. Enfin, la présence d'engins explosifs altère la liberté de mouvement notamment sur les axes routiers et restreint la capacité d'accès aux services, le déploiement d'équipes mobiles ou le pré-positionnement des kits post-viol dans les structures sanitaires.

Sur la période donnée, 89% à 96% des survivant(e)s, n'ont pas eu accès à l'hébergement en lieu sûr et à la réinsertion socio-économique et respectivement 66% et 88% des survivants(es) ont refusé l'assistance juridique et sécuritaire par peur de représailles et de stigmatisation. L'assistance médicale, bien que disponible dans les centres de prise en charge holistique, n'a été accessible que pour 16% des survivant(e)s. Enfin, près de 96% des survivant(e)s n'ont pas eu accès à des activités de réinsertion socio-économique, essentielles pour leur reconstruction individuelle.

Projection des besoins humanitaires

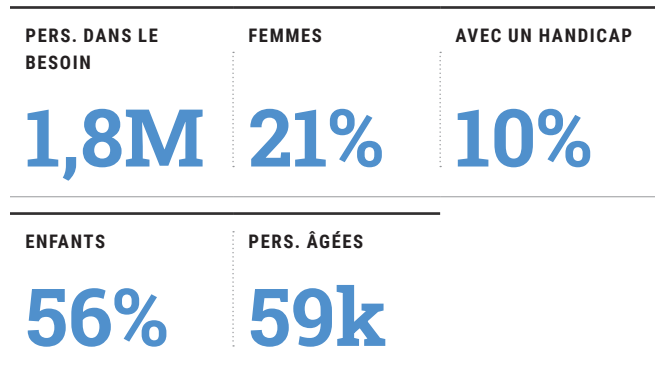
En 2023, le Sous-Cluster VBG estime que 1 581 856 personnes dont 506 400 filles de -18 ans ; 336 277 garçons de -18 ans, 431 787 femmes adultes et 307 392 hommes adultes seront dans un besoin de protection contre les VBG dans les régions du Gao, Kidal, Tombouctou, Mopti, Ménaka, Ségou et du District de Bamako. Les besoins des personnes à risque incluent l'accès aux services holistiques de prise en charge des cas de VBG, la gestion des cas personnalisés et à distance, le soutien psychosocial individuel ou intégral à travers les centres de femmes et les équipes mobiles.

Suivi de la réponse aux besoins

Le suivi de la réponse aux besoins de protection contre les VBG se fera à travers les outils mensuels de collecte de données (GBVIMS, MARA et d l'outil 5W. Mais également la cartographie des services spécialisés et acteurs, La situation mensuelle, des kits

de dignité et kits SR d'urgence, ainsi que la disponibilité des mécanismes de référencement serviront de base pour un suivi constant sur la situation des besoins des personnes survivantes de VBG mais aussi des personnes à risque d'incidents de VBG. Afin de suivre les besoins des personnes à risque de VBG suite à des situations spécifiques, le sous cluster VBG entend renforcer sa participation aux évaluations rapides de protection et les évaluations multisectorielles y compris les évaluations spécifiques VBG.

Logement, terres, propriétés et ressources naturelles



Les besoins d'accès aux droits au Logement, Terre, Propriété, et aux Ressources Naturelles au Mali se sont accrus depuis 2012. Les différentes dimensions de la crise, sécuritaire, humanitaire, économique, les effets du changement climatique notamment, les inondations, la montée des eaux, la sécheresse, provoquant les mauvaises récoltes et la perte des bétails impactent de manière considérable les populations et conduisent à des déplacements massifs. En 2022, 1 796 027 personnes affectées par la crise sont en situation de besoin de protection de leurs droits d'accès aux LTPRN au Mali.

De nombreuses violations des droits LTPRN ont été enregistrées aussi bien dans les zones de déplacement que de retour. En 2022, les données du monitoring de protection Indiquent 15 132 cas de violations des droits de propriété dans les régions de Gao, Mopti, Koro, Ségou, Ménaka et Tombouctou, dont 517 incidents de destruction et incendies volontaires des biens personnels et infrastructures, 257 cas d'occupations secondaires, 341 litiges fonciers, et 14 277 cas d'expulsions forcées de logements et infrastructures publics occasionnant des déplacements continus des populations. À ce jour, les défis LTPRN restent très

élevés dans ces régions, où ont été comptabilisés un nombre important d'incidents liés à l'accès aux abris sécurisés pour les populations PDI au cours de leur déplacement et un nombre important des cas de tension entre les communautés PDI et les communautés hôtes autour des ressources naturelles qui se raréfient. En effet, si 78% des femmes vivent en milieu rural, elles ne détiennent que 10% des droits d'utilisation des terres et 8% des titres fonciers. Les personnes déplacées sont également confrontées à un manque d'espace dans les zones rurales et urbaines, à un accès limité aux ressources naturelles, aux occupations irrégulières, au coût élevé des loyers, à l'absence de documents de sécurisation foncière, et au manque d'informations sur leurs droits LTPRN.

Les difficultés d'accès aux droits LTPRN sont exacerbées par des facteurs tels qu'une faible prise en compte des textes juridiques et le fonctionnement limité des structures techniques, des procédures coûteuses et complexes de résolution judiciaire des différends fonciers, les difficultés d'accès aux mécanismes communautaires de résolution des conflits fonciers.

Projection des besoins humanitaires

Malgré des avancées législatives et politiques modestes mais cruciales, de nombreux problèmes continuent d'entraver la pleine réalisation des droits fonciers et immobiliers à l'habitation (LTPRN) pour la population touchée par le déplacement au Mali. Les droits des personnes fortifiées sont une question clé de protection et transversale à travers le Mali. Les problèmes de LTPRN dans le pays contribuent régulièrement aux conflits et aux déplacements et constituent souvent des obstacles importants à la réalisation de solutions durables. Selon les données monitoring protection et les évaluations multisectorielle, environ 1 796 027 personnes sont touchées par les problèmes de LTPRN et ont besoin d'interventions.

Suivi de la réponse aux besoins

Le suivi de la réponse aux besoins de l'AoR LTPRN se fera à travers le rapportage mensuel des réunions de coordination des membres de l'AoR, le renseignement

mensuel de la matrice 5w et la mise jour du Dashboard LTPRN. D'autre part, les évaluations rapides de protection (RRM) et les évaluations multisectorielles de protection et le monitoring de protection permettront de suivre également les besoins LTPRN.

Documentation civile et identité légale

De 2012 à 2022 presque 3/5 des centres d'état civils dans les régions du Nord et Centre ont un fonctionnement limité. Pour l'année 2022, selon l'évaluation du monitoring de protection, 14 centres d'état civils ont été incendiés ou saccagés par les GANE dans les régions de Ménaka, Mopti, Koro, et de Tombouctou, en plus des menaces et des enlèvements d'officiers d'état civils enregistrés. Toutes ces situations ont un impact direct sur l'accès aux documents civils dans les régions affectées par le conflit.

D'après le rapport d'analyse sur "les PDI, Réfugiés et retournés sur l'accès à l'identité légale" publié en janvier 2022, près de 64% des personnes déplacées à l'intérieur du pays, dont 153 615 enfants, ne possèdent pas d'acte de naissances.

En 2022, selon différentes sources, près de 520 251 personnes dont 305 327 enfants n'ont pas d'acte de naissance. Les régions les plus touchées sont celles de Mopti (47%), Tombouctou (19%), Gao (12%), Ségou (12%), Ménaka (5%). On estime à 901 692 (dont 540 107 femmes) en 2022, les personnes n'ayant pas accès aux services d'état civil pour l'obtention d'un acte de naissance, la carte d'identité, la carte NINA etc.

Cette situation affecte le droit d'accès d'un grand nombre d'enfants à l'éducation en particulier dans les zones en proie aux conflits aggravant les risques de mariages forcés des enfants, de travail des enfants, d'exploitation sexuelle et de recrutement par les GANE. Bien qu'il demeure un droit fondamental pour les personnes, près 900 169 personnes en situation de déplacement ne disposent pas de document civil au Mali. De plus, dans un contexte sécuritaire sensible, l'absence de document civil constitue un défi additionnel pour les personnes dans l'accès aux services sociaux de base.

Enfin, le « Rapport d'évaluation du système d'enregistrement des faits d'état civil et de la production des statistiques de vie au Mali » de 2016 révèle les facteurs entravant le bon fonctionnement de ce système d'état civil tels que: le manque de formation, de motivation des agents, le manque d'information publique sur l'importance de l'enregistrement des naissances, l'éloignement des centres d'état civil des populations, l'absence de contrôle judiciaire du fichier d'état civil, le manque de moyens, l'absence de décret d'application de la loi (code des personnes et de la famille du 30 décembre 2011, la mauvaise conservation des archives. En 2012, quatre-vingt-sept (87) des centres d'état civil à Tombouctou (52), Gao (24), Kidal (11) ont été saccagés et détruits lors du conflit et n'ont toujours pas été reconstruits.

Projection des besoins humanitaires

Les services de la Documentation Civile se trouvent dans une situation critique et sont aggravés par le conflit qui affecte l'ensemble du pays. Près 900

169 personnes n'auraient pas de document civil et administratif dont 64% des personnes déplacées à l'intérieur du pays, et plus 87 centres d'état-civil seraient aujourd'hui complètement détruits en raison du conflit

Suivi de la réponse aux besoins

Le suivi de la réponse aux besoins du GT-Documentation Civile se fera à travers le rapportage mensuel de réunion de coordination des membres du groupe, le renseignement mensuel de la matrice 5w et la mise à jour du Dashboard Documentation Civile. D'autre part, les évaluations rapides de protection (RRM) et les évaluations multisectorielles de protection et le monitoring de protection permettront de suivre également les besoins Documentation Civile.

3.6 Santé



PERS. DANS LE BESOIN

5,1M

FEMMES

55%

ENFANTS

63%

AVEC UN HANDICAP

15%

COUVERTURE VACCINALE DES ENFANTS

77%

Contexte humanitaire et populations affectées

La détérioration de l'état de santé de la population et par ricochet des indicateurs de santé demeure préoccupante. Ceci est largement dû à la difficulté d'accéder aux populations les plus vulnérables mais aussi à la forte réduction de la fonctionnalité des structures sanitaires. Ces dernières ne sont pas épargnées par les attaques perpétrées dans les différentes localités.

L'opérationnalité des structures sanitaires hypothéquée (HeRAMS 2022), le risque de décès maternel croissant dans un contexte de Pandémie COVID-19 (HeRAMS : 2022) avec ses conséquences sur le système de santé et ses ressources. Ainsi de nombreux besoins sanitaires des populations les plus vulnérables restent non couverts en raison du manque d'accès et d'utilisation des services de santé de base de qualité. En 2022 nous notons une diminution de près de 3 millions du nombre de consultations comparativement à 2021. Ceci est dû à la non-fonctionnalité des formations sanitaires. 3% de ces dernières étaient non fonctionnelles ou partiellement fonctionnelles. A cela s'ajoute l'impact négatif de la COVID-19 et des attaques qui réduisent l'accessibilité des FOSA. Dans la même lancée, les accouchements assistés ont diminués de 200 000 par rapport à 2021.

La pandémie de la COVID-19 continue à impacter le système de santé. Mais l'action des humanitaires aide à rendre plus performantes les zones les plus affectées par l'insécurité. L'exemple de la vaccination COVID-19 est parlant. En effet les régions du Nord affichent les taux de couverture les plus élevés en dehors de Bamako. Ménaka a le plus fort taux de personnes

complètement vaccinées avec respectivement 65,48% sur la cible et 28,60% sur la population générale. Plus de 5% des structures sanitaires ne sont pas fonctionnelles avec une présence limitée des partenaires œuvrant dans les gestions des soins de santé primaire.

En 2022, le Mali a connu des épisodes de rougeole. Quarante-trois sur soixante-quinze (43/75) soit 57% des districts sanitaires ont enregistré au moins un épisode d'épidémie confirmée de rougeole.

Analyse des besoins humanitaires

La situation sanitaire au Mali continue à subir les vagues de la COVID-19 même si cela a une ampleur moindre que les années passées. Cette année, les inondations, dues à une forte pluviométrie, ont contribué à complexifier la crise humanitaire. A Mopti 13 villages ont été affectés avec comme conséquence 9 206 personnes impactées et 1 410 ménages sinistrés. 3 685 maisons ont été détruites et 56 points d'eaux endommagés sans compter les CSCom inondés. L'insécurité récurrente et en expansion vers les zones jadis paisibles durant l'année 2022 impacte négativement les conditions de vie des populations et réduit considérablement l'accès aux services de santé.

A la date du 16 octobre 2022, le cumul des cas confirmés de COVID-19 depuis le début de l'épidémie est de trente-deux mille sept cent neuf (32 709) personnes ; le cumul des guéris est plus que trente un mille huit cent soixante-cinq (31 865) personnes soit un taux de guérison de plus de 97,41% ; sept cent quarante-deux (742) décès sur les 32 709 cas soit une létalité globale de 2,26% ;

L'absence du personnel et la contamination du personnel médical par la COVID-19 impactent négativement les consultations, les accouchements et les couvertures vaccinales. La couverture vaccinale chez les enfants est de 77%, ce qui dénote d'une légère amélioration par rapport à 2018 (70%).

Cette faible couverture vaccinale augmente la vulnérabilité aux épidémies, notamment la rougeole.

Une faible disponibilité des services de santé de la reproduction, obstétricaux et néonataux d'urgence. Dans ce contexte, un peu plus de 70% des femmes accouchent sous assistance d'un personnel de santé qualifié.

Des gaps persistants et liés à un faible accès humanitaire pour répondre aux problèmes de santé des populations ayant une faible couverture en activités à base communautaires.

Projection des besoins humanitaires

L'effet combiné de la crise humanitaire prolongée depuis 2012, des chocs liés aux aléas climatiques fait que le Mali est en permanence exposé à une crise humanitaire et aux catastrophes naturelles. Le contexte national d'instabilité politique, avec les échéances électorales de 2023, constitue un défi supplémentaire à l'action humanitaire sur le volet santé.

Le secteur de la santé continuera à porter une attention particulière sur les groupes vulnérables, la santé maternelle et infantile tout en promouvant une action humanitaire saine basée sur la prévention des VBG et abus sexuels.

Les PDI, les retournés et les rapatriés continueront de bénéficier d'un accès aux services de santé pour sauver des vies. 255 000 enfants de moins de 5 ans sont ciblés par les services de santé préventive, curative et promotionnelle dont la prise en charge du paludisme, des infections respiratoires aiguës, des maladies diarrhéiques, de la rougeole et la malnutrition sévère à travers les postes médicaux avancés et les cliniques mobiles.

Suivi des besoins humanitaires

Le secteur santé continuera à œuvrer avec le ministère de la santé au niveau national à travers la direction générale de la santé (DGS), au niveau des régions avec les Directions régionales de la santé (DRS) et des districts sanitaires (DS) afin de disposer de l'information sanitaire de qualité et à temps. Le cluster Santé va contribuer à la collecte, l'analyse et la dissémination des données de la Surveillance intégrée de maladies et riposte (SMIR) et du système d'information sanitaire (DHIS2). Le cluster va continuer à promouvoir le déploiement d'un système d'alerte précoce au niveau communautaire. Cela permettra au système de détecter rapidement les événements de santé publique et y apporter une réponse adéquate et dans les meilleurs délais d'une part, et de suivre la tendance des maladies à potentiel épidémique.

En outre, le cluster assurera un rapportage mensuel par la matrice 3W, la cartographie des acteurs et de gaps par district sanitaire et par région.

Un dispositif de remontée des plaintes dans le cadre de la réponse auprès des bénéficiaires sera mis en place.

3.7 Sécurité alimentaire



| PERS. DANS LE BESOIN | FEMMES | ENFANTS | AVEC UN HANDICAP |
|----------------------|--------|---------|------------------|
| 2,3M | 23% | 54% | 15% |

Contexte humanitaire et populations affectées

La situation humanitaire au Mali est marquée par la combinaison de plusieurs chocs qui impactent négativement la sécurité alimentaire et les conditions de vie des populations les plus vulnérables. Parmi ces chocs, les plus déterminant sont les changements climatiques, le conflit et la hausse des prix des denrées alimentaires. Pour l'année 2022, en l'absence d'une mise à jour du Cadre Harmonisé en Mars 2022 au Mali, les hypothèses formulées permettaient de projeter 2,2 à 2,4 millions de personnes en insécurité alimentaire aigue pendant la soudure 2022. Cela serait largement au-dessus des 1,8 millions de personnes estimées en crise alimentaire et pire en novembre 2021 dont 54% de filles et garçons de moins de 18 ans et 23% de femmes de plus de 18 ans.

Par ailleurs, pour l'année 2023, en dépit des poches de sécheresse ayant impacté 2,3 millions de personnes⁴⁵ et de la persistance de l'insécurité par endroit, la campagne agricole 2022/2023 est jugée moyenne à bonne sur l'ensemble du territoire⁴⁶. Les prix des principales céréales locales (mil, sorgho, maïs) qui étaient en hausse depuis octobre 2021 ont entamé une tendance baissière depuis septembre 2022, sans doute du fait des perspectives de bonne production agricole. L'analyse de l'ensemble de ces données a permis d'estimer que 1 246 406 personnes sont attendues en insécurité alimentaire aigue en 2023, dont 1 671 personnes en phase catastrophe dans le cercle de Ménaka. Ces projections pourraient se détériorer s'il y a de nouveau une augmentation de l'insécurité dans les régions du Centre et du Nord

Analyse des besoins humanitaires

La hausse du nombre de personnes en insécurité alimentaire aigue poursuit une évolution en dents de scie depuis 2014. Au vu de la complexification de la crise au Mali, cette tendance devrait se maintenir. Les régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire aigue sont celles les plus touchées par l'insécurité civile : Mopti, Segou, Gao, Ménaka et Tombouctou. Dans ce contexte, l'analyse des besoins sectoriels doit se faire à deux niveaux : le court terme et le moyen-long termes. Sur le court terme, les besoins portent sur l'accès à la nourriture pour les populations hôtes pendant la période de soudure mais aussi pour les populations en déplacement forcé. A cela s'ajoutent d'autres besoins comme l'accès aux marchés fonctionnels pour l'approvisionnement, l'accès sécurisé à la terre pour la production agricole. Au niveau de l'élevage, il est nécessaire d'avoir un accès aux pâturages/ aliments bétail, aux points d'abreuvement, aux intrants vétérinaires et aux services de santé animale. Aussi, plus globalement, un appui aux moyens d'existence est nécessaire (accès aux intrants agro-sylvo-pastoraux améliorés, reconstitution du cheptel) pour les 2,1 millions de personnes. A moyen-long terme, les besoins suivants, en plus de ceux listés plus haut, sont nécessaires pour le renforcement de la résilience communautaire : i) appui-conseils dans les secteurs de l'agriculture, élevage, aménagements agricoles, pêche etc. ; ii) réhabilitation des infrastructures sociales de base ; iii) réhabilitation des infrastructures et actifs agro-sylvo-pastorales et aquacoles productifs (périmètres irrigués, mares, lacs, points d'eau, espaces pastoraux, etc.), iv) relance/ dynamisation du circuit économique à travers la promotion des activités génératrices de

⁴⁵ Africa Risk View – ARC REPLICA

⁴⁶ Evaluation de la campagne agropastorale - SAP

revenus et l'accès aux micro-crédits ; vi) prévention/consolidation du tissu social (cohésion sociale) pour permettre la mise en œuvre des activités suscitées.

Projections des besoins humanitaires

La mauvaise campagne agricole de l'année précédente combinée à l'insécurité et la hausse des prix avait créé en 2022 un niveau jamais atteint d'insécurité alimentaire au Mali. L'analyse CH de novembre 2021 indiquait que plus de 1,8 millions de personnes seraient en crise alimentaire ou pire. En l'absence d'une mise à jour en mars 2022, les hypothèses formulées permettaient de projeter 2,2 à 2,4 millions de personnes en insécurité alimentaire aigüe pendant la soudure 2022. Pour 2023, en dépit de la persistance de l'insécurité, de la hausse des prix actuellement et des chocs climatiques par endroit, l'état globalement satisfaisant de la campagne agricole laisse présager une amélioration de la situation alimentaire dans le pays. Ainsi 1,2 millions sont attendues en insécurité alimentaire aigüe en 2023 selon le Cadre harmonisé de novembre 2022. Toutefois, tout en répondant aux besoins de ces personnes, une réponse adéquate doit être apportée à la situation nutritionnelle difficile, conséquence des chocs observés en 2021 et 2022. L'analyse définitive du cadre harmonisé en mars 2023 permettrait d'actualiser ces données des besoins.

Suivi des besoins humanitaires

L'analyse Cadre Harmonisé (CH) permet de capturer le nombre de populations en insécurité alimentaire aigüe, à travers les différents cycles. Il est nourri par l'enquête nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'outcome analysis HEA, le système expert, le suivi des marchés, la SMART et plusieurs autres enquêtes contextuelles. Après identification de ces populations via CH, le Plan National de Réponse (PNR) agrège la réponse de l'Etat de ses partenaires pour répondre aux différents besoins. A travers la Matrice de Coordination, le Cluster SA contribue à ce PNR, en collectant les réponses prévues par les Agences des Nations Unies, les ONGs nationales et internationales. Une fois le PNR validé et les réponses commencées, la matrice 5W du cluster SA permet de capturer mensuellement le niveau de la réponse. De même, concernant les PDIs, le suivi rapproché à la fois au niveau régional par les points focaux régionaux et la coordination nationale, permet d'être informé des alertes, des évaluations multisectorielles rapides et des différentes réponses engagées par les acteurs RRM.

3.8 Réfugiés



| PERS. DANS LE BESOIN | FEMMES | ENFANTS | AVEC UN HANDICAP | RÉFUGIÉS | RAPATRIÉS |
|----------------------|--------|---------|------------------|----------|-----------|
| 109k | 53% | 58% | 15% | 73k | 21k |

Contexte humanitaire et populations affectées

Le Mali a enregistré au 30 Septembre 2022, 57 444 réfugiés et demandeurs d'asile avec une augmentation de plus 328 réfugiés due à la dégradation de l'environnement sécuritaire et de protection dans le Sahel. Ainsi pour juguler cette situation, le gouvernement du Mali a déclaré en février 2020, une reconnaissance du statut de Réfugiés Prima Facie pour les ressortissants du Burkina Faso et du Niger en quête d'asile. Le Mali compte 181 266 ressortissants réfugiés des pays de la sous-région.

Le Mali accueille actuellement 57 444 réfugiés et demandeurs d'asile provenant essentiellement du Niger, du Burkina Faso, de la Mauritanie et divers autres pays. Cependant plusieurs demandeurs d'asile sont en attente d'enregistrement effective.

Tombouctou, Gao, Ménaka et Mopti en 2022 ont été l'épicentre de nouvelles alertes de populations venant du Burkina Faso et du Niger. La dégradation de la situation sécuritaire et des droits de l'homme est l'un des principaux facteurs déclencheurs de ces récents mouvements de réfugiés.

La majorité des réfugiés et demandeurs d'asile vivent dans des zones plus ou moins rurales, sur des sites spontanés grâce à l'hospitalité des communautés d'accueil avec un nombre limité en milieu urbain.

A Mopti, Gao, Ménaka et Tombouctou les réfugiés représentent plus de 67% de réfugiés reconnus au Mali, environ 26% dans la région de Kayes et 5% à Bamako et Sikasso. Les enfants représentent une proportion de 54% et les femmes 53%

Analyse des besoins humanitaires

Les réfugiés enregistrés en 2021 et 2022 ont de multiples besoins : accès à l'eau potable, services d'hygiène et d'assainissement, vivres, abri et biens essentiels, soins de santé et nutritionnels et l'accès à l'éducation pour les enfants en âge d'être scolarisés. Les réfugiés enregistrés depuis plusieurs années sont également touchés par ces mêmes besoins vitaux.

Les traumatismes psychologiques associées au déplacement forcé et au vécu quotidien des réfugiés nécessitent un appui psychosocial et santé mentale. La réunification familiale des réfugiées (enfants comme adultes) et la documentation sont également primordiales.

La recrudescence de la COVID-19, demande le renforcement de l'accès aux services d'eau, d'hygiène et d'assainissement et les capacités des services pour prévenir et contrôler les cas d'infections dans les sites de déplacement. La poursuite des sensibilisation, information, de la vaccination et l'appui en matériel d'assainissement des réfugiés sur la pandémie s'avère capitale.

Afin de faciliter leur autonomisation, les réfugiées ont besoin d'un soutien pour la restauration de leurs moyens d'existence et d'autosuffisance. Les personnes affectées par les violations des droits humains et autres formes de violences ont également besoin d'un accompagnement en matière d'assistance juridique et judiciaire

Les modalités et capacités de gestion des sites informels nécessitent un renforcement afin de

permettre aux réfugiées et communautés hôtes de répondre eux-mêmes à leurs besoins. Des mesures de coexistence pacifique et de mobilisation communautaire sont essentielles pour favoriser le vivre ensemble et une intégration réussie.

Projections des besoins humanitaires

Les projections de planification sont évaluées à 72 521 le nombre total de réfugiés qui pourraient se trouver sur l'ensemble du territoire malien au terme de l'année 2022 et la population à risque d'apatridie à 14 361 individus. Enfin, 20 540 réfugiés maliens de retour dans leur pays d'origine auront besoin d'assistance, dont 51% de femmes, à savoir 10 000 nouveaux individus et 10 540 personnes rapatriées ces trois dernières années bénéficiant d'assistance et d'actions de suivi. En outre, on évalue à 2 000 le nombre de personnes dans le flux mixtes avec un besoin particulier d'assistance au cours de l'année. Ces 109 422 personnes, vivant dans des conditions de vulnérabilité particulières, auront besoin de l'aide humanitaire multisectorielle en 2023.

Les besoins prioritaires incluent à la fois la préparation et la réponse aux urgences, le renforcement du cadre légal, la facilitation de l'accès aux services

sociaux de base et aux moyens d'existence y compris pour les communautés hôtes et la recherche de solutions durables à travers le nexus humanitaire-développement-paix.

Suivi des besoins humanitaires

En 2023, les mécanismes de coordination de la réponse multisectorielle aux réfugiés et de prise en charge des rapatriés seront renforcés au Mali pour faciliter la collecte, l'analyse conjointe et la diffusion de l'information relative à la cible. La réalisation d'évaluations périodiques des besoins, la mise à jour des plans de contingence inter-organisations et la documentation des réponses fournies par les différents acteurs en présence dans les zones d'accueil sera priorisé pour une réponse efficace et efficiente aux populations prise en charge au Mali.

Partie 4

Annexes

SOCOURA/MOPTI, MALI

Centre d'animation improvisée Photo : OCHA/

Evelyne MASSOMA COLOMINA



4.1

Sources de données

L'analyse de l'aperçu des besoins humanitaire au Mali 2023 a recouru à des sources variées d'évaluations multisectorielles et sectorielles approfondies (incluant MSNA, SMART, Cadre harmonisé, JENA).

TABLEAU DES EVALUATIONS REALISEES EN 2021 ET CELLES PLANIFIEES POUR 2022

| ÉVALUATIONS RÉALISÉES | ÉVALUATIONS PRÉVUES |
|-----------------------|---------------------|
| 48 | 62 |

TABLEAU DES EVALUATIONS REALISEES EN 2020

| RÉGIONS | COORDINATION | ÉDUCATION | SÉCURITÉ ALIMENTAIRE | SANTÉ | NUTRITION | PROTECTION | ABRIS | EHA |
|------------|--------------|-----------|----------------------|-------|-----------|------------|-------|-----|
| BAMAKO | | 2 | | 1 | 2 | | 2 | 2 |
| GAO | | 2 | | 1 | 2 | | 2 | 3 |
| KAYES | | 2 | | 1 | 2 | | | 1 |
| KIDAL | | 2 | | 1 | 2 | | | 1 |
| KOULIKORO | | 2 | | 1 | 2 | | | 0 |
| MOPTI | | 2 | | 1 | 2 | | 4 | 5 |
| SÉGOU | | 2 | | 1 | 2 | | 3 | 5 |
| SIKASSO | | 2 | | 1 | 2 | | | 2 |
| TOMBOUCTOU | | 2 | | 1 | 2 | | 5 | 2 |

Abris et biens non-alimentaires

| DESCRIPTION DE L'EVALUATION | NOMBRE | CHEF DE FILE |
|--|--------|-----------------------------------|
| Evaluation rapide des besoins en abris et BNA | 6 | Conjointe |
| Evaluation préliminaire des capacités de partenaires du Cluster | 1 | Equipe de coordination du Cluster |
| Mapping de besoins humanitaires dans les zones de présence opérationnelle | 10 | Equipe de coordination du Cluster |
| Post Distribution Monitoring Survey | 2 | Conjointe |
| Enquête sur la perception d'accès au Logement, la Terre, la Propriété et les Ressources Naturelles (LTPRN) | 1 | NRC/UNHCR |
| Enquête instantanée sur le logement locatif | 1 | Conjointe |

Eau, Hygiène et Assainissement

| DESCRIPTION DE L'EVALUATION | NOMBRE | CHEF DE FILE |
|---|--------|--------------|
| Evaluation Eau Hygiène et Assainissement dans le cercle de Douentza | 1 | Help |
| Identification des besoins WASH à Mopti, Douenza et Ansongo | 3 | Help |
| Etude sur l'utilisation de la modalité Cash et des transferts monétaires dans le secteur WASH | 1 | UNICEF |
| Évaluation des besoins en termes d'eau, hygiène et assainissement - analyses de télédétection | 1 | UNICEF |
| Etude sur l'utilisation des systèmes de pompes à énergie solaire pour l'alimentation en eau potable au Mali | 1 | UNICEF |
| Etude sur les dynamiques de l'accès à l'eau et l'impact des interventions WASH sur la cohésion sociale dans les zones arides affectées par le conflit | 1 | UNICEF |
| Diagnostic technique et identification de points d'eau pour des travaux de réhabilitation et des sites pour de nouveaux points d'eau (forage avec PMH) dans les cercles de Bandiagara, Mopti Goundam, Diré, Niono et Tominian | 1 | SI |
| Etude socio anthropologique liée aux déterminants des pratiques WASH au sein des communautés (Niono, Goundam, Mopti) | 1 | SI |
| Evaluation des infrastructures d'approvisionnement existants et le gap de couverture en eau potable dans les districts sanitaires de Kayes, Kita et Bafoulabe (Région de Kayes) | 1 | SI |
| Evaluation des infrastructures d'approvisionnement existants et le gap de couverture en eau potable dans le district sanitaire de Sikasso (Région de Sikasso), | 1 | SI |

Education

| DESCRIPTION DE L'EVALUATION | NOMBRE | CHEF DE FILE |
|--|--------|--|
| Evaluation conjointe de besoins dans les régions | 5 | Cluster Education |
| Evaluation/Etude sur la documentation d'éducation à distance (consultation restitution etc.) | 1 | Cluster éducation avec SCI |
| Evaluation à mi-parcours, du programme MYRP Mali | 1 | Cluster Education et Comité de pilotage |
| Evaluation des projets des partenaires dans le cadre du suivi de la réponse | 5 | Collectivité, Service technique ACADEMIE et CAP et Cluster Education |

Santé

| DESCRIPTION DE L'EVALUATION | NOMBRE | CHEF DE FILE |
|---|--------|---------------|
| Passage à l'échelle des interventions de prise en charge médicale des cas de violences basées sur le genre (VBG), de la santé mentale et du soutien psycho social (SMSPS) | 1 | Cluster Santé |

Coordination

| DESCRIPTION DE L'EVALUATION | NOMBRE | CHEF DE FILE |
|---|--------|--------------|
| Mission Focus groupes sur l'accès | | OCHA |
| Mission conjointe de redevabilité (bilan des activités humanitaires) ; de coordination et suivi de la situation humanitaire | | OCHA |

Nutrition

| DESCRIPTION DE L'EVALUATION | NOMBRE | CHEF DE FILE |
|--|--------|-----------------------|
| Enquête Nationale Nutritionnelle Anthropométrique et de Mortalité rétrospective suivant la méthodologie SMART-2022, Mali | 1 | UNICEF |
| ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE (ENSAN 2022) | 2 | Conjoint |
| SMART Rapide dans les régions | 16 | Conjoint |
| Enquête Nationale Nutritionnelle Anthropométrique et de Mortalité rétrospective suivant la méthodologie SMART-2021, Mali | 1 | UNICEF |
| Enquete couverture vaccinale VAR et analyse situationnelle_DS Bandigara et Rapport_Enquete ANJE_DS Badiangara | 2 | ACTED |
| Projection d'une Enquête de Couverture Post Distribution Vitamine A Rapport d'évaluation multisectorielle Farabougou | 1 | Conjoint (SI & ALIMA) |

Sécurité alimentaire

| DESCRIPTION DE L'EVALUATION | NOMBRE | CHEF DE FILE |
|---|--------|-------------------------------------|
| Enquêtes nationales de sécurité alimentaire | 1 | Conjointe |
| HEA Households economic approach | 1 | Conjointe |
| Dynamique des surfaces agricoles en 2019 comparé à 2018 par village (d'après analyse d'imagerie satellitaire) | 1 | PAM |
| Evaluation mutlisectorielle rapide ; porte à porte ; recensement des ménages touchés | 1 | CRADE, Tassaght, Caritas Mopti, ASG |
| Post-distribution monitoring 1 | 1 | LVIA |
| Post-distribution monitoring 2 | 1 | LVIA |
| Etude et évaluation de la situation pastorale au nord mali | 1 | AVSF |
| Score de Consommation Alimentaire (SCA), Coping Stratégie Index (CSI) | 1 | NRC |

Protection

| DESCRIPTION DE L'EVALUATION | NOMBRE | CHEF DE FILE |
|---|--------|--------------------|
| Sondage sur les risques de VBG et sentiments de sécurité dans les régions cibles | 1 | UNFPA |
| Evaluation participative (AGDM) avec les réfugiés, personnes déplacées internes et les rapatrié | 1 | UNHCR |
| Evaluations rapides de protection (NRC, DRC, UNHCR, AMSS, autres partenaires du Cluster Protection) | 1 | Cluster protection |
| Monitoring de protection - mensuel | 1 | UNHCR/AMSS |



MENAKA/MENAKA, MALI

Un enfant tirant un bidon d'eau sur le site des personnes déplacées de Ménaka. Credit : UNICEF/N'Daou

4.2 Méthodologie

L'aperçu des besoins humanitaires HNO 2023 au Mali a été conduit en suivant les directives du JIAF, qui prônent une analyse tenant en compte des éléments ci-après :

- Le contexte : analyse de neuf sous pilier (politique, économique, socio-culturel, juridique et normatif, technologique, démographique, environnement, sécurité, infrastructure).
- Les chocs/événements : analyse des causes de la dégradation des conditions humaines et de la création des besoins humanitaires, de leur périodicité, des facteurs sous-jacents et des vulnérabilités préexistantes.
- Les impacts ou principaux effets des événements/chocs : analyse des effets des chocs et/ou événements sur les personnes, les services et les systèmes, ainsi que sur l'accès humanitaire.
- Conditions humanitaires : les événements/chocs et leurs impacts placent les populations dans « des conditions humanitaires » liées à leurs conditions de vie et à leurs conditions en termes

de bien-être mental et physique (la survie). Il est à noter que ces conditions humanitaires sont toutes interdépendantes et que la variation des conséquences humanitaires des chocs ne suit pas toujours une séquence linéaire. En effet, celles-ci peuvent aller de l'incapacité à accéder aux biens ou services de base, à l'adoption de mécanismes d'adaptation négatifs et à l'impact sur le bien-être physique et mental.

- La sévérité des besoins et des populations dans le besoin se détermine sur la base de l'analyse des indicateurs des conditions humanitaires.

L'analyse de besoins humanitaires

L'année 2023, est une année à cheval après un cycle de planification humanitaire de trois ans au Mali. De ce fait, le scénario B de la méthodologie JIAF a été maintenu pour l'estimation des besoins liées aux conditions humanitaires. Plusieurs sources de données ont été utilisées dont le MSNA.

Echelle géographique de l'analyse

Les chocs/événements qui aboutissent aux besoins humanitaires, les aléas climatiques (inondations et sécheresses), les maladies à potentiel épidémiques, le déplacement interne, le retour, le rapatriement, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, l'insécurité, les contraintes de l'accès humanitaire etc. sévissant sur l'ensemble du pays dont les impacts sont ressentis partiellement ou totalement au niveau des cercles, ont poussé l'inter cluster (ICCN) à conduire l'analyse sur l'ensemble des cinquante cercle du Mali.

Groupes de population

Pour le calcul de PIN (Inter secteur) quatre groupes de population ont été considérés comme population dans le besoin de l'assistance humanitaire :

- Les personnes déplacées internes : personnes déplacées interne vivant dans un site reconnu par la CMP

- Les retournées : personnes déplacées internes retournées dans sa/autre communauté ou elle compte s'installer définitivement,
- Les rapatriés : Une personne se trouvant dans un pays étranger, soit temporairement qui rentre volontairement dans son pays.
- Les autres populations : toutes personnes qui ne rentre pas dans les trois catégories citées ci-dessus. Les personnes vivant avec handicap sont réparties dans les différents groupes de population.

Les besoins de la population réfugiée sont analysés par le HCR et partenaires dans le cadre de la réponse aux réfugiés et intégrés dans l'aperçu de besoins humanitaires (HNO). Par définition, un(e) réfugié(e) est une personne qui se trouve hors de son pays d'origine ou de résidence habituelle et qui du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social déterminé ou de ses opinions politiques craint avec raison d'être persécuté(e) et ne peut se réclamer de ce pays en raison de ladite crainte ni y retourner. Il peut également s'agir d'une personne qui fuit un conflit une situation de conflit, d'événements troublant gravement l'ordre public dans une partie ou dans la totalité de son pays d'origine.

Sélection des indicateurs

Pour l'analyse de sévérité et la détermination de la population dans le besoin au Mali, 29 indicateurs de sévérités des besoins a été retenus par le groupe inter sectoriel.

Estimation du seuil de sévérité des besoins par indicateur

Les indicateurs sont pris de façon individuelle et les données ont été analysées sur une échelle de sévérité de besoins allant de 1 à 5 (1= acceptable/minimale, 2= sous pression, 3= sévère, 4= extrême et 5= catastrophe) conformément à la méthodologie d'agrégation JIAF.

Par la suite, l'outil Needs Comparaison Tool (NCT) a été mis en contribution pour élaborer les cartes de sévérité

sectorielle présentée dans cet aperçu des besoins humanitaires.

Estimation du seuil de sévérité des besoins par indicateur

Au regard de différents indicateurs fournis par les clusters comme étant des indicateurs intersectoriels, une commission spéciale (CAIS) dont les membres sont de l'ICC, a été mise en place pour la validation des dits indicateurs. Par la suite, nous avons utilisé le scénario B de la méthodologie JIAF pour déterminer le niveau de sévérité des besoins, des indicateurs validés par le CAIS au niveau cercle.

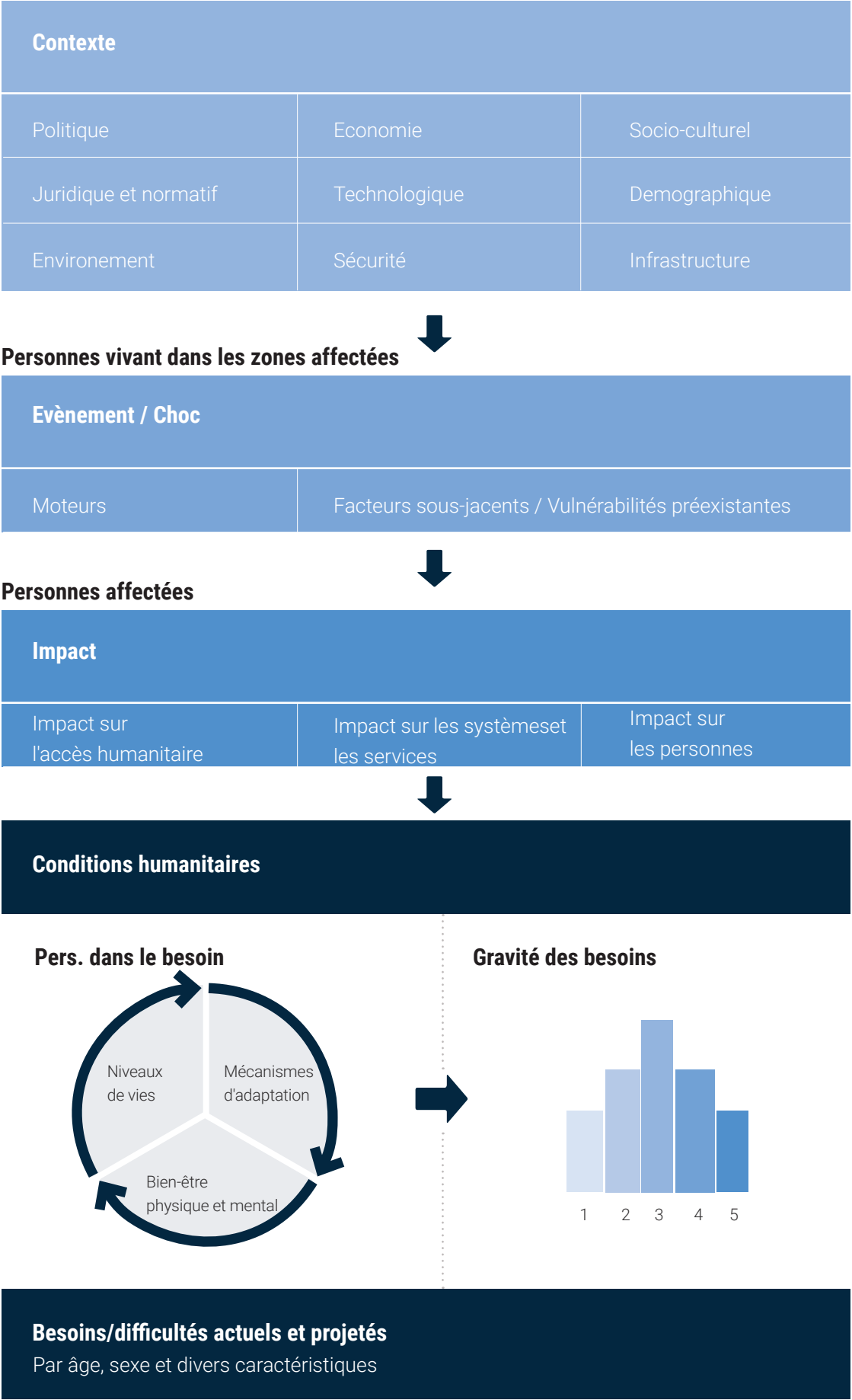
Nous avons utilisé le NCT pour dessiner la carte de sévérité à partir des seuils de sévérité par cercle fournis par le scénario B de la méthodologie JIAF.

Détermination des populations dans les besoins

Chaque cluster a utilisé sa propre méthodologie pour estimer le nombre de personnes dans le besoin par indicateur de sévérité des besoins et groupe de population. Certains clusters ont été soutenus par le MSNA.

Le scénario B de la méthodologie JIAF nous a permis d'agréger ces indicateurs de sévérité des besoins et ainsi obtenir les chiffres de personnes dans le besoin. Ainsi, la population dans le besoin d'un cercle (PINCercle) est la somme des valeurs maximales par groupe des populations (PDI, Retournés, Rapatriés et Autres Populations) à travers les secteurs. Le PIN global est obtenu par la somme des PIN de cercles.

Le Cadre Conceptuel de l'Analyse Conjointe Intersectorielle (JIAF)



JIAF Echelle de gravité

| PHASE DE SÉVÉRITÉ | RÉSULTAT DE RÉFÉRENCE CLÉ | OBJECTIFS DE RÉPONSE POTENTIELS |
|---------------------------------|--|--|
| 1 Aucune/Minimale | <p>Le niveau de vie est acceptable (compte tenu du contexte) : possibilité d'avoir quelques signes de détérioration et/ou de services sociaux de base inadéquats, besoins possibles de renforcement du cadre juridique.</p> <p>Capacité de se permettre ou de répondre à tous les besoins essentiels de base sans adopter de mécanismes d'adaptation non durables (comme l'érosion et l'épuisement des actifs).</p> <p>Aucun ou minimum/faible risque d'impact sur le bien-être physique et mental.</p> | <p>Renforcer la résilience</p> <p>Soutenir la réduction des risques de catastrophe</p> |
| 2 Stress | <p>Niveau de vie sous pression, conduisant à l'adoption de stratégies d'adaptation (qui réduisent la capacité de protéger ou d'investir dans les moyens de subsistance).</p> <p>Incapacité de se permettre/de répondre à certains besoins fondamentaux sans adopter des mécanismes d'adaptation stressés, insoutenables et/ou réversibles à court terme.</p> <p>Impact minimal sur le bien-être physique et mental (stress physique et mental bien-être) dans l'ensemble.</p> <p>Possibilité d'avoir des incidents de violence localisés ou ciblés (y compris des violations des droits de l'homme).</p> | <p>Soutenir la réduction des risques de catastrophe</p> <p>Protéger les moyens de subsistance</p> |
| 3 Sévère | <p>Dégradation du niveau de vie (d'habitude/typique), conduisant à l'adoption de mécanismes d'adaptation négatifs avec menace de dommages irréversibles (tels que l'érosion accélérée / épuisement des actifs). Réduction de l'accès et de la disponibilité des biens et services sociaux/de base</p> <p>Incapacité de répondre à certains besoins fondamentaux sans adopter de mécanismes d'adaptation irréversibles en cas de crise ou d'urgence - à court et moyen terme.</p> <p>Bien-être physique et mental dégradant. Préjudice physique et mental entraînant une perte de dignité.</p> | <p>Protéger les moyens de subsistance</p> <p>Prévenir et atténuer le risque de détérioration extrême des conditions humanitaires</p> |
| 4 Extrême | <p>Effondrement du niveau de vie, avec une survie basée sur l'aide humanitaire et/ou des stratégies d'adaptation extrêmes irréversibles à long terme.</p> <p>Perte/liquidation extrême d'actifs de subsistance qui entraînera d'importantes lacunes/besoins à court terme.</p> <p>Violations graves généralisées des droits de l'homme. Présence de dommages irréversibles et mortalité accrue</p> | <p>Sauver des vies et des moyens de subsistance</p> |
| 5 Catastrophique | <p>Effondrement total du niveau de vie</p> <p>Épuisement quasi/complet des options d'adaptation.</p> <p>Mécanismes d'adaptation de dernier recours/épuisés.</p> <p>Mortalité généralisée (CDR, U5DR) et/ou préjudice irréversible.</p> <p>Préjudice physique et mental irréversible généralisé conduisant à une surmortalité.</p> <p>Violations graves généralisées des droits de l'homme.</p> | <p>Retour/Prévention des décès généralisés et/ou effondrement total des moyens de subsistance²</p> |

4.3

Lacunes et limitations des informations

Dans le cadre du HNO 2023, l'outil JIAF (cadre d'analyse intersectorielle conjointe) des besoins humanitaires a constitué l'instrument d'analyse en vue d'une analyse intersectorielle renforcée.

Cette analyse intersectorielle est la combinaison de plusieurs données et informations sectorielles et transversales sur les personnes, les zones géographiques et les calendriers pour parvenir à une compréhension commune des superpositions de besoins auxquels les personnes sont confrontées et des facteurs aggravants de ces besoins.

L'approche du HNO 2023 a pris en compte une revue des données secondaires, suivies des consultations et analyses préliminaires au niveau régional, qui ont culminées en des ateliers régionaux et national.

Sources des données

En termes des données, elles proviennent, soit des sources gouvernementales, soit des partenaires humanitaires et des acteurs de développement et de la MINUSMA. Les sources de données suivantes ont été utilisées pour alimenter l'analyse : GBVIMS, RRM, le Monitoring de Protection (P21), Information Management System for Mine Action (IMSMA), SMART, IPC, Système Expert, Household Economic Analysis (HEA) le MRM, JENA, HeRAMS, DTM, CMP, etc.

La cellule d'analyse intersectorielle (CAIS) de l'ICCN en lien avec l'IMWG a travaillé sur la collecte et le traitement des données en vue d'alimenter l'analyse intersectorielle.

Limites et insuffisances des informations

Toutefois, le processus du HNO 2023 comme les années précédentes a rencontré certains obstacles ou limites objectives.

L'analyse du HNO est de portée nationale couvrant tout le pays à un niveau administratif 2 (cercle) : Cette situation présente des limites du fait de l'immensité du territoire national et de grandes disparités au sein d'un cercle et de ses communes en lien avec l'étendue géographique.

La désagrégation sur les personnes en situation de handicap et la prévalence de la santé mentale : en l'absence d'enquête nationale récentes sur ces deux problématiques, des estimations sont faites

Les limites géographiques des nouvelles régions administratives et les nouveaux cercles qui les composent : la question des limites administratives et le manque de statistiques de base des nouvelles régions se pose avec insistance. Les analyses et leurs visuels se limitent aux anciennes limites administratives des régions et cercles du Mali

Le non tenu des enquêtes de sécurité alimentaire de février 2022 (ENSAN) et mars 2022 (Cadre Harmonisée) : Cette situation empêche de capturer de manière systématique les données actualisées des personnes en insécurité alimentaire. Une estimation est alors faite pour la période de soudure de 2022

Les retards dans la mise en œuvre de l'enquête du MSNA 2022 : Un retard significatif a été rencontré conformément au calendrier initial avec les données disponibles seulement en fin novembre 2022. Il est important également de souligner la grande limitation géographique du MSNA justifiant qu'il est difficile de se fier exclusivement à cette source.

L'impact des contraintes d'accès humanitaires et sécuritaires sur la tenue des enquêtes et évaluations des besoins.

L'absence d'une étude objective nationale sur les degrés de vulnérabilités des PDI et l'absence d'une étude de référence sur la vulnérabilité et capacités des retournés et des rapatriés : Cette lacune amène à faire une analyse mixte intégrant le statut des personnes et les vulnérabilités.

Les clivages entre les chiffres de mouvements de populations entre le RRM et la CMP et entre l'échelon national et le niveau régional : Des écarts importants sont souvent sources de préoccupations des partenaires.

Le déphase des calendriers entre les différentes étapes du Cycle de Programmation Humanitaire (HPC) et le chronogramme de enquêtes nationales constitue un défi permanent. Le déroulement de celles-ci intervient soit plus tôt soit plus tard par rapport au calendrier de l'exercice du HNO et surtout la temporalité de l'Aperçu Humanitaire Global (GHO). A titre illustratif, le Mali, à l'instar des pays membres du Comité inter-état de lutte contre la sécheresse au sahel (CILSS) est confronté au chronogramme du Cadre Harmonisé (CH) dont les résultats sont disponibles en fin novembre et fin mars de chaque année. Cette situation crée des écarts réels entre la situation au moment de l'enquête et celle de l'analyse des besoins conformément à la ligne de temps du HNO.

Le sous rapportage des incidents de protection du fait de certaines pesanteurs socio culturelles : les données sur le VBG et PSEA sont souvent sous rapportées.

La non tenue de l'Enquête démographique et de santé au Mali depuis 2018 et du Recensement général de la population et de l'habitat au Mali depuis 5 ans : L'autre défi réside dans les statistiques de base de la population totale malienne de manière désagrégée. Des efforts ont été faits afin que tous les partenaires étatiques et humanitaires se réfèrent à ces chiffres harmonisés, mais dans la pratique, cette préoccupation demeure. De même, les estimations de bases des

populations pour les différentes enquêtes nationales ne sont pas systématiquement harmonisées.

Les difficultés d'assurer des enquêtes périodiques de suivi des besoins afin de faciliter l'appréciation des changements ou de l'évolution du contexte humanitaire au Mali.

La désagrégation des données sur les mouvements de populations : la quête des données désagrégées sur les mouvements de populations est assez complexe : Les rapports publics ne prennent pas en compte de manière systématique le lieu d'origine, la nationalité, la durée du déplacement.

La non disponibilité des données récentes sur la mortalité et la non disponibilité des données de productions agricoles prévisionnelles constituent des facteurs limitants aux résultats de l'exercice d'analyse des besoins humanitaires pour la nouvelle période de 2022-2023.

En dépit des défis d'accès à certaines informations et données actualisées et désagrégées, des efforts sont faits pour un bon traitement des données disponibles. La combinaison entre les avis des experts (analyse qualitative) avec l'analyse de la sévérité par les clusters (analyse quantitative) par le biais du JIAF, permet de parvenir à des résultats pertinents, qui informeront la planification humanitaire.

Pour des questions de redevabilité et de transparence, les cartes de sévérité présentées sont validées à la fois au niveau national et régional avec une étape clé qui est la validation gouvernementale auprès des ministères clés impliqués dans les services sociaux de base. Un rapprochement est également fait avec les analyses des acteurs du développement et du Gouvernement afin de déterminer les zones de convergence et faciliter la bonne articulation entre les analyses et planifications du gouvernement et celles de ses partenaires humanitaires et de développement.

4.4

Acronymes

| | | | |
|---------------|--|---------------|--|
| AGR | Activités Génératrice de Revenu | DTM | Displacement Tracking Matrix (Matrice de suivi des déplacements) |
| AIGE | Autorité Indépendante de Gestion des Elections | ECMT | Education Cluster Monitoring Tool |
| BAD | Banque Africaine de Développement | EDSM | Enquête Démographique et de Santé au Mali |
| BNA | Biens non alimentaires | EEI | Engins explosifs improvisés |
| CAIS | Cellule d'Analyse Intersectorielle | EHA | Eau, hygiène et assainissement |
| CDE | Convention internationale relative aux droits de l'enfant | EIGS | Etat islamique au Grand Sahara |
| CEDEAO | Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) | FAMa | Forces Armées Maliennes |
| CILSS | Comité Inter-Etat de lutte contre la Sécheresse au Sahel | FOSA | Formation Sanitaire |
| CMP | Commission Mouvement de Populations | FDSM | Forces de Défense et de Sécurité Maliennes |
| CPN | Consultations Pré Natales | FEFA | Femmes enceintes et allaitantes |
| CPON | Consultations Post Natales | FMI | Fonds Monétaire International |
| BPHS | Basic Packâge of Health Services | GANÉ | Groupe Armé non Étatique |
| CH | Cadre Harmonisé | GATIA | Groupe d'auto-défense Touareg Imghad et Alliés |
| CHF | Common Humanitarian Fund IDP | GBVIMS | Gender Based Violence Information Management System (Système de Gestion des Informations sur les Violences. Basées sur le Genre) |
| CNT | Conseil National de Transition | HeRAMS | Health Resources and Services Availability Monitoring System |
| COHA | Coût de la Faim en Afrique | ICC | Inter-Cluster Coordination |
| CRCH | Comités Régionaux de Coordination Humanitaire | IPC | Integrated Food Security Phase Classification |
| CREDD | Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable | INSO | International NGO Safety Organisation |
| DGS | Direction Générale de la Santé | JIAF | Joint Intersectoral Analysis Framework (approche d'analyse conjointe intersectorielle des besoins) |
| DIH | Droit international Humanitaire | LTPRN | (Logement, Terre et Propriété, ressources naturelles) |
| DNA | Direction Nationale de l'Agriculture | MAG | Malnutrition Aigüe Globale |
| DRS | Direction Régionales de la Santé | | |

| | |
|----------------|---|
| MAM | Malnutrition Aigüe Modérée |
| MAS | Malnutrition Aigüe Sévère |
| MARA | Arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information sur les violences sexuelles liées au conflit |
| MRM | Monitoring and Reporting Mechanism (mécanisme de surveillance et de communication de l'information des graves violations commises contre des enfants) |
| MSA-D | Mouvement pour le Salut de l'Azawad-Daoussahak |
| MSNA | Evaluation multisectorielle des besoins |
| ND-GAIN | Notre Dame Global Adaptation Index (Indice global d'adaptation de Notre-Dame) |
| ODD | Objectifs de développement durable |
| OOCs | Enquête/Étude sur les enfants hors de l'école |
| PDI | Personne Déplacée Interne |
| PIB | Produit Intérieur Brut) |
| PND | Personne non déplacée |
| PSEA | Protection contre l'exploitation et les abus sexuels |
| PSH | Personnes en Situation de Handicap |
| RRM | Mécanisme de Réponse Rapide |
| SMART | Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions |
| UEMOA | Union Economique et Monétaire Ouest Africaine |
| UNHCR | Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés |